



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

RAPPORT ANNUEL 2006-2007



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

RAPPORT ANNUEL 2006-2007

Table des matières

Rapport Annuel

| | |
|---|-----------|
| Message du président et du directeur général | 2 |
| Mandat, gouvernance et ressources de la CSFO | 6 |
| Les secteurs réglementés | 9 |
| Régimes de retraite | 9 |
| Assurances | 11 |
| Établissements de dépôts, courtiers en hypothèques et coopératives | 12 |
| Aperçu de la CSFO au travail | 13 |
| Supervision des régimes de retraite | 13 |
| Délivrance de permis et surveillance | 18 |
| Observation des mesures législatives | 22 |
| Appui au système d'assurance-automobile | 24 |
| Règlement des litiges concernant les indemnités d'accident légales | 30 |
| Élaboration des politiques | 32 |
| Protection des consommateurs par l'information | 36 |
| Optimisation des ressources de la CSFO | 39 |
| Rapport du Tribunal des services financiers | 40 |
| Organigramme | 42 |
| États financiers vérifiés | |
| Commission des services financiers de l'Ontario | 45 |
| Fonds de garantie des prestations de retraite | 59 |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | 71 |
| Rapport sur les assurances 2006 du surintendant | 85 |

Message du président et du directeur général

Nous avons l'honneur de présenter le neuvième rapport annuel de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO). Ce rapport présente pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007 les réalisations de la CSFO en vue de soutenir un secteur des services financiers sain et dynamique et d'accroître la confiance des consommateurs et du public dans les secteurs réglementés.

La CSFO réglemente les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les credit unions, les caisses populaires, les courtiers en hypothèques, les coopératives et les sociétés de prêt et de fiducie en Ontario. Ces secteurs financiers jouent un rôle clé dans la compétitivité de l'économie et la sécurité financière des particuliers et des familles. La CSFO s'engage à protéger l'intérêt public par une présence constructive et réceptive au sein du marché des services financiers de l'Ontario.

La réglementation des services financiers a lieu dans un environnement complexe et en pleine évolution. Les tendances à la mondialisation des marchés et au regroupement des institutions financières se maintiennent. En conséquence, la convergence du secteur des services financiers se poursuit, et des sociétés internationales sont actives dans un éventail de secteurs d'activités pouvant être assujettis à des régimes de réglementation distincts. Cette évolution tend à effacer les frontières traditionnelles entre les administrations et entre les secteurs.

Parallèlement, à mesure que la génération du baby boom vieillit, les questions concernant la gestion du patrimoine et les pensions prennent de plus en plus d'importance, et le besoin d'habiliter et d'éduquer les consommateurs et les participants aux régimes de retraite s'accroît. Dans ce marché moderne, les

intervenants de l'industrie s'attendent à traiter en ligne avec les autorités de réglementation, et les consommateurs veulent recevoir l'information et les services par voie électronique.

La CSFO relève ces défis en coopérant avec d'autres autorités de réglementation à l'harmonisation des démarches de réglementation à l'échelon national, en s'attachant à moderniser le cadre de réglementation de l'Ontario, en bâtissant la capacité à mesurer les risques et à y faire face et en élargissant les communications électroniques avec l'industrie et le public.

La modernisation du cadre de réglementation de l'Ontario

À l'échelon provincial, la CSFO a continué de soutenir le ministère des Finances dans l'actualisation du cadre de réglementation de l'Ontario afin de protéger les consommateurs et de préserver un climat commercial attirant.

La *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et les administrateurs d'hypothèques* a été élaborée avec le concours de la CSFO. Elle accroît la responsabilisation du secteur du courtage d'hypothèques, renforçant ainsi la protection des consommateurs relativement à ce qu'un grand nombre de familles considèrent comme leur principale opération financière – l'obtention d'un prêt hypothécaire résidentiel. En 2006-2007, la CSFO a aidé le ministère à préparer un document de consultation sur la réglementation proposée en application de la Loi. En consultation étroite avec l'industrie, la CSFO a également entrepris un examen des exigences de formation proposées aux fins de la délivrance des permis d'agent et de courtier en hypothèques une fois que la Loi et la réglementation s'y rattachant auront pris effet.



La *Loi sur les régimes de retraite* de l'Ontario n'a pas connu de révision approfondie depuis plus de 20 ans. En novembre 2006, le gouvernement de l'Ontario a nommé une Commission d'experts chargée d'examiner la Loi et de présenter des recommandations afin de préserver la viabilité du système de régimes de retraite. La CSFO apporte sa contribution et son soutien au processus d'examen selon les besoins.

L'harmonisation nationale se poursuit

À l'échelon national, la CSFO joue un rôle de premier plan dans la coordination de la réglementation des services financiers à l'échelle du Canada.

Au cours de l'exercice, la CSFO a participé à une initiative du Forum conjoint des autorités de réglementation du marché financier en vue d'harmoniser l'information sur les fonds distincts (également connus sous le nom de contrats individuels d'assurance variable) et les fonds communs de placement à fournir au point de vente. Ce projet continu vise à procurer aux investisseurs, avant qu'ils ne prennent la décision d'acheter, une compréhension de base des risques et des avantages de ces produits populaires.

L'industrie des régimes de retraite se bat depuis longtemps pour l'harmonisation de la législation dans ce domaine. Sous les auspices de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite, la CSFO prend part à une initiative visant à élaborer une loi type sur les pensions qui sera présentée aux gouvernements de l'ensemble du pays. Des règlements types dans des domaines jugés non litigieux comme l'administration des régimes et les droits de base ont été achevés en 2006-2007 avec l'aide d'un groupe de travail d'intervenants.

La CSFO a également fait une contribution de taille au Comité des normes en matière de permis réciproques créé par le Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance et les Organisations d'encadrement des services d'assurance du Canada. Un modèle de permis réciproques élaboré

par le comité a été mis en œuvre en juillet 2006, permettant aux agents d'assurance et aux courtiers d'obtenir plus facilement un permis hors de leur province ou territoire d'attache.

L'importance accrue donnée à la réglementation axée sur le risque

Pour faire face à un marché qui évolue rapidement, la CSFO doit employer les ressources de réglementation de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible. Pour cette raison, la CSFO privilégie de plus en plus une démarche axée sur le risque, par laquelle les ressources sont investies dans les domaines où l'on peut s'attendre au rendement le plus élevé.

Dans le secteur des régimes de retraite, la CSFO s'appuie depuis 2000 sur un système axé sur le risque pour surveiller le financement des régimes à prestations déterminées. En 2006-2007, le processus d'évaluation préliminaire a permis de mettre en évidence un total de 4,8 millions de dollars (M\$) en cotisations impayées, qui ont depuis été versées aux régimes par les répondants. Au cours de l'exercice, la démarche axée sur le risque a été étendue à la surveillance de la gestion des placements réalisés par les caisses de retraite, afin de mieux protéger la viabilité financière à long terme de ces dernières. Un système automatisé d'évaluation du risque examine de façon préliminaire les données déposées par les régimes de retraite et met en évidence les points préoccupants, la CSFO faisant ensuite le suivi selon les besoins auprès des administrateurs des régimes.

L'examen et l'évaluation des plaintes sont des éléments fondamentaux d'une démarche axée sur le risque en matière de surveillance du marché. Une initiative conjointe de la CSFO et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec a renforcé cette fonction de réglementation. Le Système de rapport de plaintes procure désormais sur le Web un guichet

unique permettant aux compagnies d'assurance de rendre compte aux deux autorités de réglementation de l'information liée à chaque plainte reçue, réduisant ainsi les doublons. Lorsqu'une masse critique de données aura été compilée, elle sera analysée par les autorités de réglementation afin de cerner les nouvelles questions en matière de protection des consommateurs.

Lorsque la CSFO obtient des preuves d'infractions à la loi ou à la réglementation, elle prend des mesures rigoureuses. En 2006-2007, la CSFO obtenu des plaidoyers de culpabilité concernant 35 infractions, avec un total de plus de 350 000 \$ imposé sous la forme d'amendes. Dans le système de règlement des différends concernant l'assurance-automobile, les arbitres de la CSFO ont imposé des sanctions à des assureurs dans dix affaires pour le retard ou la retenue abusive du paiement des indemnités.

L'élargissement des communications électroniques

La CSFO continue de recourir à la technologie moderne des communications pour remplacer les processus fondés sur les imprimés et faire affaire de manière plus efficiente et efficace. Au cours de l'exercice, le connu mais volumineux *Bulletin sur les régimes de retraite* a été converti en format électronique pour être distribué par courriel. Les assureurs automobiles ont transmis 42 p. 100 de leurs dépôts de tarifs et de classification des risques à la CSFO par voie électronique. De plus, les agents d'assurance effectuent désormais en ligne toutes les transactions liées à la délivrance de permis.

La CSFO supervise le Système de demandes de règlement pour soins de santé liés à l'assurance-automobile (DRSSAA), un système de facturation électronique géré par l'industrie, qui relie les fournisseurs de soins de santé et les compagnies d'assurance. La CSFO a émis une directive pour amorcer la mise en service du nouveau système et pour créer un bureau central de traitement chargé de recevoir les demandes d'indemnités d'accident pour le compte des assureurs. Actuellement, la participation au Système est volontaire, mais devrait devenir obligatoire pour les assureurs automobiles et les fournisseurs de soins de santé au début de 2008. L'objectif du Système est de rendre le traitement des demandes plus efficient et efficace tout en produisant des données opportunes afin de surveiller les coûts des demandes de règlement pour soins de santé.



Une culture de partenariat

Depuis sa création, la CSFO a cultivé les partenariats et le dialogue avec les intervenants. Nous tenons à remercier les nombreux intervenants – compagnies d’assurance et intermédiaires, participants et administrateurs de régimes de retraite, courtiers en hypothèques, institutions de dépôt, groupes de soins de santé, consommateurs et autres – qui ont apporté leur avis ou ont participé à des projets au cours de l’exercice écoulé. Leur soutien est indispensable pour relever le défi consistant à adapter continuellement la réglementation aux réalités changeantes du marché.

Nous tenons également à reconnaître l’excellence que nous continuons d’observer dans le travail du personnel de la CSFO, jour après jour. L’expertise et l’engagement du personnel constituent les atouts les plus précieux de la CSFO.

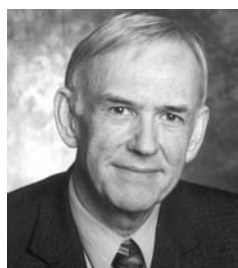
Avec le soutien continu des intervenants et des employés, nous sommes convaincus que la CSFO continuera de se gagner la confiance du public en protégeant les consommateurs et les bénéficiaires de régimes de retraite tout en soutenant un secteur des services financiers sain et concurrentiel



Colin McNair

Président

Commission des services financiers de l’Ontario
Tribunal des services financiers



Bob Christie

Directeur général et

surintendant des services financiers

Commission des services financiers de l’Ontario

Mandat, gouvernance et ressources de la CSFO

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) réglemente les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les credit unions, les caisses populaires, les courtiers en hypothèques, les sociétés coopératives et les sociétés de prêt et de fiducie en Ontario. Cet organisme de réglementation relevant du ministre des Finances a été institué par la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario* (la Loi sur la CSFO).

Renforcement de la confiance du public

La CSFO a pour mandat de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés. À ces fins, la CSFO fournit des services de réglementation qui protègent les consommateurs de services financiers et les bénéficiaires de régimes de retraite et qui soutiennent un secteur des services financiers sain et concurrentiel. La CSFO entend être un organisme de réglementation vigilant, équitable et ouvert sur l'avenir et avoir une attitude constructive et réceptive dans le marché ontarien des services financiers de l'Ontario.

Structure et gouvernance

La structure de la CSFO se divise en trois entités : la Commission, le surintendant des services financiers et son personnel et le Tribunal des services financiers.

Commission

La Commission est formée de cinq membres : le président et deux vice-présidents nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; le directeur des arbitrages, qui fait partie du système de règlement des différends concernant l'assurance-automobile et qui est nommé par le lieutenant gouverneur en conseil; le surintendant des services financiers, nommé aux

termes de la *Loi sur la fonction publique*. Le surintendant est également le directeur général de la CSFO.

Les objets de la Commission établis dans la Loi sur la CSFO sont les suivants :

- fournir des services de réglementation afin de protéger l'intérêt du public et de favoriser la confiance du public dans les secteurs réglementés;
- faire des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant les secteurs réglementés;
- fournir les ressources nécessaires au bon fonctionnement du Tribunal.

La Commission se réunit au moins une fois par trimestre. Les membres actuels et leur mandat sont les suivants :

Colin McNairn (président) – du 10 août 2006 au 9 août 2007

Anne Corbett (vice-présidente) – du 10 août 2006 au 9 août 2009

John Solursh (vice-président) – du 25 février 2005 au 24 février 2008

David R. Draper (directeur des arbitrages) – du 30 août 2001 au 2 mai 2009

Bob Christie (surintendant des services financiers et directeur général) – nommé le 6 septembre 2005.

Le surintendant et le personnel

Le surintendant a les pouvoirs et fonctions qui suivent :

- administration et application de la Loi sur la CSFO et d'autres lois régissant les secteurs réglementés (*p. ex., la Loi sur les assurances et la Loi sur les régimes de retraite*)
- supervision générale des secteurs réglementés
- responsabilité des affaires financières et administratives de la CSFO.



Le personnel de la CSFO est composé de fonctionnaires qui aident le surintendant à s'acquitter de ces fonctions. Le surintendant peut déléguer l'exercice de tout pouvoir ou de toute fonction. Il a par exemple délégué au directeur administratif de la Division de la délivrance des permis et de l'observation des mesures législatives le pouvoir de rendre des décisions touchant la délivrance des permis.

Des comités internes du personnel ont été établis pour diverses questions opérationnelles et de politique. Voici les comités en place et leurs fonctions :

- Haute direction – assume le leadership et la direction relativement aux sujets administratifs généraux, aux questions de gestion, à l'exploitation ainsi qu'à la stratégie et au positionnement tactique aux niveaux supérieurs.
- Politiques de l'assurance-automobile – étudie les questions liées aux politiques d'assurance-automobile et fait des recommandations au directeur général.
- Politique relative à la délivrance des permis et aux pratiques de l'industrie – examine et discute les questions de politique touchant la délivrance des permis et les pratiques de l'industrie et fait des recommandations au directeur général.
- Politiques des régimes de retraite – discute des questions touchant la politique liée aux régimes de retraite et fait des recommandations au directeur général.
- Coordination des politiques générales – coordonne les questions de politique entre les secteurs, dirige l'élaboration des politiques le long des divers stades conceptuels et coordonne leur cheminement jusqu'au directeur général par l'entremise de la structure de comités de la CSFO.
- Coordination des activités visant la conformité – partage l'information entre les secteurs de programmes de la CSFO et coordonne les activités de réglementation touchant les pratiques de l'industrie des services financiers.
- Vérifications – surveille la qualité des contrôles internes de la CSFO afin que les politiques et les procédures soient bien appliquées; veille à ce que la CSFO ait en place des systèmes appropriés de contrôle interne pour les rapports financiers.
- Ressources humaines – fait en sorte que les pratiques, les politiques et les initiatives de la CSFO en matière de ressources humaines soient conformes aux priorités opérationnelles et organisationnelles de la Commission et soutient la direction à l'égard des principales questions dans ce domaine.
- Relations avec les employés – favorise des communications permanentes, efficaces et productives entre la CSFO et les agents négociateurs.
- Santé et sécurité – fait la promotion d'un milieu de travail sain et sécuritaire à la CSFO, conformément à la directive gouvernementale en matière de santé et sécurité au travail..
- Excellence – offre des conseils et des recommandations sur les initiatives générales à l'intention du personnel (comme Above and Beyond, Bright Ideas et Normes pour les services communs et service de qualité) afin de favoriser l'atteinte des objectifs stratégiques de la CSFO et de promouvoir une culture favorisant l'innovation.
- Équipe d'intervention d'urgence pour la continuité des activités et la reprise après sinistre – aide à l'élaboration et à la tenue à jour du plan de continuité des activités de la CSFO et veille à ce que le personnel et l'actif de la CSFO soient protégés dans les situations d'urgence.

Tribunal des services financiers

Le Tribunal des services financiers est un organisme d'arbitrage qui tient des audiences concernant les décisions que le surintendant a prises ou qu'il se propose de prendre et qui concernent les parties dans les secteurs réglementés. Le président et les deux vice-présidents de la Commission sont également le président et les vice-présidents du Tribunal, respectivement.

Ressources humaines et budgétaires

Les bureaux de la CSFO sont situés au 5160, rue Yonge, à Toronto. En 2006-2007, la CSFO avait une autorisation annuelle de dépenser s'élevant à 53,4 millions de dollars. La Commission comptait 484 employés à plein temps, soit le même niveau de dotation que les deux exercices précédents.

Recouvrement des coûts

La CSFO recouvre ses coûts auprès des secteurs réglementés par l'application de droits et de cotisations. En vertu de la Loi sur la CSFO, le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer à toutes les entités qui font partie d'un secteur réglementé une cotisation relativement aux frais et dépenses que le ministère des Finances, la Commission et le Tribunal ont engagés. Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission établit également des droits pour les services qu'elle fournit aux secteurs réglementés.

Secteur des régimes de retraite

Après avoir consulté les intervenants du secteur des régimes de retraite, la CSFO a reçu en 2006-2007 l'approbation de recouvrer ses coûts liés à ce secteur par un processus de cotisations venant remplacer les frais de présentation des relevés annuels versés jusque là. Ce nouveau processus est en vigueur à compter du

1er avril 2007. Le changement vise à recouvrer exactement les dépenses liées au secteur des régimes de retraite. Dans le contexte d'une structure de frais, les montants recouverts varient d'une année sur l'autre en fonction des volumes des transactions. Ces variations se traduisent généralement par des manques à recouvrer ou des montants recouverts en trop. Grâce à la mise en œuvre d'un processus de cotisations, la CSFO peut recouvrer le montant exact des coûts exigés pour réglementer le secteur des régimes de retraite.

Maintien de la responsabilisation

En vertu de la Loi sur la CSFO, la Commission doit présenter au plus tard le 30 juin de chaque année au ministère des Finances un énoncé des priorités pour l'exercice en cours et publier cet énoncé dans la *Gazette de l'Ontario*. L'énoncé des priorités de la CSFO souligne les principaux défis qui se posent à la CSFO et décrit les initiatives et les priorités stratégiques, lesquelles sont accompagnées d'un résumé des motifs justifiant leur adoption. Ce document comprend aussi à l'intention des parties intéressées un compte rendu sur les initiatives et les projets de l'exercice précédent. Toujours en vertu de la Loi, la CSFO est également tenue de déposer chaque année un rapport annuel devant le ministre.

À titre d'organisme du ministère des Finances, la CSFO se voit chaque année accorder l'autorisation de dépenser dans le cadre du processus de planification gouvernemental, en fonction des priorités gouvernementales et des besoins organisationnels. La CSFO rend compte chaque trimestre au gouvernement de l'état de ses dépenses.

Les états financiers annuels de la CSFO sont vérifiés par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario. Les états financiers vérifiés sont publiés dans le présent rapport annuel.



Les secteurs réglementés

Les secteurs réglementés par la CSFO forment aujourd'hui une industrie d'envergure, dynamique et évolutive qui joue un rôle clé dans l'économie provinciale et qui contribue à la sécurité financière des particuliers et des familles. L'industrie est un employeur de premier plan, fournit des capitaux d'investissement et offre des services utiles aux consommateurs, aux entreprises et à d'autres institutions.

Régimes de retraite

De nombreux retraités ontariens et leur famille tirent une part substantielle de leur revenu de régimes de retraite d'employeurs. Pour les employés qui font toujours partie de la population active, les régimes de retraite représentent souvent un aspect important de la planification financière visant à sécuriser leur avenir à la retraite.

La plupart des régimes de retraite appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- **les régimes à prestations déterminées**, qui fournissent un niveau de prestation préétabli au cours de la retraite;
- **les régimes à cotisations déterminées**, qui établissent le montant des cotisations et qui versent des prestations en fonction du montant de la pension qui peut être acquis à partir du total des cotisations accumulées et du rendement des placements;
- **les régimes interentreprises** (à prestations déterminées ou à cotisations déterminées), établis principalement pour les secteurs ou les métiers dont les travailleurs tendent à changer fréquemment d'employeur.

En 2006-2007, le nombre total de régimes de retraite a augmenté de 9 p. 100 pour atteindre le chiffre de 7 539, tandis que le nombre de participants actifs aux régimes a augmenté de 0,5 p. 100 pour atteindre 2 104 063 personnes. Les participants actifs à un régime sont ceux qui contribuent actuellement à leur caisse de retraite, par leurs propres cotisations ou celles de l'employeur. Le reste des participants aux régimes est constitué des retraités et des autres bénéficiaires.

Bien que les régimes interentreprises représentent seulement environ 2 p. 100 des régimes enregistrés, ils constituent 45 p. 100 du nombre total de participants actifs aux régimes – une proportion conforme aux exercices précédents. Les régimes à prestations déterminées, à employeur unique et multientreprises, représentaient 84 p. 100 des participants actifs aux régimes, dans la même ligne que les années précédentes.

Ensemble, les sept principaux régimes de retraite du secteur public ontarien comptent 1 115 000 participants (actifs, retraités et autres bénéficiaires) et leur actif s'élève à 177 milliards de dollars au taux du marché. Dans le secteur privé, les dix plus grands régimes à employeur unique comptent au total 191 000 participants actifs, avec un actif d'une valeur marchande de 36 milliards de dollars. Les cinq principaux régimes de retraite interentreprises comptent au total 456 000 participants actifs et un actif de 6,2 milliards de dollars au taux du marché.

Régimes de retraite actifs enregistrés en Ontario et nombre de participants

| <i>Genre</i> | <i>Au 31 mars 2007</i> | | <i>Au 31 mars 2006</i> | |
|--|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
| | <i>Nombre</i> | <i>% du total</i> | <i>Nombre</i> | <i>% du total</i> |
| Régimes à prestations déterminées | 4 036 | 54 % | 3 463 | 50 % |
| Participants | 1 538 494 | 43 % | | |
| Participants actifs | 840 522 | 40 % | 848 250 | 41 % |
| Retraités et autres bénéficiaires | 697 972 | 46 % | | |
| Régimes à cotisations déterminées | 3 380 | 45 % | 3 325 | 48 % |
| Participants | 352 438 | 10 % | | |
| Participants actifs | 313 194 | 15 % | 305 234 | 14 % |
| Retraités et autres bénéficiaires | 39 244 | 3 % | | |
| Régimes interentreprises | | | | |
| À prestations déterminées | 82 | 1 % | 84 | 1 % |
| Participants | 1 683 761 | 47 % | | |
| Participants actifs | 926 885 | 44 % | 918 562 | 44 % |
| Retraités et autres bénéficiaires | 756 876 | 50 % | | |
| À cotisations déterminées | 41 | 1 % | 41 | 1 % |
| Participants | 40 024 | 1 % | | |
| Participants actifs | 23 462 | 1 % | 21 903 | 1 % |
| Retraités et autres bénéficiaires | 16 562 | 1 % | | |
| Total des régimes de retraite | 7 539 | 100 % | 6 913 | 100 % |
| N^{bre} total de partic.* | 3 614 717 | 100 % | | |
| Participants actifs | 2 104 063 | 100 % | 2 093 949 | 100 % |
| Retraités et autres bénéficiaires | 1 510 654 | 100 % | | |

*La somme des pourcentages ne donne pas un compte juste en raison de l'arrondissement des chiffres.



Assurances

Le secteur des assurances constitue en Ontario un marché annuel de 33,9 milliards de dollars. En 2006, le volume total des primes a augmenté de 2 p. 100 par rapport à l'exercice précédent. La répartition du montant total des primes entre l'assurance-vie et l'assurance IARD (y compris l'assurance automobile) est demeurée stable : 48 p. 100 sont allées aux compagnies d'assurance vie et 52 p. 100 aux assureurs IARD. Le secteur était dans une situation financière solide à la fin de l'exercice, presque tous les assureurs ayant communiqué des résultats nets positifs.

Au 31 mars 2007, 394 compagnies d'assurance détenaient une licence pour exercer dans la province, de même qu'environ 36 771 agents d'assurance, 3 915 agences d'assurance constituées en personne morale et 1 139 experts en sinistres.

Compagnies d'assurance autorisées en Ontario

| <i>Genre d'activités</i> | <i>Au 31 mars 2007 Nombre</i> | <i>Au 31 mars 2006 Nombre</i> |
|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Assurance-vie | 95 | 97 |
| IARD | 221 | 220 |
| Autre | 78 | 84 |
| Total | 394 | 401 |

Volume des primes d'assurance directes souscrites en Ontario

| <i>Genre d'activités</i> | <i>2006 en milliards de dollars</i> | <i>2005 en milliards de dollars</i> |
|--------------------------|---|---|
| Assurance-vie | 16,2 | 15,8 |
| IARD | 17,3 | 17,1 |
| Autre | 0,37 | 0,33 |
| Total | 33,9 | 33,2 |

Établissements de dépôts, courtiers en hypothèques et coopératives

Au 31 mars 2007, l'actif total des 217 credit unions et caisses populaires se chiffrait à 25,2 milliards de dollars. La tendance au fusionnement s'est poursuivie en 2006-2007 : les credit unions et caisses populaires ont augmenté leur actif total alors que leur nombre diminuait.

Le capital réglementaire* (servant à garantir les dépôts) représentait 7,21 p. 100 des éléments d'actif en 2007, soit une légère hausse par rapport aux taux de 7,1 p. 100 et de 7,08 p. 100 enregistrés en 2006 et 2005, respectivement. Ces chiffres témoignent de la bonne santé du secteur. Le nombre total de membres des credit unions et des caisses s'est maintenu aux alentours de 1,6 million, à l'instar des dernières années.

Credit unions et caisses populaires de l'Ontario

| <i>Mesure</i> | <i>Au 31 mars 2007</i> | <i>As Au 31 mars 2006</i> |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Tous les établissements | | |
| Nombre | 217 | 225 |
| Actif | 25,2 milliards de dollars | 23,5 milliards de dollars |
| Établissements dont l'actif dépasse 10 M\$ | | |
| Nombre | 153 | 155 |
| Actif | 24,9 milliards de dollars | 23,2 milliards de dollars |

* Aux termes du Règlement de l'Ontario 76/95 pris en application de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions, les credit unions et les caisses populaires sont tenus de maintenir un capital réglementaire adéquat, c. à-d. égal à au moins 5 p. 100 de l'actif total. Cette norme est déterminée par la CSFO à l'aide de règles fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Au 31 mars 2007, 51 sociétés de prêt et de fiducie étaient enregistrées pour fonctionner en Ontario, un chiffre inchangé par rapport à l'exercice précédent. Toutes étaient constituées à l'échelon fédéral.

Au cours de l'exercice, le nombre de courtiers en hypothèques enregistrés dans la province est passé de 971 à 1 116. Les courtiers en hypothèques employaient environ 8 200 agents et agentes à la fin

de l'exercice, soit une hausse par rapport aux quelque 6 500 agents et agentes de l'année précédente.

Au total, à la fin de l'exercice, l'Ontario comptait 1 600 coopératives. En 2006-2007, 21 nouvelles coopératives ont été constituées – sept de services, deux de logement, cinq de développement, une en agriculture ainsi qu'une de consommateurs et cinq de travailleurs.



Aperçu de la CSFO au travail

La CSFO fournit des services de réglementation afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés. Le présent aperçu rend compte des activités de la CSFO en 2006-2007 dans huit grands domaines :

- Supervision des régimes de retraite
- Délivrance de permis et surveillance
- Observation des mesures législatives
- Appui au système d'assurance-automobile
- Règlement des litiges liés aux indemnités d'accident automobile
- Élaboration des politiques
- Protection des consommateurs par l'information
- Optimisation des ressources de la CSFO.

Supervision des régimes de retraite

La CSFO réglemente les régimes de retraite enregistrés en Ontario. La *Loi sur les régimes de retraite* et les règlements s'y rattachant établissent des normes minimales d'administration et de financement des régimes de retraite des employés dans la province. La CSFO supervise l'observation de la loi et des règlements et veille à leur application afin de garantir que les régimes s'acquittent des prestations promises.

Aux termes de la *Loi sur les régimes de retraite*, le surintendant des services financiers rend des décisions réglementaires sur diverses transactions réalisées par des régimes, depuis l'enregistrement initial jusqu'à la liquidation totale ou partielle. Certains de ces pouvoirs ont été délégués au personnel de la Commission. Le tableau ci-après indique les transactions traitées par la CSFO au titre des régimes de retraite en 2006-2007. La CSFO traite également les déclarations courantes relatives aux régimes de retraite, au nombre de 21 282 au cours de l'exercice, soit 20 p. 100 de plus qu'en 2005-2006.

Lorsque des sociétés deviennent insolvable, le surintendant nomme généralement un tiers administrateur chargé d'assurer la liquidation en bonne et due forme des régimes de retraite correspondants. Au 31 mars 2007, la CSFO coordonnait l'administration de 216 régimes d'employeurs insolvable, un chiffre comparable au total de 223 régimes de l'exercice précédent.

Transactions traitées au titre des régimes de retraite

| <i>Genre</i> | <i>2006-2007 Nombre</i> | <i>2005-2006 Nombre</i> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Nouveaux régimes enregistrés | | |
| À prestations déterminées | 570 | 574 |
| À cotisations déterminées | 109 | 11 |
| Total | 679 | 685 |
| Modifications de régime Enregistrées | | |
| Liquidations totales traitées | | |
| À prestations déterminées | 22 | 119 |
| À cotisations déterminées | 81 | 113 |
| Total | 103 | 232 |
| Liquidations partielles traitées | | |
| À prestations déterminées | 60 | 52 |
| À cotisations déterminées | 64 | 38 |
| Total | 124 | 90 |
| Fusions de régimes et transferts d'actifs approuvés | | |
| À prestations déterminées | 53 | 36 |
| À cotisations déterminées | 44 | 39 |
| Régimes interentreprises | 10 | 4 |
| Total | 107 | 79 |
| Remboursement d'excédent aux employeurs dans le cas d'une liquidation totale approuvée | | |
| À prestations déterminées | 7 | 13 |
| À cotisations déterminées | – | – |
| Total | 7 | 13 |

Engagement à l'égard de l'efficacité

La CSFO s'est engagée à fournir des services efficaces de réglementation des régimes de retraite, et elle respecte cet engagement. Par exemple, en 2006-2007, la CSFO a reçu un total de 2 757 demandes de renseignements de bénéficiaires concernant leur de retraite. Le délai moyen de réponse de sept jours était largement inférieur à l'objectif fixé de 15 jours.

Le coût moyen de toutes les activités de réglementation des régimes de retraite – comme la surveillance du financement des régimes, le traitement des transactions et des déclarations et les réponses aux demandes de renseignements – respecte l'objectif fixé de 3,24 \$ par participant à un régime (y compris les participants actifs, les retraités et les bénéficiaires).



Supervision axée sur le risque

La CSFO a adopté une approche axée sur le risque en matière de supervision des régimes de retraite afin de protéger les intérêts des participants aux régimes et d'optimiser l'utilisation des ressources consacrées à la réglementation.

Surveillance du financement des régimes

Depuis 2000, la CSFO surveille le financement des régimes de retraite à prestations déterminées à l'aide d'un système électronique de base de données et d'examen des risques. Une base de données contenant de l'information actuarielle sur les régimes est soumise à une évaluation préliminaire afin de repérer les régimes qui seront analysés plus avant. Le système renforce la capacité de la CSFO à veiller à la satisfaction des exigences découlant de la loi en matière de financement.

Voici certains faits saillants de la surveillance du financement des régimes axée sur le risque en 2006-2007 :

- les sommaires de l'information actuarielle concernant 1 798 régimes ont été saisis et évalués dans le système;
- le système a détecté la possibilité de problèmes dans 615 des régimes évalués;
- la CSFO a pris des mesures concernant 167 régimes pour lesquels des problèmes importants de conformité avaient été détectés; dans la plupart des cas, la conformité a été atteinte par des mesures correctives prises par les répondants des régimes, les administrateurs et les actuaires; la CSFO a adopté des mesures d'application de la loi à l'égard des régimes qui demeuraient non conformes;
- la CSFO a découvert un total de 4,8 millions de dollars en cotisations impayées eu égard à 14 régimes, et les sommes en question ont depuis été versées aux régimes par les répondants.

Surveillance des investissements réalisés par les régimes

La viabilité à long terme des régimes de retraite dépend des cotisations et du rendement des investissements. La supervision axée sur le risque exercée par la CSFO a été élargie pour inclure la surveillance de la gestion des investissements par les régimes de retraite à prestations déterminées. En 2005, la CSFO a mis à l'essai et affiné un modèle de surveillance des placements axé sur le risque. Le nouveau programme de surveillance, fondé sur un système automatisé d'évaluation du risque, a été entièrement mis en œuvre en 2006-2007.

Voici les points saillants du premier cycle de surveillance des investissements :

- les résumés des investissements concernant 3 479 régimes ont été reçus et saisis dans le système;
- le système a détecté la possibilité de problèmes liés aux investissements dans 845 des régimes évalués selon les critères prédéterminés
- après avoir examiné les problèmes relatifs à tous les régimes mis en évidence, la CSFO a fait part de ses préoccupations à 661 régimes;
- les administrateurs des régimes ont eu l'occasion de prendre les mesures voulues pour régler les problèmes, et la CSFO a assuré le suivi selon les besoins.

L'objectif du programme de surveillance des investissements axée sur le risque est d'encourager l'adoption des pratiques exemplaires de l'industrie et de promouvoir l'amélioration continue de la gestion des investissements réalisés par les caisses de retraite.

Initiatives de politiques de réglementation des pensions

Suivi de la décision Monsanto

En juillet 2004, la Cour suprême du Canada a rejeté l'appel lié à l'arrêt *Monsanto Canada Inc. c. Surintendant des services financiers*. Cette décision a confirmé l'opinion du surintendant selon laquelle la *Loi sur les régimes de retraite* exige la répartition de l'excédent d'actif à la liquidation partielle d'un régime de retraite.

Les politiques de la CSFO relatives aux régimes de retraite guident l'administration des lois sur les pensions. En 2006-2007, la CSFO a émis quatre nouvelles politiques traitant des questions soulevées par l'arrêt *Monsanto*. Par exemple, l'une des nouvelles politiques établit clairement que, en cas de liquidation partielle, la part de l'excédent revenant à l'employeur peut demeurer dans la partie active du régime. Le personnel de la CSFO a continué de travailler à une autre politique concernant le mode de répartition de l'actif entre plusieurs territoires si le régime de retraite a des participants hors de l'Ontario.

Quelque 300 liquidations partielles ont été touchées par l'arrêt *Monsanto*. Depuis que la décision a été rendue, 114 de ces liquidations ont été réglées. Le personnel de la CSFO suit les liquidations partielles restantes pour veiller à ce qu'elles soient traitées conformément aux exigences législatives.

Transferts d'actif touchant des régimes dotés de fiducies

Également en juillet 2004, la Cour suprême du Canada a rejeté une requête en autorisation d'appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario dans l'affaire *Aegon Canada et Transamerica Life c. ING Canada*. La décision de la Cour d'appel remettait en question le pouvoir du surintendant de consentir au transfert de l'actif d'un régime de retraite qui était

assujéti à une fiducie. En rejetant la requête en autorisation d'appel, la Cour suprême a de fait confirmé cette décision. L'arrêt de la Cour suprême a poussé un certain nombre de régimes à retirer leurs demandes d'approbation de transfert d'actifs d'un régime à un autre. En 2006-2007, la CSFO a élaboré et rendu publique une politique sur les questions à régler lorsque de telles demandes sont retirées.

La situation a été compliquée par la décision prise par la Cour divisionnaire de l'Ontario en mars 2006 dans l'affaire *Nolan c. Surintendante des services financiers*, généralement connue comme la décision *Kerry*. L'arrêt a élargi l'application des principes du droit des fiducies aux régimes de retraite et a soulevé d'autres questions qui pourraient toucher les transferts d'actif. Cette affaire fait présentement l'objet d'un appel. Une fois que la Cour d'appel aura rendu sa décision, le personnel de la CSFO en évaluera les répercussions sur les politiques existantes en matière de régimes de retraite.

Protection des prestations de retraite

Établi en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite*, le Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) offre un niveau minimal de protection des prestations dans la plupart des régimes de retraite à prestations déterminées enregistrés en Ontario. Cette couverture s'applique lorsqu'un régime en liquidation totale ou partielle ne possède pas suffisamment d'avoirs pour s'acquitter de ses obligations. Les promoteurs des régimes versent des cotisations au Fonds.

Le surintendant est responsable de l'administration du FGPR et du placement de son actif. Les états financiers du FGPR figurent aux pages 59-70 du présent rapport annuel.



Fonds de garantie des prestations de retraite

| <i>Demandes réglées</i> | <i>2006-2007</i> | <i>2005-2006</i> |
|-------------------------|------------------|------------------|
| Nombre | 14 | 25 |
| Valeur totale* | 36 964 765 \$ | 196 649 353 \$ |

* Les valeurs totales sont indiquées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Lancement réussi du *Bulletin électronique sur les régimes de retraite*

La CSFO est déterminée à améliorer sans cesse la prestation de ses services. Au cours de l'exercice, le personnel de la CSFO a converti le *Bulletin sur les régimes de retraite*, qui paraît trois fois par an, au format électronique, et le premier numéro du *Bulletin électronique sur les régimes de retraite* a paru en septembre 2006.

Le *Bulletin électronique* est acheminé par courriel aux abonnés et est affiché sur le site Web de la CSFO. Il fournit de l'information complète sur les activités de réglementation du surintendant, les affaires portées devant le TSF et d'autres tribunaux, les poursuites engagées et des questions d'intérêt général. La version électronique est interrogeable et sa navigation conviviale; en outre, elle permet d'économiser le coût de la production et de la livraison des exemplaires imprimés.

Entre chaque bulletin électronique, les parties intéressées par les régimes de retraite peuvent obtenir

les dernières nouvelles en visitant une nouvelle page du site Web de la CSFO intitulée « Bulletin sur les régimes de retraite en ligne », elle aussi lancée en 2006-2007. Elle est actualisée régulièrement à mesure que surgissent à la CSFO des nouvelles touchant les régimes de retraite. Les utilisateurs peuvent également s'abonner au *Bulletin électronique sur les régimes de retraite* à partir de cette page Web.

Accès aux comptes de retraite immobilisés

En général, les fonds immobilisés transférés depuis les caisses de retraite ne peuvent servir qu'à fournir un revenu de retraite, habituellement après 55 ans et sous d'autres conditions. Toutefois, les titulaires de ces comptes peuvent obtenir un accès spécial à leurs comptes immobilisés s'ils sont confrontés à des difficultés financières répondant à des critères précis. La CSFO traite les demandes de consentement du surintendant au déblocage de fonds en cas de difficultés financières.

Demandes de déblocage de fonds en cas de difficultés financières traitées

| <i>Demandes</i> | <i>2006-2007</i> <i>Nombre</i> | <i>2005-2006</i> <i>Nombre</i> |
|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Reçues | 10 764 | 10 163 |
| Approuvées | 9 601 | 9 062 |
| Refusée | 4 | 1 |

Délivrance de permis et surveillance

La CSFO inscrit des personnes et des sociétés et leur délivre des permis pour l'offre de services financiers, tout en surveillant les pratiques de l'industrie et l'observation des lois et règlements. Ces services de réglementation visent à protéger les consommateurs et à appuyer une industrie à la fois saine et concurrentielle.

Traitement rapide des demandes

En 2006-2007, la CSFO a reçu plus de 27 000 demandes (de permis, d'inscription et autres) concernant la prestation de services financiers. Les candidats qui désirent exercer dans ce secteur doivent satisfaire aux exigences découlant des lois applicables, qui prévoient dans certains cas la réussite à un examen d'admission et la formation permanente.

La CSFO a encore une fois dépassé son objectif en matière de service relativement au traitement des demandes d'octroi ou de renouvellement des permis d'agent d'assurance. Au cours de l'exercice, 98 p. 100 des demandes complètes et exactes ont été traitées en cinq jours ouvrables au plus (soit plus que l'objectif fixé de 85 p. 100).

L'usage accru du système de demande par Internet de la CSFO – appelé Liaison Permis – a contribué à ce court délai moyen de traitement par l'élimination du traitement laborieux des documents imprimés. Depuis juillet 2006, les agents d'assurance doivent réaliser en ligne toutes leurs transactions relatives à la délivrance de permis au moyen de Liaison Permis, qui est disponible jour et nuit, sept jours sur sept. Au cours de l'exercice, environ 92 p. 100 de tous les renouvellements de permis d'agents d'assurance-vie ont été traités par Internet, soit une hausse par rapport aux 48 p. 100 de l'année précédente. Ce chiffre englobe le transfert d'agents de la catégorie d'agent parrainé (niveau I) à celle d'agent non parrainé (niveau II).

Délivrance de permis et inscription

| <i>Activité</i> | <i>2006-2007 Nombre</i> | <i>2005-2006 Nombre</i> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Particuliers | | |
| <i>Nouveaux permis délivrés</i> | | |
| Agents d'assurance-vie | 4 015 | 3776 |
| Agents d'assurance IARD | 861 | 865 |
| Agents d'assurance accidents et maladie | 254 | 297 |
| Experts en sinistres | 89 | 83 |
| <i>Permis renouvelés</i> | | |
| Agents d'assurance-vie* | 14 134 | 7581 |
| Agents d'assurance IARD* | 2 324 | 2 215 |
| Agents d'assurance accidents et maladie | 151 | 148 |
| Experts en sinistres | 874 | 1 026 |
| <i>Transferts de permis d'agents d'assurance-vie de niveau I au niveau II</i> | 2 078 | 1 925 |
| <i>Nouvelles inscriptions délivrées</i> | | |
| Représentants en vertu de l'Annexe sur les d'accident légales (AIAL) | 28 | 19 |
| Entreprises | | |
| <i>Nouveaux permis délivrés</i> | | |
| Agences d'assurance-vie et IARD | 327 | 329 |
| Experts en sinistres d'agences d'assurance constituées en personne morale | 2 | 7 |
| Compagnies d'assurance | 10 | 10 |
| <i>Nouvelles inscriptions délivrées</i> | | |
| Courtiers en hypothèques | 329 | 312 |
| Sociétés de prêt et de fiducie | 1 | 1 |
| <i>Permis renouvelés</i> | | |
| Agences d'assurance-vie et IARD* | 2 146 | 1 064 |
| Experts en sinistres d'agences d'assurance constituées en personne morale | 90 | 108 |
| <i>Inscriptions renouvelées</i> | | |
| Courtiers en hypothèques | 620 | 659 |



| Activité | 2006-2007 | 2005-2006 |
|--|------------------|------------------|
| | Nombre | Nombre |
| Coopératives | | |
| Offres de valeurs mobilières | 15 | 15 |
| Nouvelles constitutions en personne morale | 21 | 27 |
| Dissolutions et annulations | 3 | 4 |
| Conversion à une entreprise | 1 | - |
| Credit unions et caisses populaires | | |
| Nouvelles constitutions en personne morale | - | - |
| Demandes de changement d'activités | 332** | 125 |
| Fusion | 4 | 15 |

* Les permis sont délivrés pour une période de deux ans. On observe des cycles d'année d'activité élevée et d'année de faible activité. Les chiffres de 2006-2007 reflètent une année d'activité élevée.

** Comme suite aux modifications apportées au Règl. de l'Ont. 76/95, chaque credit union et chaque caisse populaire ont été classés dans la catégorie 1 ou la catégorie 2, selon la taille de leur actif et leur volonté de continuer à consentir des prêts commerciaux. En conséquence, 221 nouveaux permis de prêt ont été demandés et délivrés.

Renforcement de la confiance du public dans le marché

Dans son rôle consistant à améliorer la confiance du public à l'égard de l'industrie, la CSFO applique une approche proactive et tournée vers l'avenir pour surveiller les pratiques de l'industrie et veiller à l'observation des lois et règlements. La CSFO surveille la solvabilité d'institutions financières, évalue les pratiques commerciales de l'industrie et répond aux plaintes.

Dans ce rôle de supervision, la CSFO emploie tout un éventail d'outils. Le personnel analyse les déclarations déposées par l'industrie, effectue des sondages, évalue les reportages des médias, vérifie les demandes, prend des dispositions pour la vérification des casiers judiciaires, étudie les plaintes et effectue des examens sur dossier et sur place. Lorsque des lacunes sont constatées, la CSFO peut forcer l'institution ou l'intermédiaire en question à mettre en œuvre un plan pour parvenir à la conformité ou peut émettre une ordonnance ou engager des poursuites.

Surveillance de la conformité financière

La CSFO surveille par un processus axé sur le risque la solvabilité des compagnies d'assurance, des credit unions et des caisses populaires constitués en personne morale en Ontario. L'objectif est de veiller à ce que les compagnies et les institutions demeurent viables du point de vue financier de manière à ce qu'elles puissent s'acquitter de leurs obligations envers les titulaires de polices et les déposants.

La CSFO cible ses examens à partir d'une évaluation des profils de risque, de la situation financière, des mécanismes de gestion du risque et des antécédents en matière d'observation de la réglementation. Au total, 24 examens de la solvabilité ont été réalisés au cours de l'exercice. D'un point de vue prudentiel, la CSFO a constaté un degré élevé d'observation et un faible risque d'échec financier. Les problèmes soulevés ont été réglés de manière opportune.

En 2006-2007, la CSFO a également réalisé 27 examens de régimes de retraite, avec notamment l'étude de deux grands régimes interentreprises. Le personnel a poursuivi ses efforts pour définir par écrit le processus opérationnel d'examen axé sur le risque des régimes de retraite et pour élaborer de nouveaux documents de travail sur les examens. Ces tâches devraient être achevées en 2007-2008. Un processus d'examen plus efficace mènera à un renforcement de la gouvernance des régimes de retraite et à une protection améliorée des bénéficiaires.

Surveillance des pratiques opérationnelles

La CSFO a intensifié le contrôle des pratiques de l'industrie de l'assurance automobile. En 2006-2007, elle a effectué plusieurs examens de compagnie afin d'évaluer l'observation par les assureurs de plusieurs ordonnances émises par le surintendant et des entreprises acceptées par le surintendant. Par ailleurs, la CSFO a mené le premier examen jamais réalisé d'un réseau de fournisseurs privilégiés établi par un assureur pour fournir des soins médicaux aux victimes d'accidents. L'examen visait à évaluer le respect des exigences découlant de l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales* et à déterminer dans quelle mesure le programme se conformait aux pratiques exemplaires de l'industrie.

Dans le domaine du courtage d'hypothèques, un projet a débuté en novembre 2006 en vue de réduire les activités réalisées sans permis et de mieux sensibiliser le public à ce problème. Plus de 232 lettres de blâme ont été émises dans le cadre du projet et des mesures d'application sont envisagées dans plusieurs cas. Les représentants de la CSFO ont discuté du problème que constituent les activités réalisées sans permis à l'occasion des réunions annuelles des associations de l'industrie.

Réponse aux plaintes des consommateurs

Les plaintes reflètent le mécontentement des clients et peuvent révéler des problèmes au niveau des pratiques de l'industrie. Leur examen est donc une priorité fondamentale d'une démarche axée sur le risque en matière de surveillance de l'industrie. Toutefois, par souci d'équité envers toutes les parties, des mesures de contrôle ne sont prises que si des éléments probants sont obtenus.

En Ontario, chaque compagnie d'assurance doit faire appel à un tiers indépendant pour l'examen des plaintes non réglées. La plupart des compagnies d'assurance sont membres d'un service de consultation établi par l'industrie. La CSFO est généralement le tiers indépendant pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un tel service de consultation.

La CSFO surveille le fonctionnement de ce système pour veiller à ce que toutes les plaintes en matière d'assurance soient traitées rapidement et de manière professionnelle, avec la possibilité d'un recours devant un organisme indépendant. La CSFO fournit par ailleurs aux consommateurs un dernier recours pour le règlement des plaintes qui n'ont pu être résolues par le processus de l'industrie. De plus, la CSFO se penche elle-même sur les plaintes dénonçant l'inobservation des exigences législatives ou réglementaires dans tout secteur réglementé.

La CSFO et l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec ont travaillé avec l'industrie des assurances à l'élaboration d'un processus harmonisé de collecte et de communication des données sur les plaintes. Le nouveau Système de rapport de plaintes mis en place sur le Web à l'intention des assureurs vie et maladie et des assureurs IARD est entré en service au début du printemps 2006. Il procure un guichet unique permettant aux compagnies de présenter des rapports semestriels aux deux autorités de réglementation, ce qui réduit les doublons. Les assureurs doivent communiquer l'information sur la nature et l'issue de chaque plainte qu'ils reçoivent.



Les autorités de réglementation analyseront ces données pour mettre le doigt sur des problèmes émergents dans le cadre de leur approche axée sur le risque en matière de réglementation. Les analyses approfondies débuteront en 2007-2008 lorsqu'un volume crédible de données aura été compilé. L'industrie a accueilli favorablement la mise en œuvre du système, et d'autres autorités de réglementation se sont déclarées intéressées à y participer.

Pour être habilitée à représenter l'auteur d'une demande d'indemnités d'accident légales, toute personne autre qu'un avocat en exercice est tenue de déposer une déclaration devant la CSFO et de satisfaire à d'autres exigences. En 2006-2007, la CSFO a étudié 36 plaintes et allégations de mauvaise conduite de la part de représentants AIAL afin de protéger les auteurs de demandes d'indemnités contre des représentants malhonnêtes et non qualifiés.

Activités de surveillance des pratiques de l'industrie

| Activité | 2006-2007 Nombre | 2005-2006 Nombre |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Examens effectués | | |
| Compagnies d'assurance - solvabilité | 24 | 27 |
| Régimes de retraite | 27 | 31 |
| Courtiers en hypothèques | 31 | 39 |
| Credit unions et caisses populaires | 3 | 3 |
| Vérifications policières des demandeurs de permis d'agent d'assurance | 7 242* | 23 060 |
| Vérifications concernant les agents d'assurance-vie | | |
| Formation permanente | 50 | 0 |
| Assurance erreurs et omissions | 2 045 | 1 996 |
| Vérifications concernant les représentants en vertu de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales (AIAL) | | |
| Assurance erreurs et omissions | 20 | 20 |
| Examens des plaintes | | |
| Compagnies d'assurance | 87 | 186 |
| Agents d'assurance | 194 | 298 |
| Courtiers en hypothèques | 81 | 87 |
| Credit Unions | 64 | 15 |
| Sociétés de prêt et de fiducie | 3 | 2 |
| Coopératives | - | - |
| Représentants AIAL | 36 | 24 |
| Fournisseurs de soins de santé | 4 | 5 |

* La CSFO utilise désormais les vérifications policières de manière plus sélective.

Observation des mesures législatives

Par ses activités de surveillance des secteurs réglementés, la CSFO peut détecter des affaires devant être examinées plus attentivement. La CSFO enquête sur les allégations d'inconduite, de pratiques déloyales et d'inobservation de lois ou de règlements, et prend les mesures coercitives qui se justifient – y compris des poursuites ou des mesures administratives.

Poursuites à l'encontre de contrevenants

Au cours de l'exercice, la CSFO a intenté des poursuites à l'encontre de 23 personnes et sociétés, et a obtenu des plaidoyers de culpabilité pour 35 infractions, avec un total de 356 205 \$ imposé sous la forme d'amendes. Ces chiffres représentent une hausse par rapport aux 11 poursuites, aux 18 infractions ayant fait l'objet de plaidoyers de culpabilité et aux 97 350 \$ en amendes de l'exercice précédent.

Les infractions portées devant les tribunaux en 2006-2007 concernaient notamment l'exercice du métier d'agent d'assurance sans posséder un permis à cet effet, l'exercice du métier d'agent d'assurance-vie sans assurance erreurs et omissions, la fourniture d'information erronée en vertu de la *Loi sur les courtiers en hypothèques* et l'omission de verser des cotisations de retraite conformément à la *Loi sur les régimes de retraite*. Dans des affaires assujetties à la *Loi sur les assurances*, les tribunaux ont imposé des amendes d'un total de 320 000 \$ à l'encontre de trois compagnies d'assurance qui avaient plaidé coupables d'avoir exercé sans permis.

Ordonnances de cesser et de s'abstenir

En 2006-2007, la CSFO a enquêté sur plusieurs allégations liées à l'application de taux d'assurance

automobile non approuvés par le surintendant. À l'issue de ces enquêtes, la Commission a émis une ordonnance de cesser et de s'abstenir contre un assureur qui imposait des taux non approuvés de polices d'assurance automobile pour voitures de tourisme.

Trois autres ordonnances de cesser et de s'abstenir ont été émises : une pour mettre fin à la sollicitation concernant des activités de prêt et de fiducie sans que la société soit inscrite en vertu de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie*; deux contre des assureurs qui s'étaient livrés à un acte ou une pratique malhonnête ou mensongère.

Affaires liées aux permis dans le domaine des assurances

La plupart des affaires touchant les permis d'agent d'assurance et d'experts en sinistres sont réglées par procès-verbal de transaction, sans qu'une audience soit nécessaire. Par exemple, 53 agents d'assurance-vie ont remis leur permis à la suite des plus de 2 000 vérifications de l'assurance erreurs et omissions réalisées par la CSFO au cours de l'exercice.

Les conseils consultatifs tiennent au besoin des audiences et font des recommandations au surintendant sur le refus ou l'octroi d'un nouveau permis ou la révocation ou suspension d'un permis existant. Chaque conseil est composé d'un représentant des agents d'assurance ou des experts en sinistres, d'un représentant des assureurs et d'un représentant du surintendant. Deux réunions de conseils consultatifs ont eu lieu en 2006-2007, par rapport à 14 l'exercice précédent.

Sanctions imposées par les arbitres

La CSFO propose des services de règlement des différends relatifs aux demandes d'indemnités de victimes d'accidents d'automobile, ce qui permet d'éviter le recours aux tribunaux. (Voir la section intitulée « Règlement des litiges concernant les



indemnités d'accident légales » ci après dans le rapport.) À la fin d'une audience d'arbitrage ou d'appel, un arbitre ou un agent des appels de la CSFO peut imposer des sanctions en vertu de la *Loi sur les assurances*. Des dommages-intérêts spéciaux peuvent être imposés à un assureur qui a retenu ou retardé le versement d'indemnités de façon déraisonnable, et une personne représentant un assuré ou un assureur

peut dans certaines situations faire personnellement l'objet d'une ordonnance imposant le paiement de frais.

En 2006-2007, les arbitres ont imposé des sanctions à des assureurs dans dix affaires (une hausse par rapport aux huit de l'exercice précédent) et à des représentants dans deux dossiers (soit moins que les huit de l'exercice précédent).

Mesures d'application

| Genre | 2006-2007 Nombre | 2005-2006 Nombre |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Agents d'assurance | | |
| Révocation de permis | 18 | 13 |
| Résignation de permis | 53 | 40 |
| Suspension de permis | 3 | 12 |
| Lettres de blâme | 166 | 89 |
| Retrait de parrainage | 1 | |
| Représentants AIAL | | |
| Retrait de la liste | 53 | 81 |
| Procès-verbal de transaction | 4 | 4 |
| Lettres d'avertissement | 4 | 8 |
| Sanctions liées au règlement des différends | | |
| Dommages-intérêts spéciaux à l'encontre d'assureurs | 10 | 8 |
| Ordonnance imposant le versement de frais par des représentants | 2 | 8 |
| Ordonnances de cesser et de s'abstenir | 4* | 13** |
| Poursuites terminées | 23 | 11 |

* Deux des quatre ordonnances étaient des ordonnances permanentes et une était une ordonnance provisoire qui est devenue permanente.

** Six étaient des ordonnances permanentes et sept des ordonnances provisoires qui sont devenues permanentes

Appui au système d'assurance-automobile

La CSFO a en matière de réglementation des responsabilités importantes concernant l'assurance automobile, qui est obligatoire pour les conducteurs de l'Ontario. La CSFO fournit des conseils stratégiques sur le cadre de réglementation, collabore avec les assureurs et les autres intervenants pour rendre le système mieux adapté et plus efficient, examine et approuve les taux de prime et gère un fonds d'indemnisation pour les victimes d'accidents où sont en cause des véhicules non assurés ou non identifiés.

Réformes en cours de l'assurance automobile

En 2006-2007, la CSFO a continué de travailler avec le ministère des Finances et les intervenants pour réaliser de nouvelles réformes de l'assurance-automobile visant à stabiliser les coûts, à faire baisser les primes et à protéger les consommateurs.

Projet relatif aux Lignes directrices pré-autorisées

En 2005, la CSFO a entrepris le projet de révision des *Lignes directrices pré-autorisées pour les blessures associées à une entorse cervicale de stade I ou II en vertu de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales (AIAL)*. Le projet vise à accélérer l'accès aux services de réadaptation à l'intention des personnes blessées dans un accident d'automobile tout en améliorant le recours aux services de soins de santé. Les nouvelles lignes directrices ont également pour objet d'établir à l'intention des assureurs et des fournisseurs de soins de santé davantage de certitude relativement au coût et au paiement. Le projet de révision des *Lignes directrices pré-autorisées* a exigé des recherches et des consultations approfondies auprès de l'industrie des assurances, du secteur des soins de santé, d'avocats et de groupes de consommateurs.

Un document de référence résumant les publications scientifiques relatives à l'évaluation et au traitement des lésions légères associées à une entorse cervicale a été publié sur le site Web de la CSFO en octobre 2006. Une version provisoire des *Lignes directrices pré-autorisées* a été affichée aux fins de commentaires à la fin de février 2007. La version définitive des Lignes directrices devrait être rendue publique à l'été 2007 et entrer en vigueur à l'automne. Elle énoncera les biens et services qui peuvent être fournis aux personnes assurées ayant subi des blessures ainsi que les biens et services qui seront pris en charge par l'assureur.

Mise en service d'un nouveau Système de demande de règlement pour soins de santé

La CSFO a supervisé l'élaboration du Système de demandes de règlement pour soins de santé, qui permet l'échange électronique de l'information sur les demandes de règlement entre les fournisseurs de soins de santé et les compagnies d'assurance. Ce système de facturation électronique géré par l'industrie devrait améliorer l'efficacité et l'efficacité du traitement des demandes de règlement.

Le système générera également des données opportunes pour surveiller le rendement de l'industrie de l'assurance automobile. Le coût de plus en plus élevé des demandes de règlement pour soins de santé est un facteur de premier plan dans le coût de l'assurance automobile. Il est indispensable de disposer de données plus exactes et plus complètes sur les coûts des soins de santé si l'on veut faire avancer d'autres réformes.

La CSFO a émis une ligne directrice pour amorcer la mise en service du nouveau système et créer un bureau central de traitement (BCT) chargé de recevoir les formulaires de demandes d'indemnités d'accidents pour le compte des assureurs. Les formulaires sont présentés à ce bureau par les fournisseurs de soins de santé au nom des auteurs des demandes. Par l'entremise du bureau, les assureurs peuvent aussi communiquer



aux fournisseurs de soins leurs décisions concernant l'approbation et le paiement. L'information figurant dans les formulaires de demande d'indemnités sera conservée par le bureau central de traitement sous la forme de données anonymes.

Les lignes directrices de mise en œuvre ont pris effet le 2 avril 2007 et ne s'appliquent initialement qu'aux assureurs et aux fournisseurs de soins de santé participant au Système de demandes de règlement pour soins de santé. La participation de tous les assureurs et de tous les fournisseurs de soins de santé devrait devenir obligatoire d'ici le début de 2008.

Nouvelle politique sur les permis de conduire expirés

En août 2006, la CSFO a publié une nouvelle politique qui limite l'utilisation par les assureurs automobiles des interruptions administratives ou des suspensions du permis de conduire pour la souscription ou l'établissement des tarifs. Dans ce contexte, une interruption administrative ou une suspension n'est pas liée à une infraction relative à la conduite. Elle est motivée par des raisons diverses, notamment l'expiration du permis de conduire en cas de méprise de la part du conducteur, des problèmes médicaux temporaires, les contraventions de stationnement impayées et les paiements non versés au Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

Pratiques exemplaires à l'intention des réseaux de fournisseurs privilégiés

Plusieurs assureurs ont établi des réseaux de fournisseurs privilégiés (RFP) pour la prestation des services médicaux et de réadaptation aux auteurs des demandes de règlements qui ont subi certains genres de lésions dans des accidents d'automobile. En décembre 2006, la CSFO a publié un bulletin recommandant des pratiques exemplaires pour la prestation des traitements médicaux par les réseaux de fournisseurs privilégiés d'assureurs. Le bulletin fait

le point sur les pratiques exemplaires actuellement en vigueur dans l'industrie des assurances. La CSFO continue de suivre régulièrement les RFP afin d'assurer la protection des consommateurs.

Réglementation des représentants AIAL par le Barreau du Haut Canada

Jusqu'à présent, les représentants AIAL sont tenus de déposer une déclaration auprès de la CSFO pour confirmer qu'ils satisfont aux exigences de la *Loi sur les assurances* et acceptent de se conformer à un code de conduite édicté par le surintendant.

Avec l'adoption de la *Loi de 2006 sur l'accès à la justice*, les parajuristes indépendants qui fournissent des services juridiques en Ontario seront réglementés par le Barreau du Haut-Canada (le Barreau). La CSFO a travaillé avec le Barreau afin de faciliter la transition à la surveillance réglementaire des représentants AIAL par le Barreau.

L'examen des tarifs protège les consommateurs

En Ontario, les assureurs automobiles doivent obtenir l'approbation de la CSFO avant de modifier leurs taux, leurs systèmes de classification des risques et leurs règles de souscription concernant le refus d'assurer.

La révision des taux d'assurance-automobile est un aspect essentiel de la protection des consommateurs par la CSFO. L'objectif de la CSFO est de veiller à ce que les changements de taux soient raisonnables et justifiés, et à ce que les taux imposés par les assureurs soient proportionnés à leur capacité à s'acquitter des coûts futurs liés aux demandes de règlement. En 2006-2007, on estime que le processus d'examen des tarifs de la CSFO a permis aux automobilistes d'économiser 92 millions de dollars, du fait de la différence entre les taux déposés initialement et les taux approuvés.

Dans l'ensemble, en Ontario, les tarifs approuvés d'assurance-automobile pour voitures de tourisme ont baissé au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2006-2007 et ont légèrement augmenté au cours des deux derniers trimestres. Si l'on cumule les taux approuvés de 2004, 2005, 2006 et du premier trimestre de 2007, les tarifs ont baissé de 14,19 p. 100.

Le système Tarification automobile selon la sinistralité canadienne (CLEAR) regroupe les véhicules selon les chiffres réels concernant les demandes de règlement, de manière à ce que les tarifs correspondent bien aux risques. Le surintendant a imposé aux compagnies d'assurance qui utilisent le système de présenter au plus tard en septembre 2006 leurs déclarations de taux selon les tableaux des groupes tarifaires de véhicules de CLEAR pour 2006.

En mai 2005, la CSFO a lancé à l'échelle de l'industrie son système Web de dépôt électronique à l'intention des assureurs automobiles, le Système automatisé de communication de renseignements techniques sur les taux et les classifications (SACRTTC). Pendant le reste de 2005, les assureurs ont réalisé environ 18 p. 100 de leurs dépôts par voie électronique. En 2006-2007, après avoir fourni de la formation aux assureurs et apporté des améliorations au système, le niveau d'utilisation du SACRTTC a grimpé en flèche pour atteindre 42 p. 100 des dépôts. Ce système Web est utile pour les assureurs et la CSFO du fait qu'il améliore l'efficacité, l'uniformité et la fiabilité des communications.

À la fin de 2006, la CSFO a publié des lignes directrices actualisées sur les dépôts de tarifs et de classification des risques, de même que des notes

techniques et des plafonds mis à jour. La dernière série de lignes directrices datait de 2001. Les lignes directrices actualisées reflètent les modifications réglementaires ou législatives apportées depuis lors et clarifient les renseignements à communiquer dans le cadre du processus de dépôt.



Déclarations de taux d'assurance-automobile traitées

| Voiture de tourisme | 2006-2007 | | | | 2005-2006 | | | |
|---|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------|
| | Nbre de déclarations majeures | Nbre de déclarations simplifiées | Nbre de déclarations CLEAR | Nbre total | Nbre de déclarations majeures | Nbre de déclarations simplifiées | Nbre de déclarations CLEAR | Nbre total |
| Déclarations de taux reçues | 42 | 29 | 52 | 123 | 31 | 22 | 58 | 111 |
| Déclarations visant des augmentations de taux | 12 | - | - | 12 | 6 | - | - | 6 |
| Déclarations visant des diminutions de taux | 23 | 12 | 10 | 45 | 20 | 19 | 49 | 88 |
| Déclarations ne visant aucun changement de taux | 7 | 17 | 42 | 66 | 5 | 3 | 9 | 17 |
| Nombre moyen de jours nécessaires à l'examen et l'approbation des taux déclarés * | 90** | 13 | 11 | 38 | 10 | 11 | 24 | 18 |

* Nombre moyen de jours calculé différemment lorsque le dépôt a été réalisé en vertu de la *Loi de 2003 sur la stabilisation des taux d'assurance-automobile* (projet de loi no 5) en 2005-2006.

** La moyenne plus élevée en 2006-2007 reflète le nombre accru de dépôts originaux visant des augmentations de taux, qui exigent des discussions plus approfondies avec les assureurs

| Véhicules autres que les voitures de tourisme | 2006-2007 Nombre | 2005-2006 Nombre |
|---|---------------------|---------------------|
| Déclarations de taux reçues | 61 | 190 |
| Déclarations visant des augmentations de taux | 19 | 33 |
| Déclarations visant des diminutions de taux | 26 | 109 |
| Déclarations ne visant aucun changement de taux | 16 | 48 |
| Nombre moyen de jours entre la réception de la déclaration et le moment où la déclaration est considérée complète | 18 | 42 |
| Nombre moyen de jours nécessaires à l'examen et l'approbation des taux déclarés | 19 | 18 |

Couverture de dernier recours pour les victimes d'accident

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA) verse des indemnités aux victimes d'accidents mettant en cause des véhicules automobiles non assurés ou non identifiés, lorsque aucune autre couverture ne s'applique. Le Fonds est géré par la CSFO.

Le FIVAVA est financé par des droits de quinze dollars (soit trois dollars par an) perçus pour la délivrance ou le renouvellement de chaque permis de conduire issu pour cinq ans en Ontario. Le FIVAVA récupère également les sommes perçues au titre de la responsabilité civile des automobilistes non assurés qui sont responsables d'un accident, et il ordonne la suspension du permis de conduire des conducteurs en défaut de paiement.

En 2006-2007, le FIVAVA a versé des indemnités totalisant 18 millions de dollars, les obligations non réglées relatives aux demandes d'indemnités s'élevant à 174,5 millions de dollars à la fin de l'exercice. Le montant total versé était presque le double de celui

de l'exercice précédent. Les obligations non réglées relatives aux demandes d'indemnités s'élevaient à 141,2 millions de dollars à la fin de 2005-2006. Le FIVAVA règle périodiquement de grosses demandes d'indemnités d'accident légales. Selon les délais liés au règlement de ces demandes, les décaissements continueront de varier d'une année sur l'autre.

Les états financiers du FIVAVA figurent aux pages 71-82 du présent rapport annuel.



Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

| Mesure | 2006-2007 | 2005-2006 |
|--|------------------|------------------|
| Nombre de nouvelles demandes d'indemnités | 546 | 508 |
| Total des décaissements | 18 M\$ | 9,2 M\$ |
| Nombre total de demandes d'indemnités d'accident légales payées | 442 | 408 |
| Total des paiements d'indemnités d'accident légales | 13,3 M\$ | 5,1 M\$ |
| Nombre total des paiements relatifs à la responsabilité civile | 111 | 126 |
| Total des paiements relatifs à la responsabilité civile pour des blessures corporelles ou des dommages matériels | 4,7 M\$ | 4,1 M\$ |
| Recouvrement des créances | 1,5 M\$ | 1,7 M\$ |
| Nombre de suspensions de permis de conduire | 355 | 492 |
| Nombre de remises en vigueur de permis de conduire | 233 | 305 |
| Nombre de créances traitées | 8 730 | 9 508 |
| Nombre de débiteurs ayant payé des créances | 995 | 1 078 |
| Nombre de comptes clients actifs | 1 294 | 1 488 |

Règlement des litiges concernant les indemnités d'accident légales

La CSFO aide les demandeurs et les assureurs à régler les litiges au sujet des indemnités d'accident légales et à éviter ainsi de recourir au système judiciaire. À cette fin, la CSFO propose un vaste éventail de services équitables, opportuns et économiques, notamment la médiation, l'arbitrage, l'évaluation neutre, l'appel et la modification et la révocation.

La médiation à la CSFO est la première étape obligatoire du règlement des différends concernant le droit de l'auteur d'une demande à des indemnités d'accident ou le montant des indemnités qui devraient être versées. Un médiateur impartial de la CSFO aide les parties à trouver une solution mutuellement acceptable. Lorsque la médiation échoue, l'auteur de la demande peut présenter la cause en arbitrage devant la CSFO ou la porter devant les tribunaux, ou les deux parties peuvent convenir de la porter en arbitrage privé.

La décision d'un arbitre de la CSFO lie les parties. Toutefois, l'une ou l'autre des parties peut interjeter appel de l'ordonnance d'un arbitre devant le directeur des arbitrages sur une question de droit. On ne peut pas interjeter appel d'une décision du directeur ou de son délégué, mais une révision judiciaire demeure possible. Une procédure de modification ou de révocation de la CSFO s'applique lorsque l'état de la personne assurée a changé, de nouveaux éléments de preuve sont présentés ou la décision de l'arbitre comporte une erreur.

Tendances en matière de médiation et d'arbitrage

Hausse du nombre de demandes de médiation

Après deux ans de diminution du nombre de demandes de médiation, le volume a légèrement augmenté en 2006-2007 (près de 3 p. 100 de hausse par rapport à 2005-2006). Les centres d'évaluation désignés, qui effectuaient des évaluations impartiales des blessures subies dans des accidents d'automobile, ont été éliminés

en mars 2006, ce qui peut contribuer à expliquer la hausse du nombre de demandes de médiation.

Le taux de règlement par médiation est demeuré élevé. Au total, 56 p. 100 des dossiers ont été réglés complètement ou partiellement, par rapport à 53 p. 100 l'exercice précédent.

En 2006-2007, le nombre de dossiers de médiation en attente a augmenté, tout en demeurant à des niveaux gérables. Cette hausse était principalement due à un rééquilibrage interne des ressources avec le secteur des arbitrages, où un nombre important de dossiers en souffrance s'était accumulé.

Baisse du nombre de demandes d'arbitrage

Une hausse spectaculaire et inattendue des demandes d'arbitrage a été constatée à partir du début de 2004. Les 3 100 demandes d'arbitrage enregistrées en 2005-2006 représentaient une hausse de 78 p. 100 par rapport au niveau de 2002-2003. Malgré les efforts importants déployés par la CSFO pour faire face à cette hausse, comme l'atteste l'augmentation du nombre de dossiers classés, le nombre de dossiers d'arbitrage en attente a sensiblement augmenté en 2006-2007.

Pendant l'exercice, le nombre de demandes d'arbitrage a baissé de 15 p. 100 et est ainsi revenu aux niveaux de 2004-2005. Il semble que la diminution antérieure du nombre de dossiers de médiation a commencé à influencer sur les volumes en matière d'arbitrage. La baisse du nombre de nouvelles demandes, conjuguée aux efforts soutenus visant à réduire le volume de dossiers en souffrance, a mené à une baisse considérable des dossiers d'arbitrage en attente.

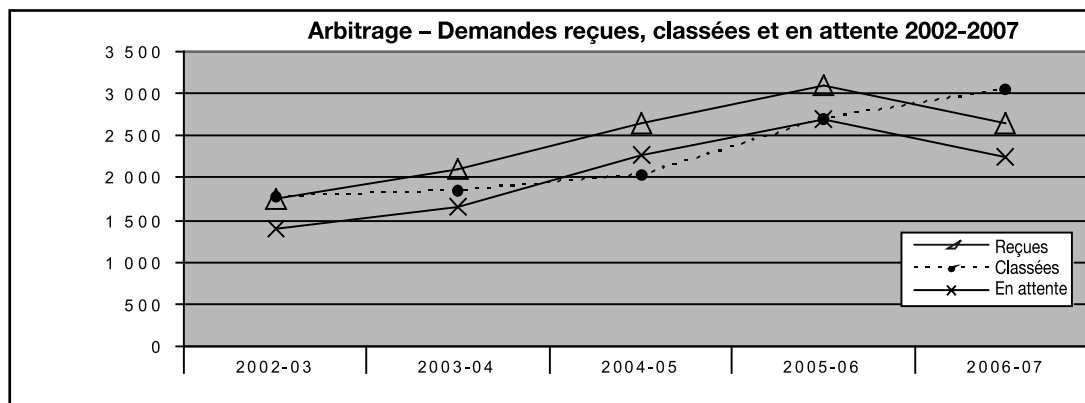
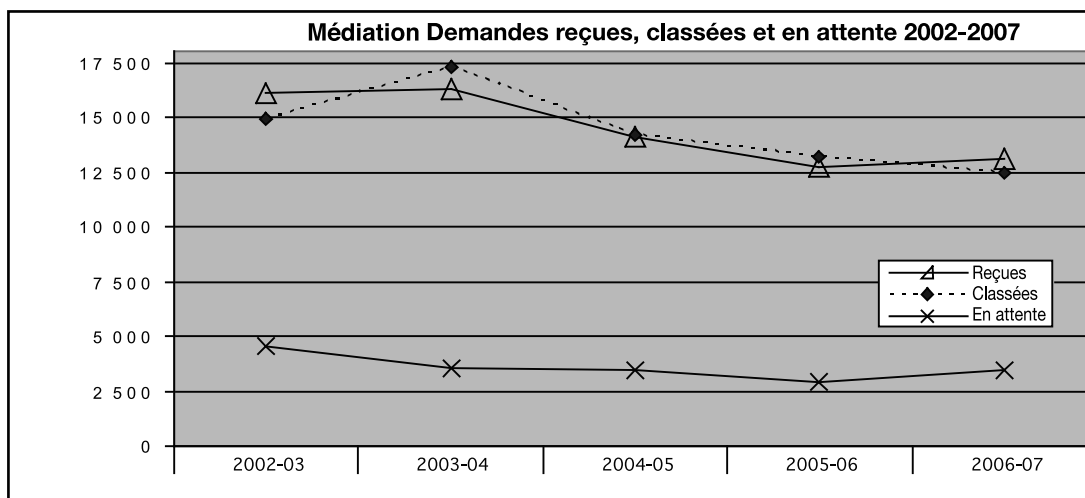
Comme à son habitude, une fois les audiences tenues, la CSFO a rendu la plupart des décisions d'arbitrage dans les délais. Soixante-neuf pour cent des décisions ont été rendues dans le délai annoncé de 85 jours après la conclusion de l'audience, soit une hausse par rapport aux 66 p. 100 de l'exercice précédent. Le délai moyen pour rendre une décision a été de 44 jours, par rapport à 56 jours l'exercice précédent.



Des décisions de toutes sortes

Toutes les décisions d'arbitrage et d'appel de la CSFO sont affichées sur le site Web de la Commission. Les arbitres et les agents des appels de la CSFO ont rendu en 2006-2007 un grand nombre de décisions importantes; ils y interprétaient divers aspects de la Loi sur les assurances et de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales (AIAL). Voici quelques exemples des questions étudiées : le sens du terme « accident », la portée de l'exclusion en cas de conduite sans permis de conduire valide, l'interprétation des dispositions des lignes directrices pré autorisées, l'effet d'être

mineur sur les délais prévus par la loi, la possibilité de demander l'indemnisation des dépenses de garde d'enfants à titre d'indemnité pour frais médicaux et de réadaptation, la portée des indemnités de soins auxiliaires pour les auteurs de demande pris en charge par une institution, et la possibilité pour un conjoint séparé de demander le règlement de prestations de décès.



Activités des services de règlement des différends

| Mesure | 2006-2007 Nombre | 2005-2006 Nombre |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Médiation | | |
| Nouvelles demandes reçues | 13 053 | 12 724 |
| Dossiers classés | 12 498 | 13 212 |
| Taux de règlements complets | 39 % | 36 % |
| Taux de règlements partiels | 17 % | 17 % |
| Arbitrage | | |
| Nouvelles demandes reçues | 2 645 | 3 100 |
| Dossiers classés | 3 056 | 2 699 |
| Réglés | 2 817 | 2 484 |
| Décisions rendues | 217 | 177 |
| Appels | | |
| Nouvelles demandes reçues | 42 | 44 |
| Dossiers classés | 21 | 45 |
| Réglés | 2 | 7 |
| Décisions rendues | 15 | 18 |

Élaboration des politiques

Le rôle de la CSFO dans l'élaboration des politiques revêt deux facettes. La Commission fait selon les tendances du marché des recommandations au gouvernement concernant les changements à apporter au cadre de réglementation, en fournissant du soutien spécialisé aux décideurs gouvernementaux suivant les besoins. La CSFO élabore par ailleurs des politiques réglementaires qui guident l'administration régulière des lois relevant de son mandat.

Dans l'élaboration de la politique, la CSFO s'appuie sur des voies de communication ouvertes avec l'industrie, les consommateurs et les autres intervenants. Des consultations régulières ont lieu par l'entremise de comités consultatifs et par des voies plus informelles. Les observations que la CSFO continue de recevoir des intervenants l'aident à détecter les nouveaux problèmes et à recommander des solutions réalistes.

Coordination nationale de la réglementation

Pour harmoniser la réglementation avec les réalités du marché, la CSFO soutient fermement l'harmonisation des efforts réglementaires à l'échelon national, entre les secteurs et entre les compétences. Elle joue un rôle de leadership et fournit un soutien en personnel au Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance (CCRRA), à l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR), à l'Agence statistique d'assurance générale (ASAG) et au Forum conjoint des autorités de réglementation du marché financier. Le Forum conjoint comprend des représentants du CCRRA, de l'ACOR, des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et des Organisations d'encadrement des services d'assurance du Canada (OESAC).



Points saillants sur le Forum conjoint

Le Forum conjoint a établi une série de priorités stratégiques afin d'améliorer le système de réglementation des services financiers en améliorant l'harmonisation, la simplification et la coordination des démarches en matière de réglementation. Ces priorités sont les suivantes : réglementation des intermédiaires, recours des consommateurs, mécanismes de réglementation permettant de mieux partager l'information, sensibilisation et éducation des consommateurs et réglementation des produits. La CSFO participe aux projets en cours du Forum conjoint (qu'elle dirige dans certains cas) relatifs à chacune de ces priorités.

Au cours de l'exercice, la CSFO a participé à une initiative du Forum conjoint visant à évaluer et à harmoniser la divulgation aux points de vente pour les fonds distincts (également connus sous le nom de contrats individuels à capital variable) et les fonds communs de placement. L'objectif de cette initiative est de faire en sorte que les investisseurs aient une compréhension de base des risques, des avantages et des coûts de ces produits semblables du point de vue fonctionnel avant d'en décider l'achat.

Trois services de conciliation à l'échelle de l'industrie fournissent aux consommateurs canadiens de services financiers des services de règlement de plaintes : l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI), le Service de conciliation des assurances de personnes du Canada (SCAPC) et le Service de conciliation en assurance de dommages (SCAD). En 2006-2007, la CSFO a participé activement aux travaux du Forum conjoint visant à élaborer un cadre de collaboration continue entre les autorités de réglementation fédérale et provinciales et les trois services de conciliation.

Points saillants sur l'ACOR

L'ACOR élabore une loi type sur les pensions qui sera examinée par les gouvernements de l'ensemble du pays, en réponse aux demandes d'harmonisation de l'industrie. De longues consultations nationales ont eu lieu en 2004 concernant les principes de réglementation proposés pour une telle loi type. Au cours de ce processus, un grand nombre des principes, en particulier ceux relatifs à l'administration des régimes et au droit de base aux prestations, étaient considérés comme non litigieux. L'ACOR a travaillé avec un groupe de travail d'intervenants en 2005-2006 afin de transformer les principes non litigieux en normes détaillées.

En 2006-2007, l'ACOR a collaboré avec le groupe d'intervenants pour élaborer à partir de ces normes des règlements types, qui ont été achevés en mars 2007. Comme étape suivante, l'ACOR prévoit élaborer des normes détaillées fondées sur les principes liés à la loi type qui devaient, selon les consultations de 2004, faire l'objet de travaux d'élaboration de politique plus poussés. Ces principes portaient sur des domaines comme la retraite progressive, la voie à suivre lorsque des bénéficiaires ne peuvent être localisés à la liquidation d'un régime, les régimes de retraite simplifiés, les régimes de retraite flexibles et l'établissement des règles.

La CSFO participe également à l'initiative de l'ACOR visant à préparer une nouvelle entente multilatérale pour la réglementation des régimes de retraite à lois d'application multiples. En 2006-2007, l'ACOR a fait des progrès notables en vue du règlement des principales questions de réglementation liées au remplacement de l'accord réciproque de 1968. En 2007-2008, l'ACOR continuera de travailler à l'élaboration d'un nouvel accord.

Points saillants sur le CCRRA

La CSFO dirige le comité conjoint CCRRA-ORSAC de révision des pratiques de l'industrie chargé des relations entre les assureurs d'une part et les agents et courtiers d'autre part. Au printemps 2006, le CCRRA a approuvé les trois principes recommandés par le comité pour protéger les consommateurs des conflits d'intérêt touchant les conseils ou les opérations en matière d'assurance. Ces principes sont les suivants :

- intérêt du client avant toute chose – les agents doivent servir les intérêts de leurs clients avant les leurs;
- divulgation des conflits ou des conflits potentiels;
- pertinence des produits – les produits recommandés doivent satisfaire aux besoins du consommateur.

En hiver 2007, le comité a entrepris un examen complet pour établir dans quelle mesure l'industrie a adopté ces principes. Ce processus comprend des sondages et des réunions auprès ou avec des intervenants sur ce que les compagnies d'assurance, les intermédiaires et les conseillers ont fait pour mettre en œuvre ces préceptes.

La CSFO a joué un rôle central dans le Comité des normes en matière de permis réciproques, un autre comité formé conjointement par le CCRRA et l'OESAC pour rationaliser et harmoniser la délivrance de permis d'agent et de courtier dans tout le pays. Le comité a élaboré un modèle de permis réciproques permettant aux agents d'assurance et aux courtiers d'obtenir plus facilement un permis hors de leur province ou territoire d'attache. Le nouveau modèle a été mis en œuvre en juillet 2006.

En vertu de l'approche harmonisée, la province ou le territoire hôte se fie à la plupart des exigences en vigueur dans la province ou le territoire d'attache, tout en pouvant exiger que l'agent en question

remplisse d'autres exigences. Des procédures ont également été adoptées relativement aux exigences divergentes en matière de formation permanente et d'assurance erreurs et omissions. Par exemple, l'Ontario et trois autres autorités de réglementation ont convenu de ne pas imposer d'autres exigences en matière de formation permanente à un agent ou un courtier non résident qui a satisfait aux exigences de cette nature dans sa province ou son territoire d'attache, dans la mesure où une formation permanente y est exigée sous une forme ou une autre.

La CSFO préside le comité du CCRRA sur la réglementation axée sur le risque des pratiques de l'industrie, formé pour établir en la matière une approche commune qui corresponde aux exigences canadiennes relatives à la surveillance. Le comité élabore actuellement un cadre de réglementation conjoint reposant sur des éléments comme une collaboration plus étroite dans les examens des pratiques de l'industrie et une surveillance plus progressive, transparente et axée sur le risque des pratiques de l'industrie.

Amélioration du cadre de réglementation de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario actualise la réglementation financière afin de protéger les consommateurs, de conserver un climat commercial attirant et de demeurer à la pointe des marchés mondiaux. La CSFO a participé à plusieurs projets touchant les politiques afin d'améliorer le cadre de réglementation de l'Ontario applicable aux services financiers en 2006 2007.

Promulgation d'une loi relative au courtage d'hypothèques

La Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et les administrateurs d'hypothèques, élaborée par le ministère



des Finances avec les conseils et le concours de la CSFO, a reçu la sanction royale en décembre 2006 et a été promulguée en vue de son entrée en vigueur en deux étapes en 2008. L'obtention d'un prêt hypothécaire résidentiel est pour beaucoup de familles leur principal engagement financier; la nouvelle loi actualise la protection des consommateurs en accentuant la responsabilisation de l'industrie.

La nouvelle loi remplacera la *Loi sur les courtiers en hypothèques* et exigera que toutes les entreprises et tous les particuliers qui s'occupent d'hypothèques obtiennent un permis de la CSFO. Les maisons de courtage titulaires de permis veilleront à ce que chacun des courtiers et des agents qui travaille pour leur compte respecte la loi. La CSFO pourra imposer des sanctions financières en cas de non observation de la loi. Les enregistrements actuels de courtiers d'hypothèques expireront à l'abrogation de la *Loi sur les courtiers en hypothèques*, qui date des années 1970.

À l'appui de la nouvelle loi, la CSFO a travaillé avec le ministère des Finances pour préparer à des fins de consultation une ébauche des règlements proposés. Elle a également entrepris un examen des exigences en matière de formation dans le secteur du courtage hypothécaire, auquel les spécialistes de l'industrie ont apporté une contribution notable. En été 2006, la CSFO a publié un document de consultation sur les normes d'admissibilité proposées pour l'obtention d'un permis d'agent ou de courtier en hypothèques lorsque la nouvelle loi et les nouveaux règlements seront en vigueur.

Modifications proposées à la loi sur les caisses populaires et les credit unions

Au cours de l'exercice, la CSFO a continué de travailler avec le ministère, la Société ontarienne d'assurance-dépôts et les intervenants afin d'actualiser la réglementation relative aux credit unions et aux caisses populaires. Des ébauches de consultation sur les modifications proposées à la *Loi*

de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions et à la réglementation actuelle sur le capital et les prêts ont été publiées en été 2006. Les propositions visent à permettre aux credit unions et aux caisses populaires de mieux desservir leurs clients et de demeurer concurrentiels au sein du marché des services financiers.

Harmonisation des catégories d'assurance

La CSFO et le ministère ont achevé le travail relatif aux modifications proposées à la réglementation afin de mettre en œuvre des catégories d'assurance harmonisées à l'échelon national ainsi que les définitions correspondantes recommandées par le CCRRA. Les catégories d'assurance harmonisées et les définitions devraient prendre effet le 30 avril 2007. Un aspect essentiel de cette initiative est le fait que les catégories d'assurance ne seront plus définies dans la *Loi sur les assurances*, mais au moyen d'une ordonnance du surintendant des services financiers.

Commission d'experts en régimes de retraite

En novembre 2006, le gouvernement de l'Ontario a annoncé la nomination d'une Commission d'experts chargée d'examiner la *Loi sur les régimes de retraite* et de présenter des recommandations afin de préserver la viabilité du système de régimes de retraite d'employeurs de la province. La Commission examinera les éléments suivants :

- le financement des régimes de retraite à prestations déterminées;
- les règles applicables aux déficits et aux excédents des régimes de retraite;
- le financement du Fonds de garantie des prestations de retraite et les prestations versées par le Fonds;
- d'autres questions relatives à la sécurité, la viabilité et la durabilité du système de régimes de retraite en Ontario.

La Commission est présidée par Harry Arthurs, professeur émérite et ancien président de l'Université York, qui jouit d'une grande réputation comme avocat spécialisé en droit du travail. La Commission tiendra des consultations à l'échelle de la province en octobre et en novembre 2007 et devrait présenter son rapport final pendant l'été 2008.

La CSFO offre selon les besoins des avis et du soutien à la Commission d'experts et au ministère des Finances sur les questions liées aux régimes de retraite.

Autres initiatives relatives aux politiques

Au cours de l'exercice, la CSFO a continué de travailler avec le ministère et le secteur des sociétés corporatives à l'élaboration de modifications à la *Loi sur les sociétés corporatives* et aux règlements y afférents.

Par ailleurs, le personnel de la CSFO a conseillé d'autres ministères sur les modifications proposées à des lois et règlements ayant trait à son mandat. Par exemple, elle a collaboré avec le ministère des Services gouvernementaux à des projets de règlement en application de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, laquelle n'a pas encore été promulguée. La CSFO a donné son avis sur des mesures de protection des consommateurs concernant l'assurance des frais funéraires et des services connexes.

Également en 2006-2007, la CSFO a contribué à de nouvelles réformes de l'assurance automobile, décrites dans la section intitulée « Appui au système d'assurance automobile ». Les politiques de réglementation ayant pour objectif de guider l'administration des lois sur les pensions sont mentionnées dans la section « Supervision des régimes de retraite ».

Dans le cadre de ses efforts pour surveiller les tendances et les questions émergentes, la CSFO a établi des relations de travail avec les autorités de

réglementation d'autres pays. Plusieurs autorités étrangères ont rendu visite à la CSFO au cours de l'exercice afin d'échanger des renseignements et de partager des pratiques exemplaires.

Protection des consommateurs par l'information

Aujourd'hui, le marché des services financiers propose aux Ontariens et aux Ontariennes plus de choix que jamais auparavant, mais la complexité de cette offre est également sans précédent. De la planification de la retraite à l'achat d'une assurance automobile ou à l'obtention d'une hypothèque, les options sont nombreuses, les détails compliqués et les conséquences durables.

C'est pourquoi la CSFO a fait de l'éducation une part fondamentale de son rôle de protection des consommateurs. La Commission donne aux consommateurs et aux bénéficiaires des régimes de retraite accès à de l'information à jour, exacte et objective qui leur permet de faire des choix informés. Avec un meilleur accès à l'information, les consommateurs et les bénéficiaires de régimes de retraite seront mieux équipés pour prendre des décisions éclairées et protéger leurs intérêts.

Hausse du trafic sur le site Web

Le site Web de la CSFO (www.fsc.gov.on.ca) demeure la voie privilégiée de la CSFO pour atteindre le public. Le trafic sur le site s'est sensiblement accru après la refonte du site achevée à l'été 2005.

En janvier 2005, huit mois après cette refonte, le site Web de la CSFO recevait en moyenne 3 254 visiteurs par jour, alors que le nombre de pages vues quotidiennement s'élevait à 22 024 en moyenne. En janvier 2007, le nombre moyen quotidien de visiteurs du site Web avait doublé pour atteindre 6 541, et le nombre moyen de pages vues avait augmenté jusqu'à 29 800 par jour.



Les visiteurs obtiennent également plus de copies de documents à partir du site Web. En janvier 2005, les 10 documents les plus recherchés avaient été téléchargés 3 203 fois. En janvier 2007, ce chiffre avait plus que triplé pour atteindre 10 973 téléchargements.

En 2006-2007, la CSFO a augmenté le nombre de formulaires électroniques « remplissables » affichés sur le site Web, qui représentent désormais 50 p. 100 du total, par rapport à 10 p. 100 seulement au cours de l'exercice précédent. Les utilisateurs peuvent remplir un formulaire remplissable en ligne, puis l'envoyer, le sauvegarder ou l'imprimer. Certains formulaires, en particulier dans le secteur des régimes de retraite, sont convertis dans un format interactif « remplissable intelligent ». Un formulaire intelligent peut par exemple effectuer des calculs automatiquement ou proposer des menus déroulables selon les réponses à certaines questions.

La stratégie médiatique s'appuie sur des messages à l'intention des consommateurs

La CSFO a transmis aux quotidiens et aux journaux communautaires une série d'articles sur les régimes de retraite à l'intention des consommateurs. Ces articles étaient principalement axés sur l'accès aux comptes de retraite immobilisés dans certains cas de difficultés financières – la voie à suivre pour obtenir un tel accès et les embûches possibles. Selon les estimations, ces articles instructifs ont atteint 175 000 lecteurs. Ils ont aussi été affichés sur des portails Web communautaires et financiers, où ils auraient été lus par quelque 1 400 lecteurs en ligne.

De plus, les médias électroniques ont été mis à contribution pour la diffusion de messages de la CSFO à l'intention des consommateurs. La CSFO a produit un segment télévisé et numérique sur les façons d'éviter les escroqueries à l'occasion de l'achat d'une assurance automobile. Ce segment a été diffusé neuf fois sur des canaux de télévision par câble et par réseau et a ainsi

atteint 914 000 téléspectateurs selon les estimations. Sept portails d'entreprises ou de consommateurs ont repris la version numérique, leur auditoire en ligne étant estimé à 6,7 millions de personnes.

Forte demande des publications à l'intention des consommateurs

La CSFO a publié tout un éventail de brochures à l'intention des consommateurs et d'autres documents d'information à l'intention du public. En 2006-2007, elle a continué de recevoir de nombreuses commandes de publications, avec en particulier plus de 19 000 demandes d'associations de l'industrie, de groupes de consommateurs et de bureaux de circonscription de députés provinciaux. Les publications imprimées sont également distribuées gratuitement par l'entremise des deux librairies de Publications Ontario, des 63 centres d'information du gouvernement et des bibliothèques publiques. Les versions électroniques de toutes les publications sont affichées sur le site Web de la CSFO.

Un nouveau feuillet d'information donnant des conseils aux voyageurs en matière d'assurance a été publié au cours de l'exercice. La CSFO a traduit en italien, portugais, en chinois et en panjabi les six brochures supplémentaires suivantes, qu'elle a affichées sur son site Web :

- *Conseils pour détecter des escroqueries en assurance-automobile*
- *Charte des droits des souscripteurs d'une assurance-automobile*
- *À la recherche d'une assurance médicale de voyage*
- *Un guide pour les demandes d'accès spécial (à votre compte d'épargne-retraite immobilisé)*
- *Que faire après un accident d'automobile*
- *Comment se protéger quand on loue un véhicule automobile*



Présence de la CSFO aux salons à l'intention des consommateurs

Les salons à l'intention des consommateurs donnent à la CSFO de précieuses occasions d'interagir directement avec les consommateurs.

La CSFO était fortement représentée au Salon international de l'automobile de Toronto, en février 2007, où elle tenait un stand visant à inciter le public à s'informer sur l'assurance automobile. Des employés étaient présents pour répondre aux questions, distribuer du matériel imprimé et faire des démonstrations des produits en ligne. Au cours du Salon, la CSFO a pris contact avec plus de 3 000 consommateurs et distribué quelque 31 000 publications.

Plus tôt au cours de l'exercice, en avril 2006, la CSFO a participé au Salon national de l'habitation de Toronto, considéré comme la plus grande exposition du genre en Amérique du nord. Quelque 4 200 consommateurs ont visité le stand de la CSFO consacré au thème de la réglementation des services financiers dans tout l'Ontario. Le personnel présent a répondu aux questions et distribué du matériel sur les assurances et les régimes de retraite conçu à l'intention des consommateurs.

Calendrier des consommateurs avisés

La CSFO a participé avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux à la conception du *Calendrier des consommateurs avisés 2007* publié par le ministère des Services gouvernementaux (MSG). Le calendrier contient pour chaque mois une page consacrée à un sujet précis lié aux consommateurs, et explique comment magasiner de manière avisée, prendre des décisions concernant les achats et éviter des problèmes avec des fournisseurs de biens ou de services. La CSFO y apporte notamment des conseils

sur les précautions à prendre pour éviter les escroqueries au moment de l'achat d'une assurance automobile, et ses coordonnées y sont indiquées. Le calendrier a été distribué à environ 290 000 exemplaires imprimés, et a été téléchargé 11 000 fois à partir du site Web du MSG.

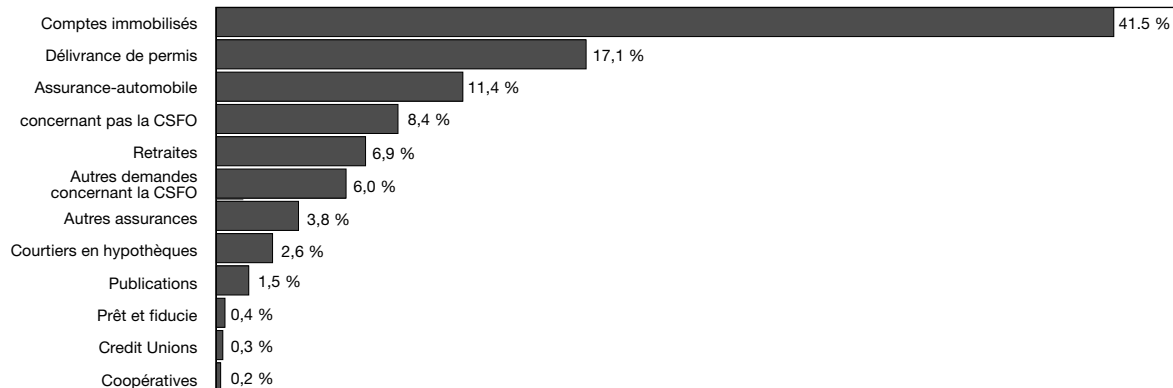
Beaucoup de travail pour le personnel des Services aux consommateurs

Le premier point de contact du public et des intervenants avec la CSFO est l'Unité des services aux consommateurs. Le personnel fournit des renseignements généraux et des services consultatifs sur les procédés et les procédures de la CSFO ainsi que de l'information sur les lois et règlements qu'elle administre. Il répond aux demandes de renseignements téléphoniques, se charge de la correspondance reçue et aide les visiteurs dans ses bureaux.

En 2006-2007, le personnel a répondu à 65 290 demandes de renseignements, soit une hausse de plus de 20 p. 100 par rapport à l'exercice précédent. Une fois encore, le plus grand nombre de demandes concernait l'accès à des comptes de retraite immobilisés en cas de difficultés financières ou des demandes de formulaires en vue du déblocage des fonds.



Demandes de renseignements à la CSFO, par thème



Optimisation des ressources de la CSFO

La CSFO entend optimiser la valeur de ses ressources humaines, financières, technologiques et matérielles. Étant donné que ses coûts sont recouverts auprès des secteurs réglementés, la CSFO reconnaît être redevable auprès des intervenants de l'efficacité et de la qualité des services rendus.

Systemes financiers et comptables

La CSFO a entrepris un examen et une mise à niveau complets de ses systèmes financiers et comptables. Ce projet répondra aux recommandations formulées par le vérificateur général de l'Ontario et devrait également mener à une rationalisation des opérations.

Dans le cadre du projet, la CSFO mettra en œuvre la comptabilité par activités. Ce modèle procurera à la CSFO un outil pour mesurer ses coûts par activité et par secteur, ce qui favorisera un meilleur recouvrement des coûts auprès des secteurs réglementés.

Mise au point de systèmes de TIs

La stratégie de la CSFO visant à élaborer des systèmes de technologie de l'information à partir d'une nouvelle plate forme d'avant garde « .net » continue de l'avant. Au cours de l'exercice, la CSFO a converti la première application d'envergure à la nouvelle plate forme. Cette application, qui est la pierre angulaire du fichier d'information consolidé dynamique de la CSFO, établit une grande part du cadre d'élaboration pour les applications .net à venir.



Rapport du Tribunal des services financiers

Le Tribunal des services financiers (TSF) est un organisme d'arbitrage indépendant chargé de l'audition des appels des décisions prises par le surintendant des services financiers et de l'examen des décisions proposées par ce dernier. Ces procédures sont entreprises à la demande des parties concernées. Le Tribunal a la compétence exclusive pour exercer les pouvoirs que lui confère la loi et pour décider toutes les questions de fait ou de droit soulevées lors de ses audiences.

Le Tribunal est constitué du président et de deux vice-présidents, qui sont également le président et les vice-présidents de la CSFO, et de six à douze autres membres tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. On trouvera des notices biographiques concernant les membres actuels du Tribunal sur le site Web du TSF (www.fstontario.ca/french/Default.asp).

Le mandat du Tribunal est d'offrir un processus d'audience spécialisé et impartial qui demeure accessible, rapide et équitable. Ses procédures suivent les *Règles de pratique et de procédure* et les Instructions relatives à la pratique, que le Tribunal promulgue lui-même, ainsi que la Loi sur l'exercice des compétences légales. Le Tribunal a établi des procédures rationalisées pour accélérer la réponse aux demandes d'audience faisant suite à des décisions du surintendant relativement au retrait de fonds immobilisés en cas de difficultés financières.

En 2006-2007, le Tribunal a adopté des lignes directrices sur les conflits d'intérêt à l'intention de ses membres.

Pour faciliter la consultation par les participants aux audiences, le calendrier des audiences et les décisions du Tribunal, ainsi que ses Règles de pratique et de procédure et ses Instructions relatives à la pratique, sont affichés en ligne sur le site Web du TSF (www.fstontario.ca/french/Default.asp).



Activités du Tribunal des services financiers en 2006-2007

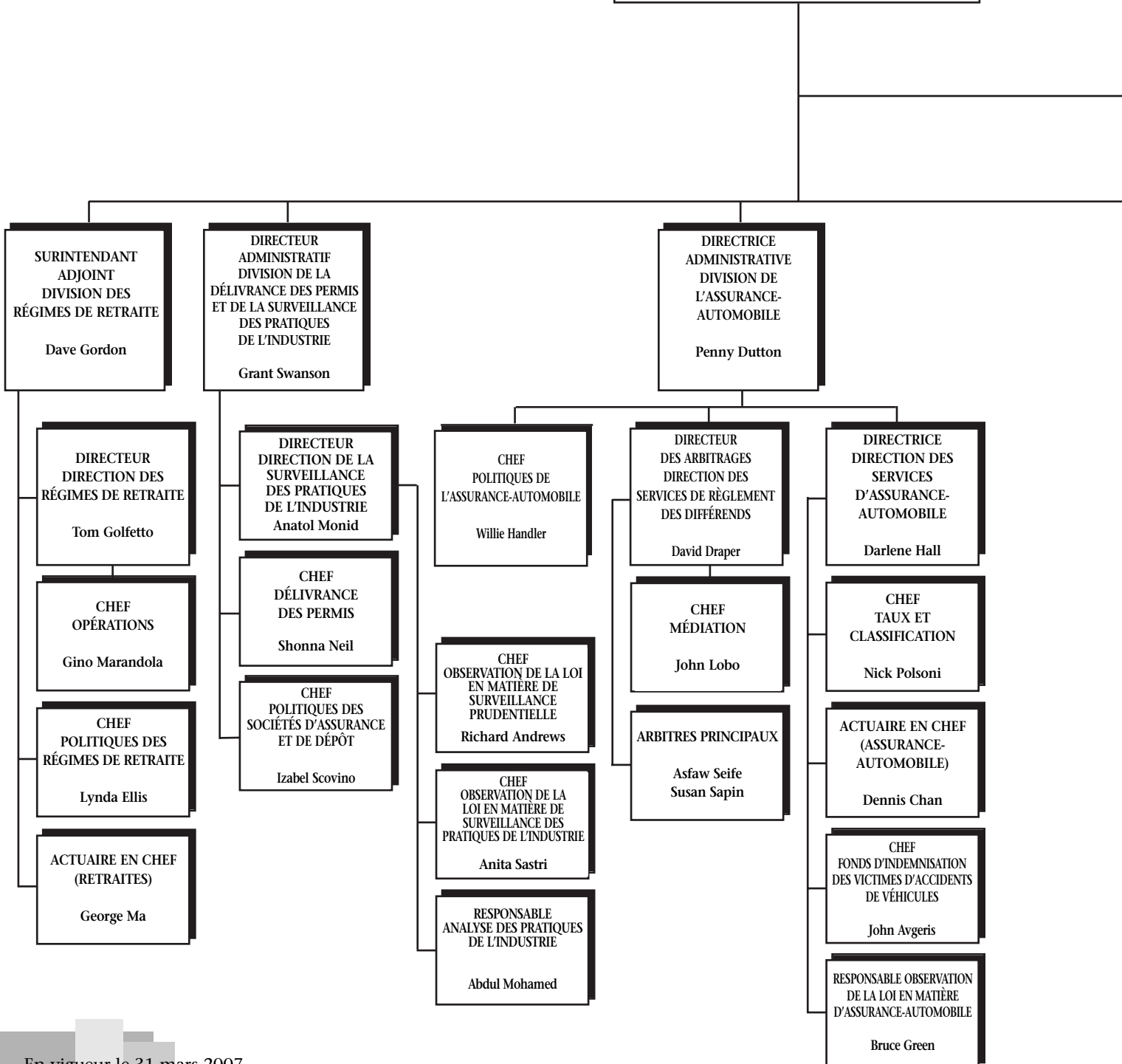
| Activité | Régime de retraite (hormis les cas de difficultés financières) | Régime de retraite (cas de difficultés financières) | Courtage hypothécaire | Assurances | Credit Unions | Prêts et fiducie | Total 2006-2007 | Total 2005-2006 |
|---|--|---|-----------------------|------------|---------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Nombre de dossiers en instance au début de l'exercice | 25 | - | 1 | 6 | - | - | 32 | 29 |
| Nombre de nouveaux dossiers déposés | 15 | - | 2 | 2 | 1 | - | 20 | 22 |
| Nombre de journées d'audience orale | 13 | - | 7 | 12 | - | - | 32 | 23 |
| Nombre de journées d'audience écrite | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Nombre de journées consacrées à d'autres activités (conférences préparatoires à l'audience, téléconférences, conférences de règlement amiable, motions, etc.) | 44 | - | 4 | 8 | - | - | 56 | 40 |
| Nombre total de journées liées à des audiences (orales et écrites) devant le Tribunal et à d'autres activités de ce dernier | 57 | - | 11 | 20 | - | - | 88 | 65 |
| Dossiers clos | 17 | - | 2 | 5 | 1 | - | 25 | 19 |
| Nombre de dossiers en instance à la fin de l'exercice | 23 | - | 1 | 3 | - | - | 27 | 32 |

Remarques :

1. Le tableau ne tient pas compte des rencontres trimestrielles du Tribunal, des journées de délibération ni de la rédaction des décisions.
2. Les chiffres peuvent inclure des activités se rapportant à des dossiers ouverts avant 2006-2007.
3. Les audiences écrites peuvent se rapporter à des questions de difficultés financières, à des motions et à des demandes de remboursement de frais ou d'examen d'une décision.

**DIRECTEUR GÉNÉRAL ET
SURINTENDANT
COMMISSION DES SERVICES
FINANCIERS**

Bob Christie



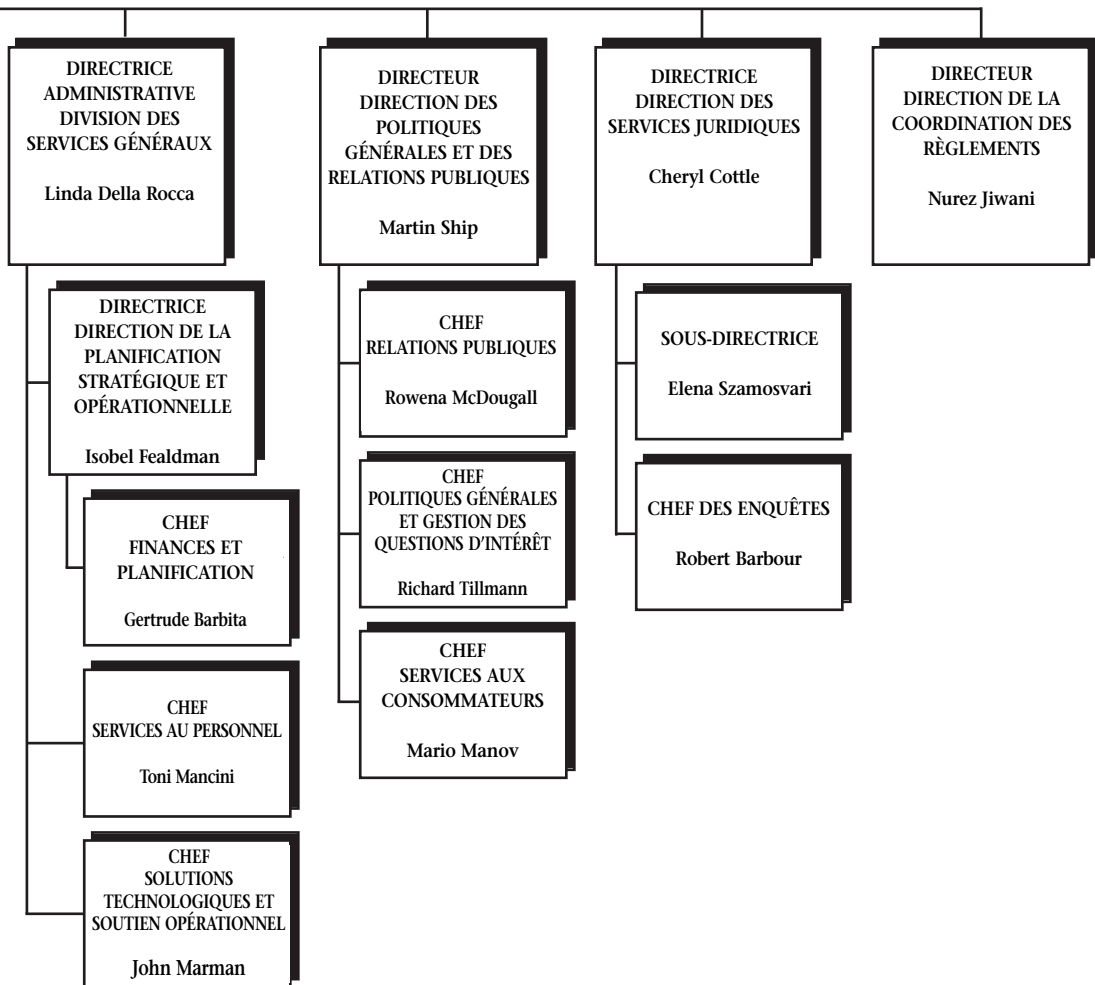
En vigueur le 31 mars 2007



Commission des services financiers de l'Ontario

Organigramme

ATTCHÉ DE DIRECTION
Maria Policelli





Ontario



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE QUI S'EST TERMINÉ LE 31 MARS 2007

Responsabilité de la direction vis-à-vis de l'information financière

La Commission des services financiers de l'Ontario (la Commission) a été constituée en vertu de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, qui confère au surintendant la responsabilité des affaires financières et administratives de la Commission.

Dirigée par le surintendant, la direction de la Commission est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de toute l'information figurant dans les états financiers et dans les notes s'y rattachant. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour ce faire, la direction a dû faire preuve de jugement et se fonder sur les meilleures estimations possibles, en particulier lorsque les opérations touchant la période en cours ne peuvent être comptabilisées avec certitude qu'à une date ultérieure.

La direction de la Commission s'attache à appliquer les normes d'intégrité les plus élevées dans la prestation de ses services. La direction a mis au point des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques qu'elle continue d'employer pour assurer autant que possible la fiabilité de l'information financière et la protection de ses actifs.

Les états financiers ont été vérifiés par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario. La responsabilité du vérificateur général consiste à indiquer si, à son avis, ces états financiers sont présentés de manière fidèle conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Ces états ont été approuvés par le comité de vérification de la Commission. Le rapport du vérificateur est joint ci-après.

Le directeur général et
surintendant
des services financiers



Bob Christie

La directrice,
Planification stratégique et opérationnelle



Isobel Fealdman



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

Destinataires : la Commission des services financiers de l'Ontario
le ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Commission des services financiers de l'Ontario en date du 31 mars 2007 et les états des résultats d'exploitation, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à la même date. Ces états financiers relèvent de la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à donner une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

J'ai procédé à la vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. En vertu de ces normes, je suis tenu de planifier et d'exécuter une vérification de manière à obtenir une certitude raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes importantes. Une vérification comprend l'examen, par sondages, des preuves fournies à l'appui des montants et des renseignements qui figurent sur les états financiers. Une vérification s'appuie également sur une évaluation des principes comptables et des estimations importantes utilisés par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation.

À mon avis, ces états financiers présentent d'une façon correcte, sous tous les aspects importants, la situation financière de la Commission en date du 31 mars 2007, ainsi que ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-326-3812

B.P. 105, 15^e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
télécopieur 416-326-3812

www.auditor.on.ca

Toronto (Ontario)
Le 10 octobre 2007



Gary R. Peall, CA
Vérificateur général adjoint
Expert-comptable autorisé

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

BILAN au 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | 2006 (k\$) |
|---|---------------|---------------|
| ACTIF | | |
| À court terme | | |
| Encaisse | 6 | 12 |
| Débiteurs | 23 307 | 42 511 |
| Charges payées d'avance | 117 | 69 |
| | <u>23 430</u> | <u>42 592</u> |
| Immobilisations (nettes) (note 3) | 4 378 | 3 141 |
| | <u>27 808</u> | <u>45 733</u> |
| PASSIF ET ACTIF NET | | |
| À court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 6 567 | 6 913 |
| Obligations au titre des avantages sociaux futurs (note 6a) | 5 571 | 4 949 |
| Recettes différées (note 4) | 5 385 | 4 416 |
| Actif net | | |
| Investissements en immobilisations | 4 378 | 3 141 |
| Investissement de la Province | 5 907 | 26 314 |
| | <u>10 285</u> | <u>29 455</u> |
| | <u>27 808</u> | <u>45 733</u> |

Engagements et éventualités (note 8)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Autorisé par :



 Directeur général et
 surintendant des services financiers



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007

| | 2007 | 2006 |
|--|---------------|---------------|
| | (k\$) | (k\$) |
| Recettes (note 5) | | |
| Cotisations | 27 377 | 26 463 |
| Droits annuels des régimes de retraite | 12 412 | 12 137 |
| Droits et permis | 6 791 | 6 721 |
| Inscriptions | 2 572 | 2 155 |
| Autres | 526 | 256 |
| | <u>49 678</u> | <u>47 732</u> |
| | | |
| Dépenses | | |
| Traitements et salaires | 30 485 | 28 194 |
| Avantages sociaux (note 6a) | 6 926 | 5 862 |
| Transport et communication | 755 | 749 |
| Services | 12 906 | 13 854 |
| Fournitures et équipement | 772 | 944 |
| Amortissements | 963 | 1 558 |
| | <u>52 807</u> | <u>51 161</u> |
| Moins : recouvrements (note 7) | 2 997 | 2 751 |
| | <u>49 810</u> | <u>48 410</u> |
| | | |
| Insuffisance des recettes | | |
| par rapport aux dépenses | <u>(132)</u> | <u>(678)</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | | | 2006 (k\$) |
|--|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------|---------------|
| | Investissements en immobilisations | Investissements de la province | Total | Total |
| Solde au début de l'exercice, après retraitement | 3 141 | 26 314 | 29 455 | 21 626 |
| Acquisition d'immobilisations | 2 200 | (2 200) | – | – |
| Excédents/(insuffisance) des recettes par rapport aux dépenses | (963) | 831 | (132) | (678) |
| Contribution (à) de la province (note 6b) | – | (19 038) | (19 038) | 8 507 |
| Solde à la fin de l'exercice | <u>4 378</u> | <u>5 907</u> | <u>10 285</u> | <u>29 455</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers.



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | 2006 (k\$) |
|---|-----------------|------------------|
| RENTRÉES (SORTIES) DE FONDS NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Insuffisance des recettes par rapport aux dépenses | (132) | (678) |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| Amortissement | 963 | 1 558 |
| Radiation d'immobilisations | - | 431 |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | | |
| Débiteurs | 19 204 | (8 893) |
| Charges payées d'avance | (48) | 43 |
| Créditeurs | (346) | 816 |
| Obligations au titre des avantages sociaux futurs (note 6a) | 622 | 473 |
| Recettes différées | 969 | (337) |
| | <u>21 232</u> | <u>(6 587)</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Contribution (à) de la province | <u>(19 038)</u> | <u>8 507</u> |
| | (19 038) | 8 507 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Achat d'immobilisations | <u>(2 200)</u> | <u>(1 919)</u> |
| | (2 200) | (1 919) |
| Variation nette de la trésorerie | (6) | 1 |
| Trésorerie en début de l'exercice | 12 | 11 |
| Trésorerie en fin de l'exercice | <u><u>6</u></u> | <u><u>12</u></u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

1. ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

La Commission des services financiers de l'Ontario (la Commission) a été constituée en vertu de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. Elle a pour mandat de renforcer la confiance des consommateurs et du public dans les activités de réglementation de l'Ontario régissant les secteurs des assurances, des régimes de retraite, des credit unions, des sociétés de fiducie, des caisses populaires, des coopératives et des courtiers en hypothèques, ainsi que de faire des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant les secteurs réglementés. La Commission exécute les lois suivantes : la *Loi sur les assurances*, la *Loi sur les régimes de retraite*, la *Loi sur les caisses populaires et les credit unions*, la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie*, la *Loi sur les courtiers en hypothèques* et la *Loi sur les sociétés coopératives*.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables utilisées à cet effet sont résumées ci-dessous :

(a) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût historique moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée de vie utile estimative des éléments d'actif, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, comme suit :

| | |
|---|--------------------------|
| Ameublement et matériel de bureau | 5 ans |
| Matériel informatique et logiciels connexes | 2 ans |
| Améliorations locatives | pour la durée du contrat |

(b) Constatation des recettes

Les recettes de cotisation tirées des secteurs des assurances, des credit unions, des caisses populaires et des sociétés de prêt et de fiducie sont constatées au moment où sont engagés les coûts récupérables de l'exécution des diverses lois qui régissent ces secteurs. Les montants sont fondés sur une estimation des coûts récupérables puisque les montants exacts des coûts récupérables des différents secteurs ne peuvent être déterminés avant l'exercice suivant.

La Commission utilise une estimation pour constater les cotisations annuelles exigibles de chaque régime de retraite inscrit dans la province, car le montant exact de ces frais ne peut être déterminé avant le dépôt du relevé annuel du régime de pension, soit de six à neuf mois après la fin de l'exercice du régime.

Les ajustements apportés le cas échéant aux recettes pour compenser les écarts entre les montants constatés selon des estimations et les montants exacts des recettes sont débités ou crédités dans l'exercice où ces montants exacts sont établis.

Les recettes des droits, des permis et des inscriptions sont constatées dans l'exercice auquel elles se rapportent.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(c) Recours à l'estimation

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers et sur les recettes et les dépenses déclarées pour la période en question. Les montants exacts peuvent être différents de ces estimations.

3. IMMOBILISATIONS

| | 2007 (k\$) | | 2006 (k\$) | |
|-------------------------------------|---------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Coût | Amortis- sement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Matériel informatique | 1 546 | 1 122 | 424 | 664 |
| Logiciels | 4 687 | 2 539 | 2 148 | 368 |
| Ameublement et matériel de bureau | 33 | 26 | 7 | 13 |
| Améliorations locatives | 4 504 | 3 186 | 1 318 | 428 |
| Logiciels en cours de développement | 481 | - | 481 | 1 668 |
| | <u>11 251</u> | <u>6 873</u> | <u>4 378</u> | <u>3 141</u> |

4. RECETTES DIFFÉRÉES DE PERMIS ET D'INSCRIPTIONS

Les recettes différées représentent des paiements perçus pour des droits, des permis et des inscriptions couvrant une période qui dépasse l'exercice en cours. Les recettes correspondant à la partie différée sont constatées lors de l'année d'exercice du permis en question. Voici les variations relatives aux soldes des recettes différées :

| | Solde au début de l'exercice | Perçu au cours de l'exercice | Constaté au cours de l'exercice | Solde à la fin de l'exercice |
|--------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| | (k\$) | | | |
| Agents d'assurance | 2 577 | 3 656 | 2 935 | 3 298 |
| Experts en sinistres | 18 | 85 | 86 | 17 |
| Courtiers en hypothèques | 1 178 | 2 461 | 2 435 | 1 204 |
| Sociétés | 643 | 1 005 | 782 | 866 |
| | <u>4 416</u> | <u>7 207</u> | <u>6 238</u> | <u>5 385</u> |

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

5. RECETTES

Voici, pour l'exercice, les recettes associées aux lois suivantes et aux règlements pris en application des lois exécutées par la Commission :

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|--------------|
| | (k\$) | (k\$) |
| <i>Loi sur les assurances</i> | | |
| Cotisation des assureurs | 25 746 | 24 984 |
| Droits, permis et autres recettes | 4 570 | 4 385 |
| <i>Loi sur les régimes de retraite</i> | | |
| Frais de présentation des relevés annuels et frais d'inscription | 12 706 | 12 295 |
| Frais d'accès aux fonds de retraite immobilisés et autres recettes | 2 404 | 2 385 |
| <i>Loi sur les caisses populaires et les credit unions</i> | | |
| Cotisation des credit unions | 1 425 | 1 091 |
| Droits et autres recettes | 126 | 159 |
| <i>Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie</i> | | |
| Cotisation des sociétés de prêt et de fiducie | 205 | 386 |
| Droits, permis et inscriptions | 3 | 31 |
| <i>Loi sur les courtiers en hypothèques</i> | | |
| Inscriptions et autres recettes | 2 471 | 2 000 |
| <i>Loi sur les sociétés coopératives</i> | | |
| Droits et autres recettes | 22 | 16 |
| | 49 678 | 47 732 |
| | 49 678 | 47 732 |



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

6. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS APPARENTÉES

(a) Avantages sociaux

Le personnel de la Commission a le droit à des prestations négociées à l'échelon central pour les employés de la fonction publique ontarienne. Le passif à venir correspondant aux prestations accumulées par le personnel de la Commission est constaté dans les états financiers consolidés de la province. Ces prestations sont comptabilisées comme suit par la Commission.

i. Prestations de retraite

La Commission offre des prestations de retraite à tous ses employés permanents par leur participation à la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Caisse de retraite du SEFPO), lesquelles sont des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées mis sur pied par la province de l'Ontario. La charge pour les prestations de retraite représente les cotisations de la Commission aux caisses de retraite pendant l'exercice. Les cotisations versées par la Commission pour ces régimes se sont chiffrées à 2 038 000 \$ (1 827 000 \$ en 2006) et sont constatées au poste « Avantages sociaux » dans l'État des résultats d'exploitation.

ii. Obligations au titre des avantages sociaux futurs

Tandis que la province continue de constater par régularisation les coûts de tout droit à des prestations de départ et de tout droit à congé payé non utilisé acquis par le personnel et de les financer au moment où ils deviennent payables, le passif correspondant est également constaté dans ces états financiers au moment de l'acquisition par les employés admissibles. Le montant des prestations de départ prévues par la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario a été estimé de façon non actuarielle en se fondant sur la paie d'une semaine pour chaque année de service pour les employés ayant au moins cinq années de service. Les droits à congé payé non utilisé ont été estimés au moyen des registres de présences. Ces coûts s'élèvent pour l'exercice à 869 000 \$ (520 000 \$ en 2006) et sont constatés avec les salaires et avantages sociaux dans l'État des résultats d'exploitation.

iii. Avantages complémentaires de retraite autres que les prestations de retraite

Les coûts des avantages complémentaires de retraite autres que les prestations de retraite sont déterminés et financés de façon continue par le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario et ne sont donc pas comptabilisés dans ces états financiers

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

6. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS APPARENTÉES *(suite)*

(b) Contributions de la province

Les rentrées de fonds sont versées au Trésor de la province de l'Ontario. Les dépenses sont payées avec les fonds alloués à cet effet par l'Assemblée législative de la province de l'Ontario. L'excédent entre les fonds tirés des montants alloués à la Commission pour couvrir ses dépenses et les rentrées de fonds versées au Trésor est inscrit comme « Contribution de la province » dans l'État de l'évolution de l'actif net. L'investissement de la province s'accroît dans la même mesure que les dépenses dépassent les versements.

(c) Autres dépenses administratives

Le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario prend en charge les coûts liés à certaines dépenses administratives. Le ministère des Finances a imputé à la Commission des services financiers de l'Ontario certains coûts liés aux ressources humaines et à l'administration financière totalisant 1 034 000 \$ (947 000 \$ en 2006).

7. RECOUVREMENTS

La Commission fournit des services de soutien (administratif et autres) à divers organismes et recouvre auprès de ces derniers les frais liés à la prestation de ces services conformément au protocole d'entente ou à l'accord conclu avec chacun d'eux. Ces recouvrements se répartissent ainsi :

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|--------------|
| | (k\$) | (k\$) |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | 1 641 | 1 733 |
| Fonds de garantie des prestations de retraite | 370 | 407 |
| Agence statistique d'assurance générale | 324 | - |
| Forum conjoint des autorités de réglementation du marché financier | 279 | 242 |
| Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite | 188 | 172 |
| Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance | 182 | 181 |
| Agence des douanes et du revenu du Canada | 13 | 16 |
| | 2 997 | 2 751 |



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2007

8. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

(a) La Commission s'est engagée à verser des paiements minimaux pour le loyer de bureaux pendant les deux prochaines années, comme suit :

| | (k\$) |
|-----------|---------------|
| 2007-2008 | 4 230 |
| 2008-2009 | 2 468 |
| | <u>10 879</u> |

(b) La Commission participe à diverses poursuites judiciaires dans le cadre normal de ses activités. Les règlements effectués par la Commission, le cas échéant, seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel chaque règlement a lieu. L'issue de ces poursuites et les mesures qui en découlent ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle.

9. DÉPÔT DE VALEURS MOBILIÈRES

La Loi sur les assurances autorise la Commission à exiger que les compagnies d'assurances déposent des valeurs mobilières au montant que la Commission juge nécessaire et selon les conditions qu'elle estime appropriées. Ces sommes peuvent être détenues pour satisfaire aux exigences d'autres administrations avec lesquelles la province de l'Ontario a conclu des accords de réciprocité.

Au 31 mars 2007, la valeur nominale des valeurs mobilières détenues par la Commission en vertu de la Loi sur les assurances s'élevait à 3,2 millions de dollars (3,2 millions de dollars en 2006). Le produit tiré des valeurs mobilières est versé directement aux compagnies d'assurance titulaires des dépôts des valeurs mobilières. Ces valeurs mobilières et le produit qui s'y rattache ne sont pas indiqués dans les états financiers.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de l'encaisse, des comptes débiteurs, des charges payées d'avance, des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que les recettes différées correspondent approximativement à leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments. La direction est d'avis que la Commission n'est pas exposée à des risques importants liés aux taux d'intérêt, aux taux de change ou au crédit qui découleraient de ces instruments financiers.



Ontario



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

**FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2007**

Financial Services
Commission
of Ontario

Commission des
services financiers
de l'Ontario



Le 1^{er} juin 2007

Fonds de garantie des prestations de retraite
Responsabilité de la direction vis-à-vis de l'information financière

En application de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) est responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite.

Sous l'autorité du surintendant, la direction de la CSFO est responsable de l'intégrité et de l'exactitude de toute l'information figurant dans les états financiers et dans les notes y afférentes. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour ce faire, la direction a dû faire preuve de jugement et se fonder sur les meilleures estimations possibles, en particulier lorsque les opérations touchant la période en cours ne peuvent être comptabilisées avec certitude qu'à une date ultérieure.

En ce qui concerne l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite, la direction de la CSFO s'attache à appliquer les normes d'intégrité les plus élevées dans la prestation de ses services. Elle a mis au point des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques qu'elle continue d'employer pour assurer autant que possible la fiabilité de l'information financière et la protection de ses actifs.

Les états financiers ont été vérifiés par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario. La responsabilité du vérificateur général consiste à indiquer si, à son avis, ces états financiers sont exacts et présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Ces états ont été approuvés par le comité de vérification de la Commission. Le rapport du vérificateur est joint ci-après.

Le surintendant adjoint des régimes de retraite,



K. David Gordon

La chef comptable,



Darinka Pejic



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

Destinataires : la Commission des services financiers de l'Ontario
le ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan du Fonds de garantie des prestations de retraite de la Commission des services financiers de l'Ontario pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007 ainsi que l'état des résultats d'exploitation et du déficit du Fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à la même date. Ces états financiers relèvent de la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à donner une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

J'ai procédé à la vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. En vertu de ces normes, je suis tenu de planifier et d'exécuter une vérification de manière à obtenir une certitude raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes importantes. Une vérification comprend l'examen, par sondages, des preuves fournies à l'appui des montants et des renseignements qui figurent dans les états financiers. Elle s'appuie également sur une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes réalisées par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers

Selon moi, ces états financiers présentent d'une façon correcte, sous tous les aspects importants, la situation financière du Fonds de garantie des prestations de retraite de la Commission au 31 mars 2007, ainsi que ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice qui s'est terminé à la même date, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-326-3812

B.P. 105, 15^e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
télécopieur 416-326-3812

www.auditor.on.ca

Fait à Toronto, en Ontario,
Le 1^{er} juin 2007, à l'exception de la note 8,
qui date du 13 juin 2007



Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général
Vérificateur général adjoint

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE BILAN

Au 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | 2006 (k\$) |
|---|------------------|------------------|
| ACTIF | | |
| À court terme | | |
| Encaisse | 66 | 158 |
| Débiteurs | 54 151 | 63 977 |
| Investissements (note 4) | 98 026 | 79 093 |
| | <u>152 243</u> | <u>143 228</u> |
| PASSIF ET DÉFICIT DU FONDS | | |
| À court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 5 499 | 5 402 |
| Annuité de l'emprunt exigible | 11 000 | 11 000 |
| Demandes de règlement payables | 99 138 | 104 064 |
| | <u>115 637</u> | <u>120 466</u> |
| Emprunt exigible (note 3c) et 5) | <u>149 447</u> | <u>297 000</u> |
| | 265 084 | 417 466 |
| Déficit du Fonds (note 3c) | <u>(112 841)</u> | <u>(274 238)</u> |
| | <u>152 243</u> | <u>143 228</u> |

Éventualités (note 8)

Voir les notes afférentes à l'état financiers

Autorise par :



Directeur général et surintendant des services financiers
Commission des services financiers de l'Ontario



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DU DÉFICIT DU FONDS Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | 2006 (k\$) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Recettes | | |
| Recettes provenant des cotisations | 45 571 | 54 068 |
| Produit tiré des investissements (note 4) | 4 254 | 5 580 |
| Recouvrements (note 6) | 8 125 | 6 652 |
| | <u>57 950</u> | <u>66 300</u> |
| Dépenses | | |
| Demandes de paiement | 31 995 | 96 090 |
| Frais d'administration des régimes de retraite (note 6) | 859 | 5 887 |
| Frais de gestion des investissements | 42 | 70 |
| Frais d'administration (note 7) | 370 | 407 |
| | <u>33 266</u> | <u>102 454</u> |
| Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses avant la prise en compte des éléments suivants : | 24 684 | (36 154) |
| Profits (pertes) non réalisés sur la valeur marchande des investissements | 160 | (646) |
| Amortissement de l'escompte applicable à l'emprunt | <u>(8 221)</u> | <u>–</u> |
| Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses pour l'exercice | 16 623 | (36 800) |
| Déficit du Fonds au début de l'exercice tel qu'indiqué initialement | (274 238) | (237 438) |
| Modification prospective de convention comptable pour l'emprunt exigible (note 3c) | <u>144 774</u> | <u>–</u> |
| Déficit du Fonds au début de l'exercice après retraitement | <u>(129 464)</u> | <u>(237 438)</u> |
| Déficit du Fonds à la fin de l'exercice | <u><u>(112 841)</u></u> | <u><u>(274 238)</u></u> |

Voir les notes afférentes à l'état financier.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE - ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007

| | 2007 (k\$) | 2006 (k\$) |
|---|-----------------|------------------|
| Rentrées (sorties) de fonds nets liées aux activités suivantes | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Excédent (insuffisance) des dépenses par rapport aux recettes | 16 623 | (36 800) |
| moins les éléments n'ayant pas d'influence sur la trésorerie | | |
| Pertes (profits) non réalisés sur les investissements | (160) | 646 |
| Amortissement de l'escompte applicable à l'emprunt | 8 221 | - |
| | <u>24 684</u> | <u>(36 154)</u> |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | | |
| Débiteurs | 9 826 | 4 442 |
| Créditeurs | 97 | (349) |
| Demandes de règlement payables | (4 926) | (100 560) |
| | <u>29 681</u> | <u>(132 621)</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Achats d'investissements | (1 624 425) | (1 166 405) |
| Produits des ventes d'investissements | 1 605 652 | 1 309 827 |
| | <u>(18 773)</u> | <u>143 422</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Remboursement du prêt | (11 000) | (11 000) |
| | <u>(11 000)</u> | <u>(11 000)</u> |
| Variation de la trésorerie | (92) | (199) |
| Trésorerie au début de l'exercice | 158 | 357 |
| Trésorerie à la fin de l'exercice | <u>66</u> | <u>158</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS Le 31 mars 2007

1. FONDEMENT LÉGISLATIF

Le Fonds de garantie des prestations de retraite (le Fonds) est maintenu en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite*, L.R.O. 1990, ch. P.8 (la Loi).

2. ACTIVITÉS DU FONDS

L'objectif du Fonds est de garantir le paiement de certaines prestations de retraite de certains régimes à prestations déterminées qui sont en liquidation, selon les conditions prescrites par la *Loi sur les régimes de retraite* et les règlements qui s'y rattachent. La réglementation stipule également le montant des cotisations qui doivent être versées au Fonds par les promoteurs des régimes.

La *Loi* stipule que si l'actif du Fonds est insuffisant pour couvrir le règlement des demandes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances de l'Ontario à octroyer des prêts selon les modalités qu'établira le lieutenant-gouverneur. La responsabilité totale du Fonds en ce qui concerne la garantie des prestations de retraite est limitée à l'actif du Fonds et à tout prêt consenti par la province.

En application de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) est responsable de l'administration du Fonds et de l'investissement de l'actif du Fonds. Le Fonds rembourse au CSFO le coût des services fournis.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction de la CSFO conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables employées pour la préparation de ces états financiers sont résumées ci-après.

(a) Investissements

Le Fonds investit entre autres dans des placements à court terme et dans des valeurs mobilières à revenu fixe émises ou garanties par les gouvernements fédéral et provinciaux et par des sociétés canadiennes. Les dépôts à court terme ont des échéances de moins de douze mois. Leur valeur inscrite correspond approximativement à leur valeur marchande. Les placements en obligations d'État et en obligations de sociétés sont enregistrés selon leur valeur à la cote. Ensemble, ils sont par nature considérés à court terme et peuvent être liquidés à tout moment pour financer le règlement de demandes à partir du Fonds. Les investissements ont été classés comme étant détenus à des fins de négociation. Les profits ou pertes réalisés et non réalisés sont constatés à titre de produit tiré des investissements à mesure qu'ils se produisent.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS Le 31 mars 2007

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (*suite*)

(b) Demandes de règlement payables

Les demandes de règlement payables sont les éléments de passif - dont le montant peut raisonnablement être estimé - des régimes de retraite à prestations déterminées prescrits par la *Loi* qui sont en voie de liquidation ou dont l'ordre de liquidation a été émis selon les conditions énoncées dans la *Loi*. Ces demandes payables sont établies conformément aux normes actuarielles reconnues au Canada par une évaluation actuarielle réalisée à l'aide des meilleures estimations de la direction de la CSFO et elles représentent la valeur actuelle des sommes payables à l'avenir pour régler les demandes de prestations et les dépenses des régimes de retraite admissibles qui en sont à des étapes diverses du processus de liquidation.

Les ajustements apportés au passif, le cas échéant, pour compenser les écarts entre les montants constatés selon des estimations et les demandes réelles sont imputés ou crédités à la provision pour demandes de règlement dans l'exercice où les montants réels sont établis.

(c) Emprunt exigible – Modification de convention comptable

À compter du 1^{er} avril 2006, le Fonds a adopté la nouvelle norme de l'ICCA relative aux instruments financiers. Cette norme exige que les emprunts exigibles soient indiqués à leur juste valeur. Étant donné que l'emprunt contracté auprès du gouvernement provincial (voir la note 5) donne un avantage au Fonds du fait qu'il ne porte pas d'intérêt, la juste valeur est établie en actualisant la valeur des flux de trésorerie à venir en fonction du coût d'emprunt de la province (5,04 %). L'avantage (c'est-à-dire la différence entre la valeur nominale de l'emprunt et la valeur actualisée nette) est comptabilisé comme une subvention pour l'exercice où l'emprunt a été perçu, et il est amorti sous le poste de l'escompte applicable à l'emprunt pendant la durée de l'emprunt.

Comme l'exige la norme, cette modification comptable a été appliquée de façon prospective à compter du 1^{er} avril 2006; les montants comparatifs n'ont donc pas fait l'objet d'un retraitement. En conséquence, au 1^{er} avril 2006, la valeur comptable de l'emprunt exigible a été réduite de 144 774 milliers de dollars de manière à constater le montant de l'escompte non amortie, et le solde d'ouverture du déficit du Fonds a été réduit du même montant. En ce qui concerne les résultats d'exploitation de 2007, la modification comptable s'est traduite par une hausse des dépenses de 8 221 milliers de dollars représentant l'amortissement de l'escompte applicable à l'emprunt. Au 31 mars 2007, l'effet net de la modification comptable est une réduction de l'emprunt exigible et du déficit du Fonds de 136 553 milliers de dollars.

(d) Recettes provenant des cotisations

Une estimation des recettes provenant des cotisations dues par les régimes de retraite à prestations déterminées aux taux prescrits par la *Loi* est enregistrée jusqu'à la réception du certificat de cotisation annuel neuf mois après la fin de l'exercice du régime.



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Le 31 mars 2007

Les ajustements apportés aux recettes provenant des cotisations, le cas échéant, pour compenser les écarts entre les montants constatés selon des estimations et les montants réels des recettes dues sont imputés ou crédités aux recettes dans l'exercice où les montants réels sont constatés.

(e) Recours à l'estimation

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige de la direction de la CSFO qu'elle fasse des estimations et émette des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif déclarés et sur l'information divulguée concernant le passif éventuel à la date des états financiers ainsi que sur le montant déclaré des recettes et des dépenses pour la période visée. Les estimations et les hypothèses peuvent changer au fil du temps selon les faits nouveaux survenus ou les nouveaux renseignements obtenus. Les montants réels peuvent être différents de ces estimations

(f) Instruments financiers

La direction de la CSFO est d'avis que le Fonds n'est pas exposé à des risques importants liés aux taux d'intérêt, aux taux de change ou au crédit qui découleraient de ses instruments financiers, et la valeur comptable des instruments financiers du Fonds correspond approximativement à leur juste valeur, sauf indication contraire. L'effet des variations des taux d'intérêt sur les investissements du Fonds est décrit à la note 4.

4. INVESTISSEMENTS

En qualité d'administrateur des placements du Fonds, la CSFO a formé un comité de gestion du FGPR, a élaboré un énoncé des politiques et des lignes directrices concernant les placements et a nommé l'Office ontarien de financement gestionnaire des placements. L'énoncé, qui est revu deux fois par an, définit les objectifs opérationnels, les principes de placement et les politiques et directives pour la gestion des investissements.

Les investissements consistent en les éléments suivants :

| | 2007 (k\$) | | 2006 (k\$) | |
|-----------------------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Valeur marchande | Coût | Valeur marchande | Coût |
| Dépôts à court terme | 89 824 | 89 824 | 19 484 | 19 484 |
| Obligations d'État et de sociétés | 8 202 | 8 200 | 59 609 | 59 767 |
| | <u>98 026</u> | <u>98 024</u> | <u>79 093</u> | <u>79 251</u> |

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Le 31 mars 2007

4. INVESTISSEMENTS *(suite)*

Risque et produits liés aux investissements :

Les dépôts à court terme ont un rendement variant de 4,2 à 4,6 % (en 2006, le rendement moyen était de 3,9 %), alors que les placements en obligations d'État et en obligations de sociétés ont un rendement variant de 4,4 à 4,5 % (de 3,3 à 5,8 % en 2006). Au 31 mars 2007, un changement de 1 % des taux d'intérêt pourrait faire varier la valeur marchande d'environ 200 milliers de dollars.

Le produit tiré des investissements est constitué des intérêts des titres portant intérêt et des profits et pertes réalisés à l'occasion de la vente des valeurs mobilières. Les profits réalisés par cette vente s'élevaient à 304 milliers de dollars (en 2006, il s'agissait d'une perte réalisée de 4 milliers de dollars). Les profits ou les pertes non réalisés sur la valeur marchande des placements sont inscrits séparément dans l'état des résultats d'exploitation et du déficit du Fonds.

Le profil d'échéances des investissements est le suivant :

| Échéance des investissements | 2007 | 2006 |
|------------------------------|---------------|---------------|
| | (k\$) | (k\$) |
| Moins d'un an | 98 026 | 40 662 |
| De un à trois ans | | 19 874 |
| De trois à cinq ans | | 13 298 |
| Plus de cinq ans | | 5 259 |
| | <u>98 026</u> | <u>79 093</u> |

5. EMPRUNT EXIGIBLE

Le 31 mars 2004, la province a accordé un prêt de 330 millions de dollars au Fonds, auquel elle est apparentée. Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en 30 annuités de 11 millions de dollars chacune. La convention de prêt permet au ministre des Finances d'avancer toute date de paiement de l'annuité selon la situation du Fonds en matière d'encaisse. Les remboursements prévus au cours des cinq prochaines années représentent un total de 55 millions de dollars. Comme l'explique la note 3c), la valeur nominale de ce prêt ne portant pas intérêt a été actualisée de manière à refléter la juste valeur du prêt en cours au 31 mars 2007 :



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE - NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Le 31 mars 2007

5. EMPRUNT EXIGIBLE (*suite*)

| | (k\$) |
|-----------------------|------------------|
| Valeur nominale | 297 000 |
| moins : Escompte | <u>(136 553)</u> |
| Valeur nominale | <u>160 447</u> |
| Répartie comme suit : | |
| Annuité | 11 000 |
| Partie à long terme | <u>149 447</u> |
| Solde | <u>160 447</u> |

L'escompte sera amorti sous le poste de l'escompte applicable à l'emprunt pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt réel. Voici l'amortissement pour l'année en cours et celui estimé pour les quatre exercices suivants :

| | (k\$) |
|------|-------|
| 2007 | 8 221 |
| 2008 | 8 081 |
| 2009 | 7 934 |
| 2010 | 7 780 |
| 2011 | 7 618 |

6. FRAIS DE GESTION DES RÉGIMES DE RETRAITE ET RECOUVREMENTS

Le Fonds retient régulièrement les services d'experts chargés de représenter ses intérêts relativement à des demandes de règlement présentées par des sociétés auprès du Fonds. Au cours de l'exercice 2007, 859 milliers de dollars (en 2006, 5 887 milliers de dollars) ont été versés à ces experts pour des négociations concernant trois entreprises

Après le règlement des demandes de versement et la présentation d'un rapport final de liquidation, les fonds restants, le cas échéant, sont recouverts par le Fonds. Au cours de l'exercice 2007, le Fonds a ainsi recouvré 8 125 milliers de dollars (en 2006, 6 652 milliers de dollars).

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

FONDS DE GARANTIE DES PRESTATIONS DE RETRAITE – NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Le 31 mars 2007

7. FRAIS D'ADMINISTRATION ET OPÉRATIONS AVEC APPARENTÉS

Au cours de l'exercice 2007, des frais d'administration de 370 milliers de dollars (en 2006, 407 milliers de dollars) ont été engagés et versés à la CSFO pour les salaires et avantages sociaux des gestionnaires ainsi que pour les services de comptabilité, de vérification et de technologie de l'information, les services juridiques, ceux relatifs aux régimes de retraite, etc. Le Fonds et la CSFO sont des entités apparentées.

Les coûts du traitement des recettes tirées des cotisations par le ministère des Finances sont pris en charge par la CSFO, sans frais imputés au Fonds.

8. ÉVENTUALITÉS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Dans le cours normal des activités du Fonds, plusieurs sociétés fonctionnant sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* ont des régimes de retraite qui pourraient présenter des demandes de versement à partir du Fonds. L'issue et le montant de telles demandes de règlement ne peuvent être établis pour le moment.

Par ailleurs, le 13 juin 2007, le Fonds a été informé qu'un recouvrement de 28,6 millions de dollars allait lui être versé en compensation d'une affectation versée précédemment à partir du Fonds.



FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

ÉTATS FINANCIÈRS

LE 31 MARS 2007

Deloitte.

Deloitte & Touche s.r.l.
BCE Place
181 Bay Street
Suite 1400
Toronto ON M5J 2V1
Canada

Tél. : 416 601-6150
Télec. : 416 601-6151
www.deloitte.ca

Rapport des vérificateurs

Au comité de vérification de la Commission des services financiers de l'Ontario
et au vérificateur général de l'Ontario

À la suite de notre nomination en tant que vérificateurs du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « Fonds »), dont la vérification est effectuée sous la direction du vérificateur général de l'Ontario, nous avons vérifié le bilan du Fonds au 31 mars 2007 et les états des résultats et du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Toronto (Ontario)
Le 15 juin 2007

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

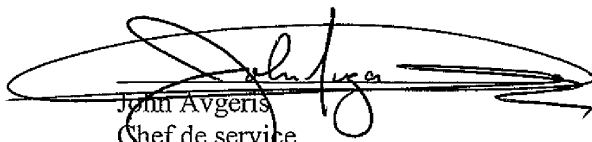
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers et de tous les autres renseignements présentés dans les états financiers incombe à la direction. La direction a préparé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et, le cas échéant, a inclus les montants fondés sur les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction.

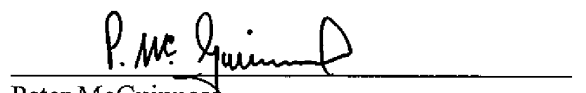
La direction est en accord avec le travail des spécialistes à l'égard de l'évaluation des réclamations impayées et a examiné de manière appropriée les compétences des spécialistes quant à l'établissement des montants et des renseignements divulgués dans les notes complémentaires. La direction n'a donné aucune instruction aux spécialistes eu égard à des valeurs ou à des montants établis afin de biaiser leur travail ni n'a agi de façon qu'une telle instruction soit donnée, et aucun fait qui pourrait avoir une incidence sur l'indépendance ou l'objectivité des spécialistes n'a été porté à notre attention.

Le fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles adhère aux plus hautes normes d'intégrité dans la prestation de ses services. La direction a mis en place et maintient des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques visant à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les actifs sont protégés. Des vérifications internes sont effectuées afin d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion, et des rapports sont déposés auprès du Directeur général et surintendant des services financiers de la Commission des services financiers de l'Ontario (la « CSFO »), ainsi qu'auprès du comité de vérification de la CSFO.

Deloitte & Touche, comptables agréés qui remplissent leur mandat sous la direction du vérificateur provincial, ont examiné les états financiers. La responsabilité des vérificateurs consiste à exprimer une opinion à l'égard de la fidélité de la présentation, et ce conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport des vérificateurs précise la portée de leur examen et de leur rapport.



John Avgeris
Chef de service
Fonds d'indemnisation des victimes
d'accidents de véhicules automobiles



Peter McGuinness
Directeur de la comptabilité et de l'administration
Fonds d'indemnisation des victimes
d'accidents de véhicules automobiles

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

(Créé en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)

BILAN

Retraité (note 4)

| | Au 31 mars 2007 \$ | Au 31 mars 2006 \$ |
|---|--------------------------|--------------------------|
| ACTIF | | |
| Fonds déposés | 28 536 531 | 24 114 515 |
| Débiteurs - Droits | 2 211 763 | 2 653 211 |
| Sommes à recevoir - débiteurs | 42 211 934 | 44 761 307 |
| Moins : provision pour créances douteuses | 26 516 964 | 30 395 591 |
| | <u>15 694 970</u> | <u>14 365 716</u> |
| Améliorations locatives | 500 000 | 500 000 |
| Moins : amortissement cumulé | 100 000 | - |
| | <u>400 000</u> | <u>500 000</u> |
| Matériel informatique | 45 445 | 68 713 |
| Moins : amortissement cumulé | 40 294 | 55 282 |
| | <u>5 151</u> | <u>13 431</u> |
| Mobilier et agencements | 16 416 | - |
| Réclamations impayées recouvrables (note 4) | 6 867 698 | 7 243 822 |
| Total de l'actif | <u><u>53 732 529</u></u> | <u><u>48 890 695</u></u> |
| PASSIF ET DÉFICIT DU FONDS | | |
| Créditeurs et charges à payer | 1 870 762 | 2 187 321 |
| Obligation au titre des avantages sociaux futurs (note 4) | 429 720 | 394 667 |
| Produits reportés | 54 963 437 | 44 625 559 |
| Réclamations impayées et frais de règlement (note 5) | 174 545 555 | 141 177 118 |
| | <u>231 809 474</u> | <u>188 384 665</u> |
| Déficit du Fonds | <u>(178 076 945)</u> | <u>(139 493 970)</u> |
| | <u>(178 076 945)</u> | <u>(139 493 970)</u> |
| Total du passif et du déficit du Fonds | <u><u>53 732 529</u></u> | <u><u>48 890 695</u></u> |

Approuvé :



Bob Christie
Directeur général et surintendant des services financiers
Commission des services financiers de l'Ontario



FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

(Créé en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT DU FONDS

| | Exercice terminé le 31 mars 2007 | Retraité (note 4) Exercice terminé le 31 mars 2006 |
|--|---|---|
| | \$ | \$ |
| PRODUITS | | |
| Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire | 26 513 868 | 26 175 001 |
| Variation des produits reportés | <u>(10 337 879)</u> | <u>(13 606 960)</u> |
| Droits gagnés | 16 175 989 | 12 568 041 |
| Recouvrements sur exercices antérieurs | 605 816 | 865 404 |
| Autres produits | 552 | 15 764 |
| Total des produits | <u>16 782 357</u> | <u>13 449 209</u> |
| CHARGES | | |
| Variation des réclamations impayées et des frais de règlement nets | 33 744 561 | 14 314 849 |
| Paiements de réclamation pour indemnités d'accidents | 13 348 394 | 5 064 648 |
| Frais d'administration | | |
| Salaires | 1 394 221 | 1 300 667 |
| Avantages sociaux | 216 694 | 210 661 |
| Transport et communication | 27 538 | 33 828 |
| Services : | | |
| Règlements (honoraires des avocats, etc.) | 2 048 979 | 2 005 176 |
| Frais de réclamation pour indemnités d'accidents | 1 568 127 | 1 208 662 |
| Autres | 1 093 262 | 944 699 |
| Créances douteuses | 1 790 004 | 3 595 979 |
| Fournitures et équipement | 20 121 | 19 153 |
| Amortissement du matériel informatique | 113 431 | 22 904 |
| Total des charges | <u>55 365 332</u> | <u>28 721 226</u> |
| Excédent des charges sur les produits | (38 582 975) | (15 272 017) |
| Déficit du Fonds au début | <u>(139 493 970)</u> | <u>(124 221 953)</u> |
| Déficit du Fonds à la fin | <u><u>(178 076 945)</u></u> | <u><u>(139 493 970)</u></u> |

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

(Créé en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)

ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

| | Exercice terminé le 31 mars 2007 \$ | Retraité (note 4) Exercice terminé le 31 mars 2006 \$ |
|---|--|--|
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Rentrées | | |
| Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire | 26 955 315 | 25 792 503 |
| Remboursements par débiteurs | 1 496 470 | 1 647 223 |
| Recouvrements sur exercices antérieurs | 605 816 | 3 085 381 |
| Autres produits | 552 | 15 764 |
| Sorties | | |
| Paiements législatifs | (18 325 135) | (8 532 439) |
| Paiements aux employés | (1 568 537) | (1 460 828) |
| Frais d'administration | (4 720 898) | (4 100 610) |
| Sorties nettes liées aux activités d'exploitation | 4 443 583 | 16 446 994 |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Sorties | | |
| Acquisition d'équipement | (5 151) | - |
| Acquisition de mobilier | (16 416) | - |
| Acquisition d'améliorations locatives | - | (500 000) |
| Sorties nettes liées aux activités d'investissement | (21 567) | (500 000) |
| Augmentation nette des fonds déposés auprès du ministre des Finances | 4 422 016 | 15 946 994 |
| Solde des fonds déposés auprès du ministre des Finances au début | 24 114 515 | 8 167 521 |
| Solde des fonds déposés auprès du ministre des Finances à la fin | 28 536 531 | 24 114 515 |



FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

NOTES COMPLÉMENTAIRES — 31 MARS 2007

1. Autorité

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « Fonds ») est administré selon la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* (la « Loi »), L.R.O. 1990, chapitre M.41, telle qu'elle est amendée

2. Activités du Fonds

À l'origine, le Fonds a été créé pour indemniser les victimes d'accidents de véhicules automobiles provoqués par des conducteurs sans assurance ou ayant fui les lieux de l'accident en Ontario. Les conducteurs non assurés devaient acquitter des droits annuels au Fonds. Toutefois, depuis le 1er mars 1980, avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-automobile obligatoire, tous les conducteurs ont l'obligation de souscrire une assurance de responsabilité civile obligatoire, y compris une garantie non-assurance des tiers. Depuis cette date, le Fonds ne traite que les réclamations faites par des réclamants admissibles qui n'ont pas accès à une assurance-automobile ni à une assurance-responsabilité. En 1990, une loi a été promulguée afin d'élargir la protection pour y inclure une nouvelle disposition à l'égard du versement des indemnités d'accident légales par le Fonds conformément à l'Annexe sur les indemnités d'accident légales (l'« AIAL »). En 2002, une loi a été promulguée afin d'élargir le rôle du Fonds à l'égard de la gestion et du versement des indemnités d'accident légales aux assureurs insolubles de l'Ontario.

Le Fonds verse maintenant les indemnités selon quatre régimes d'indemnisation d'assurance automobile différents :

1. Système de réparation des torts – avant le 22 juin 1990
2. Régime de protection des automobilistes de l'Ontario – entre le 22 juin 1990 et le 31 décembre 1993
3. Projet de loi 164 – entre le 1er janvier 1994 et le 31 octobre 1996

4. Projet de loi 59 – depuis le 1er novembre 1996

La couverture offerte par le Fonds est semblable à la couverture minimale requise en vertu de l'Ontario Standard Automobile Policy (l'« OAP1 ») approuvée par l'organisme de réglementation provincial. Contrairement aux compagnies d'assurances, le Fonds ne couvre pas les règlements relatifs aux accidents s'étant produits à l'extérieur de l'Ontario, sauf dans le cas du versement d'indemnités d'accident où l'assureur ontarien est insolvable. Dans les cas où la compagnie d'assurances est insolvable et où le Fonds paie des réclamations d'indemnités d'accident, le Fonds a le pouvoir d'imposer une cotisation au secteur afin de recouvrer les paiements relatifs aux réclamations et les frais de règlement et détient aussi un droit de réclamation sur les actifs de l'assureur insolvable.

La limite maximale actuelle d'une réclamation pour responsabilité civile que le Fonds peut verser est établie à 200 000 \$, y compris les intérêts avant jugement, plus les dépens accordés. En vertu du Code de la route de l'Ontario, un conducteur est responsable d'un accident alors que le propriétaire du véhicule est responsable du fait d'autrui. Tant le propriétaire que le conducteur se verront retirer leur privilège de conduire et, dans le cas où un jugement a été prononcé, un bref de saisie et de vente de biens immeubles sera déposé auprès du shérif de la juridiction de résidence du défendeur.

Si le conducteur du véhicule ne peut être identifié, seules les réclamations liées à des blessures corporelles peuvent être réglées par le Fonds. Dans le cadre de ces procédures civiles, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (la « CSFO ») est le défendeur désigné. Dans certaines circonstances, la loi prévoit que lorsque l'identité d'un conducteur est confirmée à une date ultérieure, sur la présentation d'une requête devant la Cour, on peut procéder à une substitution du conducteur dans le jugement.

À la suite de la conclusion d'un litige en vertu des chapitres 7, 12 ou 15 de la Loi, ou par suite de

règlements en vertu du chapitre 4 de la Loi, le(s) demandeur(s) ou réclamant(s) présentent une demande de paiement auprès du ministre des Finances à même le Fonds. À ce moment, un compte débiteur est créé pour la totalité du montant de ces paiements, qui peuvent être recouverts auprès du conducteur ou du propriétaire non assuré.

Le Fonds exerce ses activités sur le plan administratif sous la direction de la CSFO et rembourse à la CSFO les coûts des services que la Commission fournit au Fonds.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel a un droit de regard sur la situation du Fonds et sur le montant versé par le Fonds au cours d'une période donnée, peut décréter qu'un montant qu'il juge nécessaire ou utile sera prélevé à même le Trésor de la province et versé au Fonds à titre de subvention.

3. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ces principes exigent de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants déclarés au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants déclarés au titre des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction alors que des renseignements additionnels seront disponibles dans l'avenir. Les justes valeurs ne peuvent être établies au titre des sommes à recevoir – débiteurs (montant net) et des réclamations impayées et frais de règlement (montant net). La juste valeur de la totalité des autres instruments financiers est égale à la valeur comptable.

Le sommaire des principales conventions comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers s'établit comme suit.

a) Améliorations locatives

Les améliorations locatives sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. Le Fonds utilise la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de location. Améliorations locatives 5 ans

b) Matériel informatique

Le matériel informatique est comptabilisé au coût, moins l'amortissement cumulé. Le Fonds utilise la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Matériel informatique 3 ans

c) Mobilier et agencements

Le mobilier et les agencements sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé. Le Fonds utilise la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Mobilier et agencements 5 ans

d) Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire et produits reportés

Le montant des droits que touche le Fonds au moment de l'émission ou du renouvellement de chaque permis de conduire d'une durée de cinq ans est passé de 5,00 \$ à 15,00 \$ en septembre 2004. Les produits sont constatés au prorata de la durée du permis, soit cinq ans, et la tranche non constatée est reflétée dans les produits reportés.

e) Débiteurs – Droits

En vertu de la Loi, le Fonds reçoit du ministère des Transports et de Serco DES un paiement de transfert interne mensuel qui représente les droits de permis de conduire prescrits par le Règlement 800 de l'Ontario. De ce fait, les droits relatifs aux permis de conduire non transférés sont présentés à titre de débiteurs.

f) Sommes à recevoir – débiteurs

Le Fonds maintient un portefeuille de débiteurs, cumulé au cours des exercices par suite de jugements et de créances cédées au ministère des Finances. Le Fonds versera des dommages-intérêts aux victimes blessées et non responsables, qui ne peuvent avoir recours à une assurance de responsabilité civile, au nom des conducteurs non assurés défendeurs. Conformément à la Loi, ces montants sont recouvrables auprès des conducteurs non assurés. Le total des remboursements reçus des débiteurs est reflété dans l'état des flux de trésorerie.



La provision pour créances douteuses est établie au moyen d'un processus qui tient compte de l'âge du défendeur ou du débiteur, du versement mensuel actuel requis du défendeur ou du débiteur en vertu des règlements, du montant versé par le Fonds et des activités du compte depuis la date du jugement.

Le processus de radiation est tributaire de critères établis calqués sur ceux définis par le ministère des Finances. Ces critères sont utilisés afin de choisir, au début du mois d'avril, un bloc de comptes qui fait l'objet d'une analyse par le personnel du recouvrement.

Le service de vérification interne du ministère des Finances vérifie le travail du personnel de recouvrement et fournit un rapport de certification afin d'attester que les critères établis pour la radiation ont été respectés. L'opération de radiation est autorisée par un décret en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Pendant l'exercice en cours, des radiations de 6,2 M\$ (5,2 M\$ en 2006) ont été traitées. De plus, pendant l'exercice en cours, un montant de 0,6 M\$ à titre de débiteurs a été réinscrit à titre de créances douteuses.

g) Recouvrements sur exercices antérieurs

Les recouvrements sur exercices antérieurs proviennent de trois sources principales : des recouvrements d'assurance, des intérêts réversifs (note 7) et des recouvrements de frais judiciaires. Le Fonds est tenu, en vertu de l'AIAL, d'assurer le versement d'indemnités d'accident dans des délais précis. Ces délais ne permettent pas la tenue d'une enquête exhaustive sur la couverture d'assurance disponible et, dans certains cas, des renseignements ne sont pas divulgués par la police en raison d'enquêtes criminelles. Par conséquent, lorsque de nouveaux renseignements sont disponibles, le Fonds peut être tenu de poursuivre des assureurs privés aux fins de recouvrement.

De temps à autre, le Fonds peut aussi être partie à la défense de conducteurs non assurés ou du surintendant de la CSFO dans le cadre de procédures réputées abusives pour lesquelles le Fonds se voit attribuer des dépens par les tribunaux.

h) Réclamations impayées

Les réclamations impayées représentent les montants estimatifs requis pour régler la totalité des réclamations impayées, y compris un montant pour les réclamations non déclarées et les frais de règlement, et correspondent au montant brut des recouvrements et subrogation estimatifs. Les provisions pour sinistres sont établies en fonction des pratiques actuarielles reconnues au Canada appliquées aux régimes publics d'indemnisation pour blessures corporelles. Elles ne reflètent pas la valeur temps de l'argent ni ne comprennent une provision pour écarts défavorables puisque le Fonds ne déclare aucun revenu de placement. La provision pour réclamations impayées et frais de règlement est établie en fonction d'estimations qui sont de par leur nature assujetties à l'incertitude, et les variations pourraient être importantes à court terme. Les estimations sont choisies parmi un éventail de possibilités et sont ajustées à la hausse ou à la baisse, au fur et à mesure que des renseignements additionnels sont mis à jour au cours du règlement du sinistre. Les estimations sont principalement fondées sur l'expérience historique, mais des variations peuvent survenir en raison de modifications dans les interprétations judiciaires de contrats ou de modifications importantes au chapitre de l'ampleur et de la fréquence des réclamations par rapport aux tendances historiques. Toutes les modifications d'estimations sont comptabilisées dans la période considérée.

Le Fonds a l'obligation de verser certains montants fixes à des réclamants sur une base récurrente et a fait l'acquisition de rentes auprès d'assureurs-vie afin de respecter cette obligation.

Il y a règlement lorsqu'une directive irrévocable émanant du Fonds est donnée à l'assureur-vie l'enjoignant d'effectuer tous les paiements directement au réclamant. Il n'existe aucun droit en vertu du contrat non convertible, incessible et non négociable, prévoyant des prestations actuelles ou futures à l'endroit du Fonds. Le Fonds demeure tenu d'effectuer des paiements seulement dans l'éventualité où la compagnie d'assurance-vie fait défaut de

paiement et uniquement dans la mesure où Assuris, le Fonds d'indemnisation d'insolvabilité de l'industrie, n'effectuera pas les paiements exigibles. Le risque net pour le Fonds est constitué du risque de crédit lié aux compagnies d'assurance-vie. Le risque de crédit est réputé être nul au 31 mars 2007. Il y a une possibilité de gains éventuels parce que le Fonds a acquis une assurance sur certaines des durées de vie estimatives. Ces montants sont décrits à la note 7, intitulée « Gains éventuels ».

L'incidence de ce changement est comme suit

| | <u>2006</u> | | <u>2006</u> |
|---|---------------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| | <i>Déjà présenté</i> | <i>Augmentation (diminution)</i> | <i>Retraité</i> |
| | <i>(en milliers de dollars)</i> | | |
| Obligation au titre des avantages sociaux futurs | | | |
| | - | 395 | 395 |
| Charge au titre des avantages sociaux | | | |
| | 166 | 45 | 211 |

i) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction du Fonds formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté des actifs et des passifs et sur la présentation des passifs éventuels en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pour l'exercice. Les estimations et les hypothèses peuvent varier de temps à autre à mesure que de nouveaux renseignements sont obtenus ou que des événements ultérieurs se produisent. Les résultats réels pourraient varier de ces estimations.

b) Avantages sociaux

Les employés du Fonds ont le droit de recevoir des prestations qui ont été négociées centralement pour les employés de la fonction publique de l'Ontario. Le passif futur lié aux prestations gagnées par les employés du Fonds est constaté dans les états financiers consolidés de la province. Ces prestations sont comptabilisées par le Fonds comme suit :

Obligation au titre des avantages sociaux

Les coûts des indemnités de départ et des crédits de vacances non utilisés prévus par la loi revenant aux employés sont constatés au moment où ils sont gagnés par les employés admissibles. Les indemnités de départ ont été estimées autrement qu'actuariellement en fonction d'une semaine de paie pour chaque année de service pour les employés comptant un minimum de 5 années de service. Ces coûts totalisent 108 k\$ pour l'exercice (108 k\$ en 2006) et sont inclus au titre des salaires et avantages sociaux dans les charges d'exploitation.

Autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi

Le coût des autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi est établi et financé en permanence par le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario et n'est par conséquent pas inclus dans les présents états financiers.

4. Modification de convention comptable

a) Obligation au titre des avantages sociaux futurs

Au cours des exercices précédents, le Fonds n'a pas inscrit le passif lié aux indemnités de départ prévues par la loi et aux composantes d'absences rémunérées des coûts liés aux avantages sociaux futurs puisque ce passif a été établi et constaté par la province dans ses états financiers. Bien que la province continue de comptabiliser ces coûts annuellement et de les financer, le vérificateur général a demandé que le Fonds constate également le passif lié à ces coûts dans les présents états financiers, ce que la direction a accepté. Ce changement de convention comptable a été mis en œuvre au cours de l'exercice considéré et a été appliqué rétroactivement.



5. Réclamations impayées et frais de règlement

a) Les réclamations impayées et frais de règlement du Fonds sont composés des éléments suivants :

| | 31 mars 2007 | | 31 mars 2006 | |
|--------------------------------------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------------|
| | Brut (en milliers) | Recouvrable (en milliers) | Brut (en milliers) | Recouvrable (en milliers) |
| VERSEMENT D'INDEMNITÉS D'ACCIDENT | | | | |
| Indemnités d'accident légal | 98 093 \$ | - \$ | 72 368 \$ | - \$ |
| RESPONSABILITÉ CIVILE | | | | |
| Dommages à la propriété | 1 115 | 60 | 1 027 | 71 |
| Blessures corporelles | 75 338 | 6 808 | 67 782 | 7 173 |
| Total responsabilité civile | 76 453 | 6 868 | 68 809 | 7 244 |
| Totaux | 174 546 \$ | 6 868 \$ | 141 177 \$ | 7 244 \$ |

b) La variation de la provision brute pour réclamations impayées et frais de règlement s'établit comme suit :

| | 31 mars 2007 (en milliers) | 31 mars 2006 (en milliers) |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Réclamations impayées et frais de règlement au début | 141 177 \$ | 128 490 \$ |
| Augmentation (diminution) de la provision pour pertes subies dans les exercices antérieurs | 23 887 | (1 374) |
| Montants versés au cours de l'exercice pour des réclamations d'exercices antérieurs : | | |
| Paiements législatifs | (17 388) | (8 377) |
| Frais de sinistres | (6 130) | (5 598) |
| Montants versés au cours de l'exercice pour des réclamations d'exercices en cours : | | |
| Paiements législatifs | (576) | (815) |
| Frais de sinistres | (203) | (545) |
| Provision pour pertes subies pendant l'exercice en cours | 33 779 | 29 396 |
| Réclamations impayées et frais de règlement à la fin | 174 546 \$ | 141 177 \$ |

6. Rôle de l'actuaire et du vérificateur

La CSFO utilise les services de l'actuaire du Fonds. La responsabilité de l'actuaire consiste à effectuer une évaluation annuelle du passif du Fonds, qui comprend la provision pour réclamations impayées et frais de règlement, conformément à la pratique actuarielle reconnue. Au cours de cette évaluation, l'actuaire pose des hypothèses relatives aux taux futurs de fréquence et de l'ampleur des réclamations, à l'inflation, aux recouvrements et aux frais en tenant compte de la situation du Fonds. L'actuaire, dans le cadre de sa vérification des données sous-jacentes utilisées pour son évaluation, se fonde en outre sur le travail du vérificateur externe. Le rapport de l'actuaire précise la portée de son travail et présente son opinion.

Les vérificateurs externes exercent leurs activités sous la direction du vérificateur général de l'Ontario en vertu des modalités convenues. La responsabilité des vérifications externes consiste à effectuer une vérification indépendante et objective des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et ils présentent leur rapport au comité de vérification de la CSFO. Dans le cadre de l'exécution de leur vérification, les vérificateurs prennent aussi en compte le travail de l'actuaire et son rapport à l'égard des réclamations et frais de règlement. Le rapport des vérificateurs précise la portée de leur vérification et présente leur opinion.

7. Gains éventuels

Certains des versements provenant du Fonds revêtent la forme de règlements échelonnés à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents. La période de garantie relative à ces règlements varie de 10 à 30 ans. Pendant cette période, et en cas de décès du requérant, les intérêts réversifs reviendront à Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, représentée par le ministre des Finances.

À titre de renseignement, même si la probabilité que le requérant décède pendant la période de garantie est faible, le Fonds a néanmoins calculé le montant approximatif des intérêts réversifs que représente l'assurance-vie du requérant au 31 mars 2007.

Au 31 mars 2007, les sommes versées par le Fonds à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents de véhicules automobiles sous forme de règlements échelonnés se chiffraient à environ 12,4 M\$ (9,0 M\$ en 2006), et les intérêts réversifs applicables atteignaient environ 8,7 M\$ (4,9 M\$ en 2006).



COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

RAPPORT SUR LES ASSURANCES 2006 DU SURINTENDANT



Ontario



RAPPORT SUR LES ASSURANCES 2006 DU SURINTENDANT

Les renseignements suivants sont tirés des relevés annuels déposés par les compagnies d'assurances et, dans le cas des assureurs inscrits au niveau fédéral, du Bureau du surintendant des institutions financières. Bien que tous les efforts possibles aient été déployés pour assurer l'exactitude du présent rapport, les renseignements qui y figurent ne devraient pas être utilisés comme source unique dans la prise de décision. D'autres sources devraient être consultées. Si ces renseignements subissent des modifications importantes, celles-ci seront signalées au ministre des Finances et publiées dans la Gazette de l'Ontario. Les renseignements sont classés par genre d'assureur; dans chaque groupe, les assureurs sont énumérés par ordre alphabétique.

| | |
|--|-----|
| Résumé de l'information financière | 87 |
| Compagnies d'assurance IARD | 90 |
| Compagnies d'assurance-vie | 106 |
| Compagnies de réassurance | 114 |
| Bourses d'assurance réciproque ou d'interassurance | 118 |
| Sociétés fraternelles | 120 |
| Notes relatives au sommaire financier | 122 |

L'Honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances
7, Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter conformément à l'article 36 de la Loi sur les assurances le 128^e rapport annuel, pour l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2006. Avant la création de la Commission des services financiers de l'Ontario, ce rapport était publié par le surintendant des assurances.

En plus des renseignements que renferme le présent rapport, une liste de tous les assureurs détenant un permis est publiée dans la Gazette de l'Ontario en juillet de chaque année. Cette liste contient les noms des assureurs, leur adresse et numéro de téléphone, le nom de leurs agents principaux et les catégories pour lesquelles des permis leur ont été octroyés. Des renseignements sur les assureurs nouvellement autorisés et les changements apportés aux permis déjà délivrés sont également publiés en cours d'année dans les bulletins de la Commission des services financiers de l'Ontario.

Tout courtier ou membre du public peut vérifier si un assureur en particulier est titulaire d'un permis en appelant notre bureau au (416) 250-7250. Cette information est aussi disponible sur le site Web de la Commission (www.fsco.gov.on.ca).

Des communiqués de presse contenant d'autres renseignements d'intérêt public sont diffusés pendant l'année. Ils permettent d'atteindre un grand nombre de résidents de l'Ontario. De l'information est également fournie aux associations sectorielles pour qu'elles puissent l'inclure à leurs publications destinées à un auditoire plus spécialisé.

Des bulletins de la Commission des services financiers de l'Ontario sont diffusés suivant les besoins pour informer les assureurs et les autres personnes intéressées par le secteur de l'assurance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le directeur général et surintendant des services financiers,



Bob Christie



RÉSUMÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

SOMMAIRE DES COMPAGNIES DÉTENANT UN PERMIS, SELON LA CATÉGORIE D'ACTIVITÉ

au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005

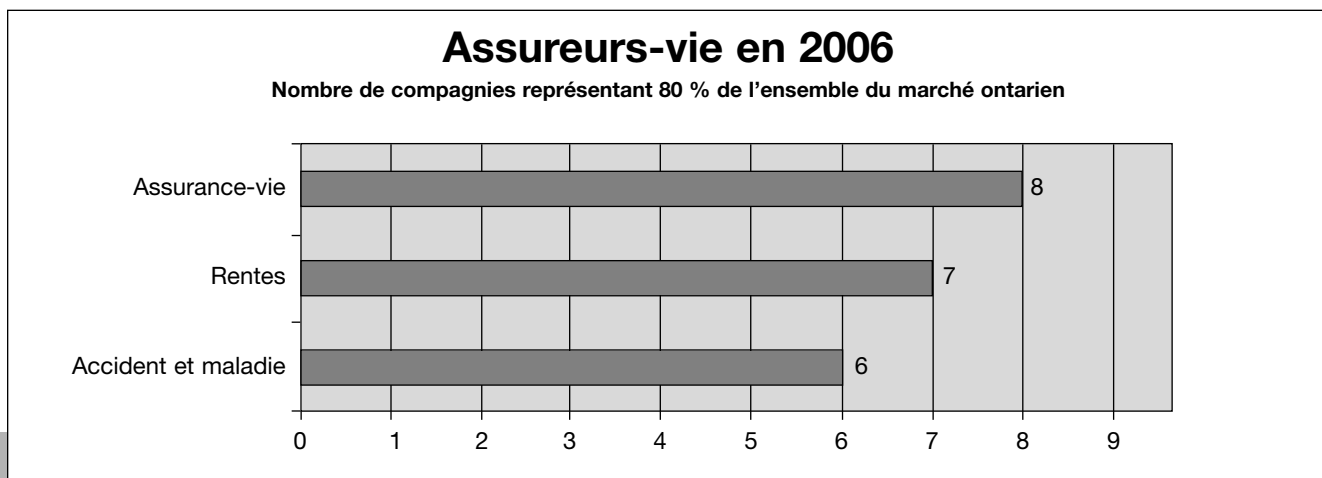
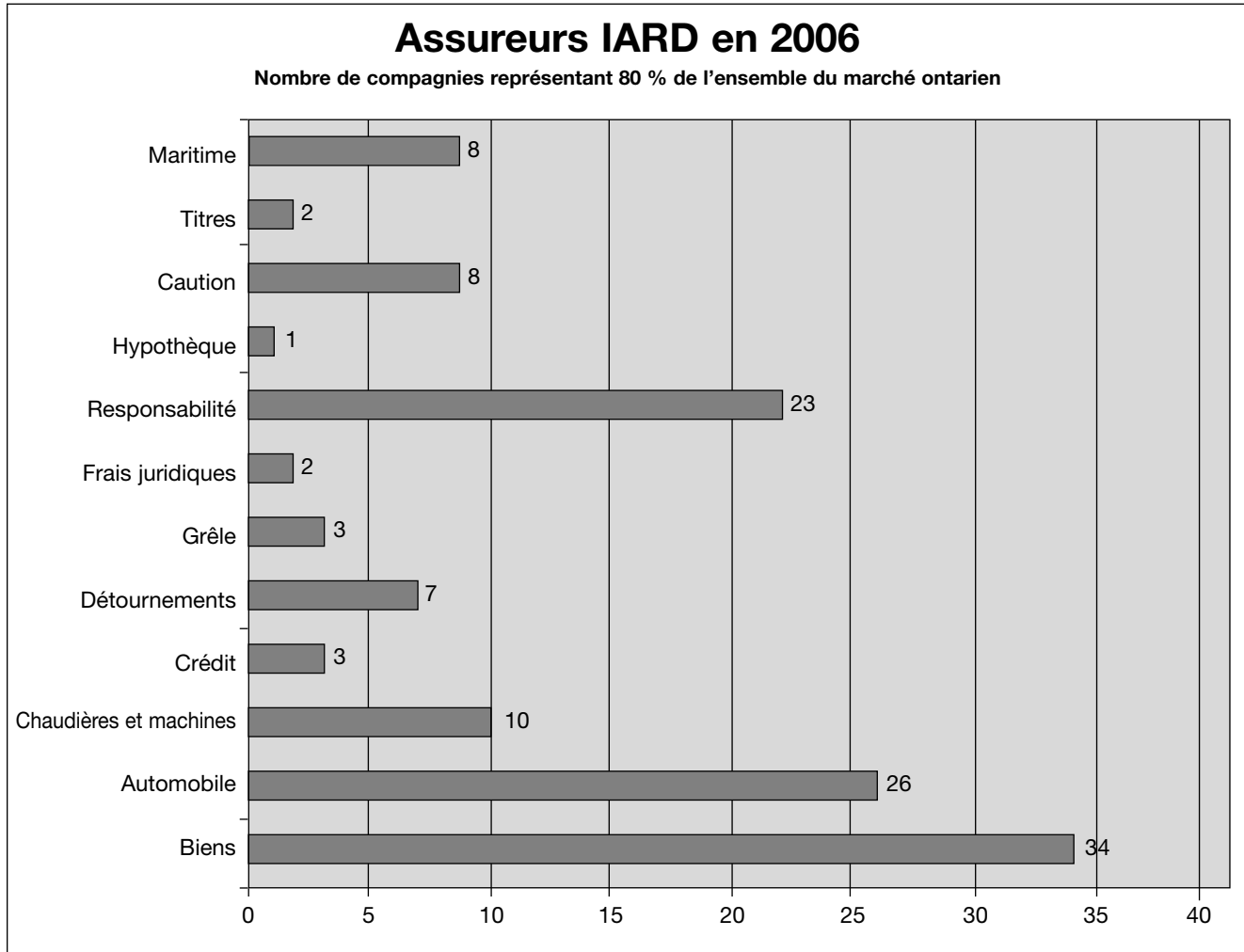
Analyse du total 2006

| Catégorie d'activité | Total 2005 | Ajouts | Retraits | Total 2006 | Ontario | Hors province | Fédéral |
|--|------------|--------|----------|------------|---------|---------------|---------|
| Compagnies d'assurance multirisques (IARD) | 221 | 5 | 8 | 218 | 62 | 12 | 144 |
| Compagnies d'assurance-vie | 100 | 3 | 2 | 101 | 4 | 16 | 81 |
| Compagnies de réassurance | 42 | 1 | 1 | 42 | 2 | 1 | 39 |
| Bourses d'échanges réciproques | 10 | 1 | 1 | 10 | 8 | 1 | 1 |
| Sociétés fraternelles | 24 | 0 | 0 | 24 | 3 | 0 | 21 |
| Total | 397 | 10 | 12 | 395 | 79 | 30 | 286 |

Remarques :

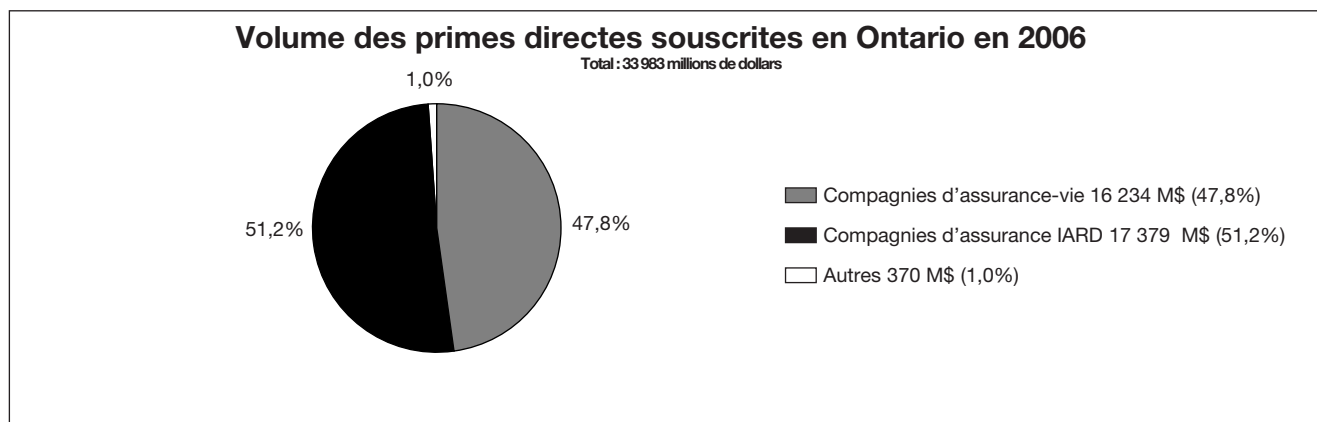
1. Les compagnies qui offrent à la fois de l'assurance IARD et de l'assurance-vie sont répertoriées sous la rubrique « Compagnies d'assurance-vie » du résumé ci-dessus. Leur rendement financier est indiqué séparément, selon la catégorie d'activité, dans le rapport suivant.
2. Le total de la rubrique « Fédéral » tient compte de l'exploitation des succursales.
3. Le rapport 2005 du surintendant fait état des données de la fin de l'année civile (le 31 décembre 2006), selon les déclarations annuelles des compagnies. Le rapport annuel 2006-2007 de la Commission des services financiers de l'Ontario présente les données à la fin de l'exercice (le 31 mars 2007).

Afin d'évaluer le niveau de concurrence, la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) calcule pour chaque grand produit le nombre de compagnies représentant 80 % du marché. Il convient de noter que, à partir de 2006, ces chiffres sont fondés sur les compagnies prises isolément et non sur des groupes d'entreprises affiliées.

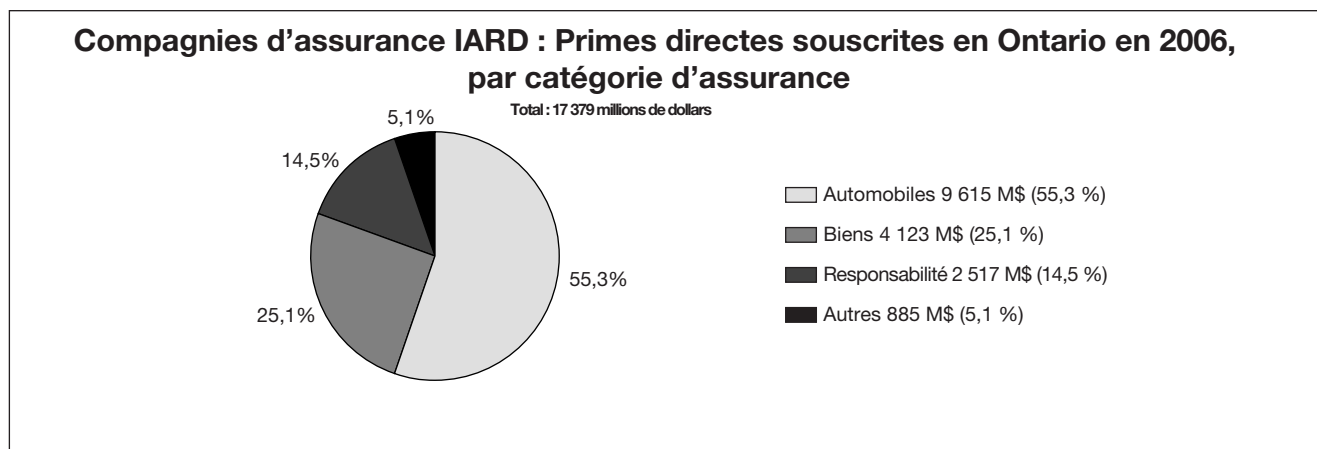




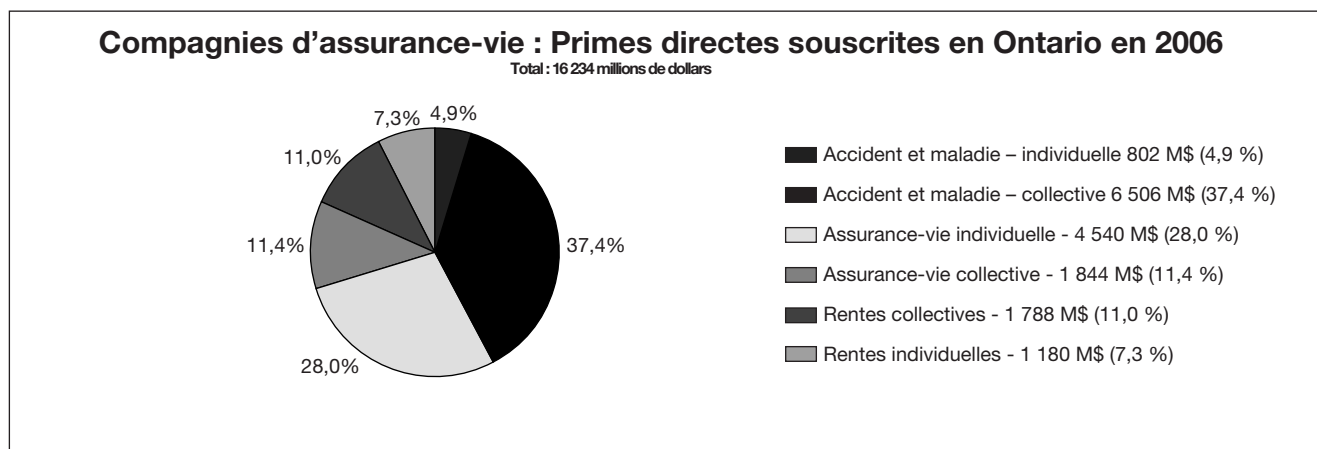
Le secteur des assurances constitue un marché de 33 milliards de dollars en Ontario. En 2006, 47,8 % du montant total des primes ont été versées au secteur de l'assurance-vie et 51,2 % aux assureurs IARD (y compris l'assurance-automobile).



En 2006, les assureurs IARD ont perçu 17,3 milliards de dollars en primes. La répartition entre l'assurance-automobile, l'assurance des biens et l'assurance responsabilité civile est demeurée inchangée d'une année sur l'autre.



La répartition générale parmi les compagnies d'assurance-vie est elle aussi restée constante. Sur les 16 milliards de dollars versés en primes aux compagnies d'assurance-vie, 18,3 % ont servi à l'achat d'une rente, 39,4 % à l'achat d'une assurance-vie individuelle ou collective et 42,3 % à l'acquisition d'une assurance accidents et maladie.





COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

ONTARIO

| | | |
|--|---------|--------|
| Algoma Mutual Insurance Company | 8 025 | 4 657 |
| Amherst Island Mutual Insurance Company | 499 | 919 |
| Ayr Farmers Mutual Insurance Company | 14 519 | 7 435 |
| Bay Of Quinte Mutual Insurance Co. | 13 952 | 6 999 |
| Bertie And Clinton Mutual Insurance Company | 8 335 | 5 203 |
| Brant Mutual Insurance Company | 5 672 | 5 204 |
| Caa Insurance Company (Ontario) | 105 414 | 74 277 |
| Caradoc Delaware Mutual Fire Insurance Company | 1 230 | 570 |
| Cayuga Mutual Insurance Company | 5 079 | 3 317 |
| Coachman Insurance Company | 29 015 | 9 718 |
| Commerce Et Industrie, La Compagnie D'assurances Du Canada | 53 720 | 42 962 |
| Coronation Insurance Company, Limited | 0 | 0 |
| Culross Mutual Insurance Company | 1 384 | 2 530 |
| Dufferin Mutual Insurance Company | 6 990 | 6 287 |
| Dumfries Mutual Insurance Company | 11 304 | 7 018 |
| Erie Mutual Fire Insurance Company | 4 571 | 3 754 |
| Farmers' Mutual Insurance Company (Lindsay) | 60 091 | 39 725 |
| Fenchurch General Insurance Company | 471 | 331 |
| GCAN Compagnie D'assurances | 78 179 | 10 110 |
| Germania Farmers' Mutual Fire Insurance Company | 9 202 | 4 827 |
| I Glengarry Farmers' Mutual Fire Insurance Company | 0 | 0 |
| Glengarry Mutual Insurance Company | 8 109 | 3 913 |
| Grenville Mutual Insurance Company | 12 991 | 13 017 |
| Grey & Bruce Mutual Insurance Company | 1 592 | 1 171 |
| Halwell Mutual Insurance Company | 12 310 | 7 476 |
| Hamilton Township Mutual Insurance Company | 14 916 | 6 167 |
| Hay Mutual Insurance Company | 6 925 | 5 143 |
| Heritage General Insurance Company | 10 637 | (541) |
| Howard Mutual Insurance Company | 6 905 | 2 999 |
| Howick Mutual Insurance Company | 10 166 | 7 389 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 13 473 | 8 967 | 4 506 | 50% | 454 |
| 2 162 | 903 | 1 259 | 41% | 62 |
| 41 756 | 22 349 | 19 407 | 60% | 2 401 |
| 28 329 | 11 854 | 16 475 | 51% | 1 625 |
| 38 229 | 15 415 | 22 814 | 58% | 1 554 |
| 18 196 | 10 929 | 7 267 | 75% | 71 |
| 341 822 | 276 415 | 65 407 | 70% | 5 215 |
| 7 227 | 971 | 6 256 | 62% | 210 |
| 17 578 | 6 825 | 10 753 | 79% | 68 |
| 120 285 | 92 620 | 27 665 | 35% | 10 348 |
| 904 832 | 761 585 | 143 247 | 64% | 25 512 |
| 4 068 | 882 | 3 186 | n.d. | (17) |
| 4 274 | 3 279 | 995 | 66% | (54) |
| 18 033 | 13 272 | 4 761 | 82% | (787) |
| 37 278 | 17 184 | 20 094 | 51% | 1 926 |
| 21 973 | 8 147 | 13 826 | 52% | 697 |
| 162 229 | 112 380 | 49 849 | 66% | 6 005 |
| 10 367 | 4 364 | 6 003 | 18% | 291 |
| 635 483 | 507 683 | 127 800 | 46% | 21 174 |
| 18 944 | 10 555 | 8 389 | 62% | 634 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 17 797 | 8 274 | 9 523 | 53% | 837 |
| 52 924 | 24 211 | 28 713 | 95% | (1 003) |
| 4 282 | 1 772 | 2 510 | 71% | (282) |
| 31 315 | 16 331 | 14 984 | 52% | 1 934 |
| 33 537 | 19 692 | 13 845 | 33% | 2 756 |
| 33 200 | 10 165 | 23 035 | 64% | 1 156 |
| 17 810 | 2 136 | 15 674 | 55% | 2 039 |
| 33 134 | 9 099 | 24 035 | 50% | 1 900 |
| 20 955 | 13 386 | 7 569 | 76% | 434 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

ONTARIO cont.

| | | |
|---|---------|---------|
| Kent & Essex Mutual Insurance Company | 14 023 | 8 474 |
| Kingsway Compagnie D'assurance Générale | 274 410 | 187 397 |
| L&A Mutual Insurance Company | 5 683 | 4 857 |
| Lambton Mutual Insurance Company | 13 635 | 9 508 |
| Lanark Mutual Insurance Company | 20 414 | 12 774 |
| Lawyers' Professional Indemnity Company | 86 761 | 69 847 |
| 2 Markham General Insurance Company | 0 | 0 |
| Max Canada Insurance Company | 4 148 | 1 329 |
| Mckillop Mutual Insurance Company | 7 239 | 4 908 |
| Middlesex Mutual Insurance Co. | 7 991 | 6 977 |
| Norfolk Mutual Insurance Company | 4 664 | 2 322 |
| North Blenheim Mutual Insurance Company | 7 203 | 3 062 |
| North Kent Mutual Fire Insurance Company | 5 578 | 2 834 |
| Oxford Mutual Insurance Company | 8 972 | 3 687 |
| Peel Maryborough Mutual Insurance Company | 12 542 | 10 399 |
| Peel Mutual Insurance Company | 26 797 | 13 739 |
| Premier Insurance Company | 0 | 572 |
| 3 Prescott Mutual Insurance Company | 0 | 0 |
| Pro-DeMnity Insurance Company | 17 287 | 6 771 |
| South Easthope Mutual Insurance Company | 10 904 | 9 352 |
| The West Wawanosh Mutual Insurance Company | 13 012 | 8 082 |
| The Westminster Mutual Insurance Company | 6 253 | 4 202 |
| The Yarmouth Mutual Fire Insurance Company | 5 434 | 2 986 |
| Town & Country Mutual Insurance Company | 8 239 | 4 795 |
| Townsend Farmers' Mutual Fire Insurance Company | 4 544 | 2 724 |
| Tradition Mutual Insurance Company | 10 075 | 18 581 |
| Trillium Mutual Insurance Company | 29 349 | 18 263 |
| Ttc Insurance Company Limited | 0 | 0 |
| Usborne And Hibbert Mutual Fire Insurance Company | 4 924 | 6 247 |
| Wabisa Mutual Insurance Company | 5 364 | 5 744 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 48 151 | 19 446 | 28 705 | 57% | 2 091 |
| 1 047 417 | 918 478 | 128 939 | 84% | 13 760 |
| 10 923 | 6 306 | 4 617 | 86% | (243) |
| 48 383 | 23 689 | 24 694 | 61% | 1 112 |
| 58 340 | 25 793 | 32 547 | 60% | 3 022 |
| 456 249 | 337 230 | 119 019 | 88% | 9 398 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 11 810 | 4 958 | 6 852 | 44% | 475 |
| 20 495 | 12 404 | 8 091 | 58% | 886 |
| 23 975 | 10 708 | 13 267 | 56% | 793 |
| 14 387 | 6 536 | 7 851 | 40% | 1 194 |
| 18 399 | 6 826 | 11 573 | 48% | 1 410 |
| 27 318 | 9 255 | 18 063 | 53% | 1 214 |
| 23 012 | 13 998 | 9 014 | 60% | 1 286 |
| 31 441 | 18 216 | 13 225 | 60% | 1 006 |
| 61 274 | 34 217 | 27 057 | 56% | 3 542 |
| 2 533 | 4 | 2 529 | n.d. | (516) |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 84 347 | 61 561 | 22 786 | 78% | 22 |
| 31 175 | 14 705 | 16 470 | 81% | 755 |
| 40 432 | 25 684 | 14 748 | 45% | 2,729 |
| 13 084 | 8 653 | 4 431 | 59% | 538 |
| 13 857 | 4 977 | 8 880 | 63% | 314 |
| 24 389 | 12 015 | 12 374 | 60% | 572 |
| 15 976 | 8 734 | 7 242 | 49% | 537 |
| 36 865 | 25 546 | 11 319 | 80% | (130) |
| 78 096 | 53 596 | 24 500 | 61% | 3,560 |
| 46 155 | 46 055 | 100 | n.d. | 0 |
| 34 264 | 7 791 | 26 473 | 75% | 1,533 |
| 17 196 | 12 521 | 4 675 | 104% | (1,007) |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

ONTARIO cont.

| | | |
|--|-----------|---------|
| West Elgin Mutual Insurance Company | 9 326 | 7 573 |
| York Fire & Casualty Insurance Company | 135 746 | 93 288 |
| | 1 262 720 | 813 871 |

COMPAGNIES EXTRAPROVINCIALES

| | | |
|---|--------|--------|
| Alberta Motor Association Insurance Company | 0 | 0 |
| Belair Inc., La Compagnie D'assurances | 39 347 | 23 926 |
| Canadian Farm Insurance Corp. | 597 | 175 |
| GMS Insurance Inc. | 1 152 | 457 |
| L'industrielle-Alliance Pacifique, Compagnie D'assurances Générales | 2 979 | 409 |
| Innovative Insurance Corporation | 24 | 0 |
| 4 Unique Assurances Générales, (L) | 0 | 0 |
| 5 Mutuelle D'église De L'inter-Ouest, (LA) | 12 | 0 |
| Optimum Société D'assurance Inc. | 30 658 | 18 203 |
| SGI Canada Insurance Services Ltd. | 113 | 22 |
| Union Canadienne Compagnie D'assurances, (L) | 2 175 | 233 |
| Trans Global Insurance Company | 8 603 | 1 209 |
| | 85 660 | 44 634 |

FÉDÉRAL

| | | |
|---|---------|---------|
| Assurance Ace Ina | 141 819 | 102 436 |
| Allstate Du Canada, Compagnie D'assurance | 311 380 | 184,596 |
| 6 Cautionnement Alta, La Compagnie De | 0 | 0 |
| Ascentus Ltée, Les Assurances | 10 164 | 5 647 |
| Aviva, Compagnie D'assurance Du Canada | 470 020 | 262 757 |
| AXA Assurances (Canada) | 272 060 | 191 051 |
| AXA Pacifique Compagnie D'assurance | 7 893 | 5 171 |
| Canadienne Directe Incorporée, Compagnie D'assurance | 0 | 0 |
| Bouclier Du Nord Canadien (Le), Compagnie D'assurance | 416 | 252 |
| Certas Direct, Compagnie D'assurance | 96 967 | 66 778 |
| Chubb Du Canada, Compagnie D'assurance | 340 855 | 147 542 |
| Commonwealth, Compagnie D'assurance | 32 602 | 6 027 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 37 601 | 21 972 | 15 629 | 49% | 1 702 |
| 314 065 | 268 428 | 45 637 | 72% | 2 365 |
| 5 383 101 | 4 011 947 | 1 371 154 | | 141 080 |
| 388 156 | 280 591 | 107 565 | 65% | 41 542 |
| 874 826 | 602 332 | 272 494 | 59% | 50 862 |
| 9 056 | 6 307 | 2 749 | 62% | (670) |
| 10 209 | 4 156 | 6 053 | 80% | (1 671) |
| 60 228 | 44 702 | 15 526 | 75% | 1 849 |
| 5 269 | 2 076 | 3 193 | 43% | 44 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 5 101 | 169 | 4 932 | 16% | 321 |
| 176 598 | 140 227 | 36 371 | 50% | 4 784 |
| 112 737 | 46 357 | 66 380 | 60% | 13 125 |
| 424 080 | 340 707 | 83 373 | 68% | 6 684 |
| 15 720 | 10 148 | 5 572 | 10% | 2 379 |
| 2 081 980 | 1 477 772 | 604 208 | | 119 249 |
| 1 030 268 | 786 399 | 243 869 | 53% | 56 270 |
| 1 478 123 | 1 047 750 | 430 373 | 59% | 128 635 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 59 300 | 45 260 | 14 040 | 59% | 774 |
| 3 329 901 | 2 688 105 | 641 796 | 58% | 196 012 |
| 1 278 780 | 1 119 426 | 159 354 | 60% | 25 913 |
| 972 005 | 773 625 | 198 380 | 53% | 41 626 |
| 166 711 | 131 017 | 35 694 | 66% | 6 940 |
| 256 783 | 209 418 | 47 365 | 62% | 1 615 |
| 391 493 | 293 654 | 97 839 | 65% | 25 663 |
| 2 030 075 | 1 439 947 | 590 128 | 48% | 130 080 |
| 1 462 935 | 1 132 163 | 330 772 | 149% | 2 637 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

FÉDÉRAL cont.

| | | |
|--|-----------|---------|
| Constitution Du Canada, Compagnie D'assurance | 0 | 50 |
| Co-Operators, La Compagnie D'assurances Générales | 670 119 | 477 119 |
| Coseco, Compagnie D'assurance | 141 549 | 120 603 |
| Cumis, La Compagnie D'assurances Générales | 29 183 | 30 564 |
| Echelon, Compagnie D'assurances Générales | 98 647 | 57 480 |
| Economical, Compagnie Mutuelle D'assurance | 947 219 | 608 278 |
| Elite, La Compagnie D'assurances | 59 011 | 27 884 |
| Everest Du Canada, La Compagnie D'assurances | 0 | 4 |
| FCT Ltée (First Canadian Title), Compagnie D'assurances | 50 998 | 19 208 |
| Federated (La), Compagnie D'assurance Du Canada | 53 758 | 25 804 |
| Federation (La), Compagnie D'assurance Du Canada | 70 928 | 60 799 |
| Nord-Américaine (La), Première Compagnie D'assurance | 785 | 434 |
| Genworth Financial Canada, Compagnie D'assurance D'hypothèques | 295 865 | 35 597 |
| Cercle D'or, Compagnie D'assurance | 0 | 0 |
| Gore Mutual Insurance Company | 147 402 | 84 241 |
| Grain, La Compagnie D'assurance Et De Garantie | 9 944 | 1 861 |
| 7 Granite, Compagnie D'assurance | 0 | 0 |
| ING Du Canada, Compagnie D'assurance | 1 293 575 | 798 744 |
| ING Novex, Compagnie D'assurance Du Canada | 102 502 | 72 158 |
| Jevco, La Compagnie D'assurance | 11 769 | 8 700 |
| Legacy, Compagnie D'assurances Générales | 14 078 | 3 091 |
| Lombard, Compagnie Canadienne D'assurances Générales | 407 180 | 231 810 |
| Lombard, Compagnie D'assurances | 114 704 | 78 484 |
| London Et Midland (La), Compagnie D'assurances Générales | 33 196 | 2 813 |
| Markel, Compagnie D'assurances Du Canada | 164 567 | 131 859 |
| Ancienne République (L'), Compagnie D'assurance Du Canada | 32 203 | 28 549 |
| Omega, Compagnie D'assurances Générales | 2 366 | 758 |
| Pafco Insurance Company | 91 102 | 75 306 |
| Pembridge, Compagnie D'assurances | 54 541 | 21 153 |
| Perth, Compagnie D'assurances | 114 638 | 73 866 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 3 005 | 662 | 2 343 | n.d. | (23) |
| 3 419 033 | 2 382 127 | 1 036 906 | 69% | 118 121 |
| 419 993 | 342 624 | 77 369 | 81% | 1 848 |
| 132 629 | 110 821 | 21 808 | 75% | 2 117 |
| 272 604 | 197 953 | 74 651 | 58% | 15 995 |
| 3 923 611 | 2 772 058 | 1 151 553 | 69% | 130 004 |
| 254 084 | 199 146 | 54 938 | 60% | 14 450 |
| 4 942 | 682 | 4 260 | n.d. | (5) |
| 108 841 | 71 019 | 37 822 | 32% | 8 866 |
| 413 457 | 317 884 | 95 573 | 56% | 26 555 |
| 581 574 | 494 476 | 87 098 | 69% | 7 757 |
| 7 591 | 797 | 6 794 | 21% | 606 |
| 3 296 860 | 1 945 658 | 1 351 202 | 14% | 250 453 |
| 4 370 | 61 | 4 309 | n.d. | 134 |
| 421 943 | 294 346 | 127 597 | 63% | 12 177 |
| 71 755 | 51 138 | 20 617 | 43% | 4 604 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 6 248 887 | 5 288 149 | 960 738 | 59% | 287 149 |
| 391 794 | 337 438 | 54 356 | 59% | 6 308 |
| 575 585 | 439 626 | 135 959 | 60% | 29 243 |
| 38 824 | (3 903) | 42 727 | 4% | 8 253 |
| 2 246 566 | 1 700 099 | 546 467 | 58% | 125 179 |
| 394 950 | 283 775 | 111 175 | 77% | 8 818 |
| 364 770 | 151 197 | 213 573 | 12% | 54 125 |
| 804 129 | 631 420 | 172 709 | 68% | 32 945 |
| 187 864 | 133 071 | 54 793 | 59% | 5 852 |
| 16 225 | 2 864 | 13 361 | 30% | (701) |
| 191 431 | 152 212 | 39 219 | 80% | (4 027) |
| 473 417 | 270 290 | 203 127 | 49% | 21 684 |
| 391 671 | 340 128 | 51 543 | 69% | 5 566 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

FÉDÉRAL cont.

| | | | |
|---|--|---------|---------|
| 8 | Pilot, La Compagnie D'assurances | 658 385 | 576 102 |
| | Primum, Compagnie D'assurances | 174 475 | 97 135 |
| | Québec, Compagnie D'assurances Du | 0 | (272) |
| | RBC, Compagnie D'assurances Générales | 264 568 | 187 227 |
| | RBC, Compagnie D'assurance Voyage | 97 275 | 38 731 |
| | Royal & Sun Alliance Du Canada, Société D'assurances | 365 715 | 210 016 |
| | S & Y Insurance Company | 61 120 | 32 869 |
| | Scotia Générale, Compagnie D'assurances | 0 | 0 |
| 9 | Scottish & York Ltée, Compagnie D'assurance | 192 838 | 132 915 |
| | Securican General Insurance Company | 9 150 | 5 091 |
| | Sécurité Nationale, Compagnie D'assurances | 568 015 | 384 447 |
| | St. Paul Garantie, Compagnie D'assurances | 78 411 | 35 187 |
| | TD Assurance Directe Inc. | 0 | 0 |
| | TD, Compagnie D'assurances Générales | 165 788 | 115 301 |
| | TD, Compagnie D'assurances Générales Habitation Et Auto | 213 527 | 175 192 |
| | Temple, La Compagnie D'assurances | 85 284 | 12 094 |
| | Compagnie D'inspection Et D'assurance Chaudière Et Machinerie Du Canada (La) | 17 240 | 4 615 |
| | Dominion Du Canada, Compagnie D'assurances Générales | 711 593 | 428 543 |
| | Garantie (La), Compagnie D'assurances De L'amérique Du Nord | 228 330 | 146 046 |
| | Compagnie D'assurance Missisquoi, La | 274 | (894) |
| | Hypothèques Du Canada, La Compagnie D'assurances D' | 0 | (563) |
| | Nordique (La), Compagnie D'assurances Du Canada | 140 056 | 65 383 |
| | North Waterloo Farmers Mutual Insurance Company (The) | 42 160 | 23 710 |
| | Personnelle (La), Compagnie D'assurances | 317 958 | 247 186 |
| | Portage La Prairie Mutual Insurance Company (The) | 19 079 | 13 246 |
| | Sovereign General Insurance Company (The) | 61 913 | 36 198 |
| | Wawanesa, La Compagnie Mutuelle D'assurances | 430 873 | 312 902 |
| | Traders Générale, Compagnie D'assurances | 327 250 | 230 906 |
| | Trafalgar Du Canada, Compagnie D'assurances | 97 953 | 55 961 |
| | Trisura Garantie, Compagnie D'assurance | 4 159 | 543 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 1 797 174 | 1 500 833 | 296 341 | 86% | 8 437 |
| 966 449 | 804 491 | 161 958 | 65% | 38 993 |
| 98 974 | 70 077 | 28 897 | 59% | 3 154 |
| 746 781 | 566 825 | 179 956 | 73% | 32,117 |
| 241 735 | 104 253 | 137 482 | 26% | 15,768 |
| 3 409 410 | 2 639 086 | 770 324 | 59% | 81,040 |
| 139 317 | 115 407 | 23 910 | 73% | (1,856) |
| 7 098 | 1 | 7 097 | 0% | 100 |
| 708 951 | 593 744 | 115 207 | 70% | 9,463 |
| 23 340 | 15 739 | 7 601 | 54% | 924 |
| 2 601 126 | 1 774 682 | 826 444 | 71% | 155,351 |
| 728 495 | 502 243 | 226 252 | 42% | 28,461 |
| 13 159 | 202 | 12 957 | n.d. | 312 |
| 424 284 | 360 497 | 63 787 | 72% | 14 421 |
| 1 148 055 | 955 005 | 193 050 | 67% | 39 762 |
| 805 042 | 652 213 | 152 829 | 30% | 34 269 |
| 201 060 | 123 880 | 77 180 | 22% | 19 778 |
| 2 629 599 | 1 904 732 | 724 867 | 63% | 149 523 |
| 983 512 | 513 874 | 469 638 | 56% | 46 997 |
| 469 984 | 380 515 | 89 469 | 69% | 8 319 |
| 36 325 | 12 508 | 23 817 | -42% | 3 815 |
| 3 429 305 | 2 486 256 | 943 049 | 59% | 263 490 |
| 82 738 | 52 870 | 29 868 | 61% | 1 638 |
| 1 054 590 | 852 032 | 202 558 | 76% | 31 246 |
| 249 727 | 166 863 | 82 864 | 61% | 11 109 |
| 510 013 | 404 918 | 105 095 | 57% | 12 542 |
| 4 107 213 | 2 418 533 | 1 688 680 | 69% | 167 100 |
| 1 058 686 | 852 291 | 206 395 | 69% | 37 443 |
| 345 766 | 278 625 | 67 141 | 59% | 8 907 |
| 28 408 | 6 069 | 22 339 | 33% | (2 711) |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

FÉDÉRAL cont.

| | | |
|-----------------------------------|------------|-----------|
| Unifund, Compagnie D'assurances | 279 222 | 179 125 |
| Waterloo, Compagnie D'assurances | 50 972 | 39 780 |
| Western Assurance Company | 78 761 | 42 837 |
| Sûreté De Louest, La Compagnie De | 2 012 | (258) |
| XL Insurance Company Limited | 42 104 | 16 830 |
| Zenith, Compagnie D'assurances | 39 841 | 31 048 |
| | 12 522 306 | 7 924 653 |

SUCCURSALES

| | | |
|--|---------|---------|
| Affiliated Fm Insurance Company | 29 018 | 17 350 |
| Allianz Risques Mondiaux É.-U., Compagnie D'assurances | 74 700 | 32 813 |
| Allstate, Compagnie D'assurances | 0 | 0 |
| American Bankers, Compagnie D'assurances Générales De La Floride | 106 039 | 9 815 |
| American Home Assurance Company | 309 398 | 206 567 |
| Arch Insurance Company | 14 405 | 4 635 |
| Atradius Credit Insurance N.V. | 1 287 | 78 |
| Avemco Insurance Company | 0 | (13) |
| Aviation & General Insurance Company Limited | 0 | 2 |
| 10 Aviva International Limited | 94 | (1 502) |
| AXA Corporate Solutions Assurance | 4 694 | 1 595 |
| Centennial Insurance Company | 47 | (376) |
| Chicago Title Insurance Company | 7 946 | 2 862 |
| Compagnie Française D'assurance Pour Le Commerce Extérieur | 9 194 | 3 742 |
| Continental Casualty, Compagnie D'assurance | 96 407 | 61 426 |
| Daimlerchrysler, La Compagnie D'assurance | 2 720 | (281) |
| Eagle Star Insurance Company Limited | (13) | (809) |
| Ecclésiastiques, Société Des Assurances | 13 358 | 5 235 |
| Electric Insurance Company | 0 | 0 |
| Compagnie D'assurances Des Employeurs De Wausau | 0 | 1 209 |
| Employers Reinsurance Corporation | 70 986 | 61 854 |
| Euler American Credit Indemnity Company | 18 935 | 5 603 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 1 003 195 | 816 727 | 186 468 | 64% | 46 897 |
| 269 456 | 216 276 | 53 180 | 69% | 3 955 |
| 604 960 | 493 243 | 111 717 | 59% | 14 009 |
| 31 285 | 18 052 | 13 233 | 3% | 3 332 |
| 319 891 | 221 413 | 98 478 | 58% | 12 191 |
| 147 667 | 95 781 | 51 886 | 54% | 6 140 |
| 69 541 549 | 51 545 338 | 17 996 211 | | 3 096 654 |
| 172 376 | 113 604 | 58 772 | 40% | 20 058 |
| 590 005 | 519 183 | 70 822 | 70% | 5 109 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 311 413 | 192 638 | 118 775 | 13% | 12 389 |
| 3 389 593 | 2 481 930 | 907 663 | 64% | 151 603 |
| 78 236 | 54 470 | 23 766 | 76% | 113 |
| 15 123 | 5 966 | 9 157 | 37% | (586) |
| 3 018 | 118 | 2 900 | n.d. | (5) |
| 1 085 | 83 | 1 002 | n.d. | (39) |
| 44 690 | 10 647 | 34 043 | 39400% | 2 544 |
| 125 130 | 80 659 | 44 471 | 2% | 5 816 |
| 13 874 | 3 230 | 10 644 | -1259% | 796 |
| 17 862 | 7 980 | 9 882 | 21% | 2 247 |
| 38 398 | 21 796 | 16 602 | 59% | (896) |
| 836 783 | 580 961 | 255 822 | 51% | 46 447 |
| 42 025 | 8 212 | 33 813 | 56% | 4 339 |
| 29 321 | 13 944 | 15 377 | -2222% | 182 |
| 119 867 | 72 031 | 47 836 | 39% | 3 967 |
| 13,300 | 7 006 | 6 294 | 99% | (103) |
| 56 327 | 11 299 | 45 028 | n.d. | 1 916 |
| 1 339 080 | 786 606 | 552 474 | 75% | 22 519 |
| 84 159 | 43 488 | 40 671 | 55% | 6 264 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

SUCCURSALES cont.

| | | |
|--|---------|---------|
| Factory Mutual Insurance Company | 105 019 | 40 517 |
| Fédérale, Compagnie D'assurances | 1 673 | 2 |
| First American Title Insurance Company | 9 010 | 1 276 |
| General Reinsurance Corporation | 0 | 0 |
| Great American Insurance Company | 30 423 | 27 412 |
| Great American Insurance Company Of New York | 0 | 17 |
| Hartford Fire Insurance Company | 12 494 | 3 428 |
| Icarom Public Limited Company | 0 | 414 |
| Jewelers Mutual Insurance Company | 1 909 | 930 |
| Lawyers Title Insurance Corporation | 233 | 995 |
| Liberty Mutual Fire Insurance Company | (10) | 80 |
| Liberty Mutual Insurance Company | 83 986 | 124 625 |
| Souscripteurs Du Lloyd's, Les | 378 430 | 14 417 |
| Lumbermens Mutual Casualty Company | (122) | (999) |
| Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited | 12 352 | 6 725 |
| Motors Insurance Corporation | 196 899 | 157 375 |
| 11 Munich Reinsurance America, Inc. | 0 | 11 463 |
| National Liability & Fire Insurance Company | 12 816 | 4 684 |
| Nipponkoa Insurance Company, Limited | 741 | 217 |
| North American Specialty Insurance Company | 791 | 57 |
| Pearl Assurance Public Limited Company | 0 | 140 |
| Progressive Casualty Insurance Company | 0 | 1 389 |
| Protectrice (La), Société D'assurance | 260 | 171 |
| Providence Washington, Compagnie D'assurance | 0 | 31 |
| 12 Reliance Insurance Company | 0 | 0 |
| Security Insurance Company Of Hartford | 97 | (4 212) |
| Sentry Insurance A Mutual Company | 712 | 153 |
| Sompo Du Japon, Assurances | 2 907 | (14) |
| Saint-Paul, La Compagnie D'assurance | 79 502 | 29 175 |
| State Farm Fire And Casualty Company | 320 565 | 202 318 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif par rapport au passif \$ | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|---------------------------|--------------------------|---|--|---|
| 649 656 | 392 043 | 257 613 | 37% | 89 388 |
| 133 723 | 55 479 | 78 244 | 20% | 22 613 |
| 24 383 | 8 438 | 15 945 | 14% | 5 264 |
| 532 594 | 386 389 | 146 205 | 44% | 22 437 |
| 215 109 | 105 806 | 109 303 | 78% | 28 909 |
| 3 332 | 194 | 3 138 | n.d. | 137 |
| 315 218 | 88 836 | 226 382 | 42% | 16 953 |
| 3 255 | 521 | 2 734 | n.d. | (399) |
| 6 997 | 2 285 | 4 712 | 69% | (333) |
| 6 677 | 2 219 | 4 458 | -16% | (320) |
| 9 795 | 1 622 | 8 173 | -1345% | 1 293 |
| 1 239 164 | 620 148 | 619 016 | 75% | 32 455 |
| 2 872 800 | 2 065 688 | 807 112 | 11% | 1 026 046 |
| 55 931 | 20 864 | 35 067 | 23688% | (4 821) |
| 72 438 | 46 753 | 25 685 | 52% | 4 120 |
| 698 599 | 465 666 | 232 933 | 76% | 37 366 |
| 238 854 | 114 997 | 123 857 | 319% | 5 037 |
| 186 959 | 66 153 | 120 806 | 39% | 33 693 |
| 27 719 | 3 864 | 23 855 | -19% | 1 635 |
| 41 873 | 33 106 | 8 767 | 18% | 2 484 |
| 1 623 | 159 | 1 464 | n.d. | (148) |
| 68 474 | 18 191 | 50 283 | n.d. | 1 108 |
| 8 843 | 1 606 | 7 237 | 86% | 52 |
| 11 175 | 356 | 10 819 | 105% | 278 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 143 974 | 61 728 | 82 246 | -2294% | 9 520 |
| 28 123 | 5 253 | 22 870 | 35% | 1 235 |
| 34 710 | 6 899 | 27 811 | 43% | 1 603 |
| 1 200 579 | 668 269 | 532 310 | 60% | 55 223 |
| 913 384 | 504 371 | 409 013 | 64% | 33 349 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE IARD

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

SUCCURSALES cont.

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| State Farm Mutual Automobile Insurance Company | 955 635 | 629 920 |
| Stewart Title Guaranty Company | 55 035 | 20 613 |
| T.H.E. Insurance Company | 124 | 32 |
| American Road Insurance Company (The) | 2 493 | 2 915 |
| British Aviation Insurance Company Limited (The) | 3 | (108) |
| 13 Hanover Insurance Company (The) | 0 | (4) |
| Home Insurance Company (The) | 0 | 0 |
| TIG, Société D'assurances | (2) | (7 175) |
| Tokio Maritime & Nichido Incendie, Compagnie D'assurances Limitée | 13 721 | 8 497 |
| UAP-New Rotterdam Insurance Company N.V. | 0 | 991 |
| Utica Mutual Insurance Company | 0 | 985 |
| Virginia Surety Company, Inc. | 255 | 434 |
| XL Reinsurance America Inc. | 24 138 | 14 283 |
| Zurich, Compagnie D'assurances | 447 201 | 292 143 |
| | 3 508 505 | 1 998 117 |
| TOTAL | 17 379 191 | 10 781 275 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif | Total du passif | Excédent de l'actif par rapport au passif | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues | Bénéfice net/ (perte nette) |
|-----------------------------|----------------------------|--|--|--|
| \$ | \$ | \$ | % | \$ |
| 3 516 734 | 2 277 864 | 1 238 870 | 67% | 178 683 |
| 94 838 | 58 010 | 36 828 | 37% | 6 754 |
| 1 764 | 363 | 1 401 | -96% | 178 |
| 23 429 | 2 241 | 21 188 | 121% | (637) |
| 6 913 | 2 524 | 4 389 | 1338% | 131 |
| 3 169 | 48 | 3 121 | n.d. | 12 |
| 0 | 0 | 0 | n.d. | 0 |
| 85 996 | 10 376 | 75 620 | -482650% | 12 685 |
| 77 459 | 43 865 | 33 594 | 48% | 5 221 |
| 4 388 | 1 413 | 2 975 | n.d. | (951) |
| 7 283 | 3 264 | 4 019 | 155% | 97 |
| 31 604 | 2 941 | 28 663 | 98% | 509 |
| 498 042 | 289 269 | 208 773 | 54% | 20 310 |
| 2 338 821 | 1 767 670 | 571 151 | 68% | 60 353 |
| 23 758 066 | 15 223 602 | 8 534 464 | | 1 994 202 |
| 100 764 696 | 72 258 659 | 28 506 037 | | 5 351 185 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Indemnités et
paiements aux
versés aux
titulaires de polices
\$

Note

ONTARIO

| | | |
|--------------------------------|-------|-------|
| Assurance Financière Ct, L | 4 101 | 1 344 |
| Revios Reinsurance Canada Ltd. | 0 | 0 |
| Trent Health Insurance Company | 0 | (24) |
| Union Du Canada Assurance-Vie | 794 | 636 |
| | 4 895 | 1 956 |

COMPAGNIES EXTRAPROVINCIALES

| | | |
|--|-----------|---------|
| Acadie Vie | 0 | 0 |
| Assomption Compagnie Mutuelle D'assurance-Vie | 4 587 | 2 427 |
| AXA Assurances Inc. | 22 809 | 4 039 |
| Canassurance, Compagnie D'assurances Générales | 1 741 | 937 |
| Desjardins Sécurité Financière, Compagnie D'assurance Vie | 496 694 | 379 012 |
| First Canadian Insurance Corporation | 17 280 | 2 593 |
| Industrielle Alliance, Assurance Et Services Financiers Inc. | 659 683 | 400 685 |
| Capitale Assurances Et Gestion Du Patrimoine Inc. (La) | 0 | 0 |
| La Survivance, Compagnie Mutuelle D'assurance Vie | 174 | 87 |
| Entraide Assurance, Compagnie Mutuelle (L) | 0 | 0 |
| Assurance-Vie Banque Nationale | 9 886 | 2 526 |
| Promutuel Vie Inc. | 0 | 0 |
| SSQ, Societe D'assurance-Vie Inc. | 78 442 | 49 287 |
| International, Compagnie D'assurance-Vie (L) | 0 | 0 |
| 14 Union-Vie Compagnie Mutuelle D'assurance (L) | 0 | 0 |
| Trans Global Life Insurance Company | 2 210 | (13) |
| | 1 293 506 | 841 580 |

FÉDÉRAL.

| | | |
|--|---------|--------|
| Assurance-Vie Ace Ina | 46 132 | 15 554 |
| Assurance AIG Du Canada | 46 995 | 30 785 |
| AIG Du Canada, La Compagnie D'assurance-Vie | 322 914 | 51 266 |
| Allstate Du Canada, Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 0 |
| Assurant Vie Du Canada | 54 600 | 13 004 |
| Croix Bleue Du Canada, Compagnie D'assurance-Vie | 17 083 | 8 138 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif sur le passif \$ | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|------------------------|-----------------------|---|--------------------------------------|
| 27 233 | 17 782 | 9 451 | 544 |
| 61 553 | 37 112 | 24 441 | (3 401) |
| 29 659 | 789 | 28 870 | 2 401 |
| 75 073 | 63 395 | 11 678 | 553 |
| 193 518 | 119 078 | 74 440 | 97 |
| 62 490 | 42 836 | 19 654 | 2 035 |
| 473 157 | 402 723 | 70 434 | 5 101 |
| 698 884 | 620 711 | 78 173 | 4 105 |
| 74 971 | 43 584 | 31 387 | 187 |
| 12 732 814 | 11 801 445 | 931 369 | 145 778 |
| 206 352 | 141 947 | 64 405 | 14 530 |
| 11 144 183 | 9 517 217 | 1 626 966 | 227 894 |
| 134 976 | 98 957 | 36 019 | 3 084 |
| 161 217 | 134 630 | 26 587 | 3 316 |
| 56 769 | 49 498 | 7 271 | 643 |
| 108 355 | 41 661 | 66 694 | 34 651 |
| 9 449 | 4 995 | 4 454 | (89) |
| 1 868 759 | 1 664 146 | 204 613 | 25 892 |
| 31 323 | 19 435 | 11 888 | 1 729 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8 705 | 2 490 | 6 215 | 694 |
| 27 772 404 | 24 586 275 | 3 186 129 | 469 550 |
| 61 236 | 35 478 | 25 758 | 5 582 |
| 622 260 | 569 379 | 52 881 | 14 164 |
| 1 703 069 | 1 478 345 | 224 724 | 40 437 |
| 3 447 | 27 | 3 420 | 50 |
| 543 917 | 504 513 | 39 404 | 4 819 |
| 249 094 | 192 692 | 56 402 | 3 881 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Indemnités et
paiements aux
versés aux
titulaires de polices
\$

Note

FÉDÉRAL cont.

| | | | |
|----|--|-----------|-----------|
| | BMO Compagnie D'assurance-Vie | 18 393 | 1 207 |
| | Première Du Canada, Compagnie D'assurance-Vie | 72 704 | 8 777 |
| | CIBC Limitée, Compagnie D'assurance-Vie | 13 046 | 3 908 |
| | Cigna Du Canada Compagnie D'assurance Sur La Vie | 825 | 3 749 |
| | Société D'assurance-Vie Siap | 0 | 0 |
| 15 | Confédération (La), Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 0 |
| | Co-Operators, Compagnie D'assurance-Vie | 322 265 | 182 659 |
| | Crown, Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 0 |
| | Cumis (La), Compagnie D'assurance-Vie | 76 669 | 47 814 |
| | Fidelity Investments, Compagnie D'assurance Du Canada | 0 | 0 |
| | Industrielle-Alliance Pacifique Compagnie D'assurance Sur La Vie, L' | 93 361 | 41 008 |
| | London Life, Compagnie D'assurance-Vie | 1 108 757 | 965 385 |
| | Manuvie Canada Ltée | 29 192 | 16 068 |
| | Société D'assurance Vie Md | 18 875 | 1 030 |
| | Penncorp, La Compagnie D'assurance-Vie | 25 955 | 6 720 |
| | Primerica Du Canada, La Compagnie D'assurance-Vie | 95 498 | 26 460 |
| | RBC, Compagnie D'assurance Vie | 471 191 | 211 754 |
| | Reliable (La), Compagnie D'assurance-Vie | 29 228 | 16 623 |
| | Scotia-Vie Compagnie D'assurance | 9 285 | 894 |
| | Sun Life Du Canada, Compagnie D'assurance-Vie | 3 069 113 | 2 607 395 |
| | Sun Life Assurances (Canada) Limitée | 19 486 | 26 |
| | TD, Compagnie D'assurance-Vie | 23 162 | 6 412 |
| | Compagnie D'assurance Du Canada Sur La Vie | 1 364 419 | 918 481 |
| | Canada-Vie Du Canada, Compagnie D'assurance | 0 | 0 |
| | Empire, Compagnie D'assurance-Vie (L') | 338 988 | 254 946 |
| | Équitable Compagnie D'assurance-Vie Du Canada (L') | 231 401 | 164 080 |
| | Great-West (La), Compagnie D'assurance-Vie | 1 935 608 | 1 478 339 |
| | Manufacturers, La Compagnie D'assurance-Vie | 3 612 071 | 2 835 059 |
| | Standard Life Du Canada, Compagnie D'assurance | 759 076 | 778 820 |
| | Wawanesa, La Compagnie D'assurance-Vie | 16 885 | 11 504 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif | Total du passif | Excédent de l'actif sur le passif | Bénéfice net/ (perte nette) |
|------------------|-----------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| \$ | \$ | \$ | \$ |
| 59 047 | 3 962 | 55 085 | 19 128 |
| 124 083 | 32 528 | 91 555 | 18 921 |
| 30 167 | (27 634) | 57 801 | 7 017 |
| 40 683 | 31 324 | 9 359 | 2 161 |
| 10 000 | 201 | 9 799 | (46) |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 464 175 | 1 967 440 | 496 735 | 30 033 |
| 691 623 | 473 101 | 218 522 | 15 719 |
| 600 880 | 520 539 | 80 341 | 14 843 |
| 8 281 | 863 | 7 418 | (122) |
| 2 155 169 | 1 874 148 | 281 021 | 51 432 |
| 22 387 616 | 20 059 242 | 2 328 374 | 396 529 |
| 4 205 803 | 3 642 366 | 563 437 | 30 973 |
| 276 593 | 242 203 | 34 390 | 4 097 |
| 261 938 | 199 205 | 62 733 | 12 335 |
| 482 675 | 4 986 | 477 689 | 72 034 |
| 4 804 394 | 3 551 424 | 1 252 970 | 104 822 |
| 49 170 | 25,651 | 23 519 | 2 246 |
| 59 005 | (25,589) | 84 594 | 13 746 |
| 72 115 483 | 62 359 391 | 9 756 092 | 1 411 118 |
| 195 271 | 19 463 | 175 808 | (192) |
| 23 580 | (3 750) | 27 330 | 1 305 |
| 15 952 258 | 11 866 419 | 4 085 839 | 634 999 |
| 4 302 173 | 4 114 140 | 188 033 | 6 176 |
| 3 252 862 | 2 733 104 | 519 758 | 55 430 |
| 1 094 317 | 911 128 | 183 189 | 16 147 |
| 23 701 205 | 13 040 337 | 10 660 868 | 1 570 957 |
| 53 390 780 | 38 814 205 | 14 576 575 | 2 798 302 |
| 15 903 769 | 14 743 054 | 1 160 715 | 207 524 |
| 446 663 | 370 460 | 76 203 | 2 342 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Indemnités et
paiements aux
versés aux
titulaires de polices
\$

Note

FÉDÉRAL cont.

| | | |
|---|------------|------------|
| Transamerica Vie Canada | 297 973 | 162 084 |
| Unity-Vie Du Canada (L') | 76 997 | 29 586 |
| Western Life, Compagnie D'assurance-Vie | 13 583 | 5 971 |
| | 14 631 730 | 10 905 506 |

SUCCURSALES

| | | |
|--|--------|--------|
| Aetna Life Insurance Company | 593 | 1 048 |
| Allianz Life Insurance Company Of North America | 3 132 | 347 |
| American Bankers Compagnie D'assurances-Vie De La Floride | 67 119 | 10 716 |
| American, Compagnie D'assurance-Vie Et D'assurance Maladie | 9 832 | 2 578 |
| American Income Life Insurance Company | 17 282 | 2 580 |
| Amex Compagnie D'assurance | 1 096 | 0 |
| AXA Équitable Assurance-Vie | 49 | 906 |
| Combined D'amérique, Compagnie D'assurance | 39 245 | 15 854 |
| Compagnie D'assurance Sur La Vie Connecticut Général, La | 4 713 | 4 684 |
| Cuna Mutuelle, La Société D'assurance | 180 | 369 |
| Fidelity Investments, Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 0 |
| First Allmerica Financial Life Insurance Company | 23 | 7 |
| Forethought Life Insurance Company | 189 | 3 352 |
| General American Life Insurance Company | 0 | 0 |
| Gerber, Compagnie D'assurance-Vie | 1 202 | 95 |
| Hartford Life Insurance Company | 0 | 208 |
| Household, Compagnie D'assurance-Vie | 18 275 | 3 835 |
| 16 John Alden, La Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 0 |
| John Hancock Life Insurance Company | 24 | 17 |
| Liberté De Boston, La Compagnie D'assurance-Vie | 162 | 253 |
| Life Insurance Company Of North America | 1 815 | 2 422 |
| Life Investors D'amérique, Compagnie D'assurances | 3 836 | 1 572 |
| 17 Lincoln Heritage Life Insurance Company | 0 | 0 |
| Massachusetts Mutual Life Insurance Company | 256 | 339 |
| Metvie Canada | 4 648 | 12 297 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif sur le passif \$ | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|------------------------|-----------------------|---|--------------------------------------|
| 5 121 228 | 3 900 497 | 1 220 731 | 24 541 |
| 471 632 | 427 485 | 44 147 | 9 667 |
| 61 951 | 43 002 | 18 949 | 2 057 |
| 237 927 497 | 188 695 329 | 49 232 168 | 7 605 174 |
| 53 129 | 16 002 | 37 127 | 2 162 |
| 75 944 | 22 107 | 53 837 | 5 380 |
| 206 684 | 112 451 | 94 233 | 3 798 |
| 138 829 | 42 688 | 96 141 | 13 651 |
| 174 716 | 66 675 | 108 041 | 20 411 |
| 6 622 | 126 | 6 496 | 615 |
| 33 473 | 21 525 | 11 948 | (1 587) |
| 565 233 | 323 695 | 241 538 | 42 021 |
| 72 950 | 61 157 | 11 793 | 3 358 |
| 21 745 | 15 710 | 6 035 | 1 104 |
| 5 391 | 0 | 5 391 | (5 796) |
| 2 271 | 1 490 | 781 | (148) |
| 129 257 | 106 573 | 22 684 | 1 435 |
| 1 225 877 | 510 233 | 715 644 | 112 922 |
| 17 863 | 4 525 | 13 338 | 864 |
| 53 180 | 30 385 | 22 795 | 3 608 |
| 165 748 | 66 188 | 99 560 | 5 476 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 15 893 | 6 444 | 9 449 | (437) |
| 13 974 | 3 142 | 10 832 | 820 |
| 39 885 | 23 469 | 16 416 | (1 115) |
| 186 062 | 108 962 | 77 100 | 11 444 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 198 | 8 461 | 14 737 | 1 695 |
| 367 887 | 323 323 | 44 564 | 4 824 |



COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE

SOMMAIRE FINANCIER

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Primes
directes
souscrites
\$

Indemnités et
paiements aux
versés aux
titulaires de polices
\$

Note

SUCCURSALES cont.

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| Metlife Insurance Company Of Connecticut | 0 | 187 |
| Métropolitaine (La), Compagnie D'assurance-Vie | 0 | 560 |
| Minnesota, Compagnie D'assurance-Vie | 140 | 170 |
| New York Life, Compagnie D'assurances | 23 024 | 6 610 |
| Pennsylvania Life Insurance Company | 0 | 0 |
| Phoenix Life Insurance Company | 0 | 27 |
| Principal, Compagnie D'assurance-Vie | 284 | 222 |
| Provident Life And Accident Insurance Company | 0 | 0 |
| Reassure America Life Insurance Company | 4 | 21 |
| Standard Life, Compagnie D'assurance | 4 449 | 1 857 |
| State Farm International Life Insurance Company Ltd | 0 | 0 |
| State Farm Life Insurance Company | 90 534 | 41 494 |
| Stonebridge Compagnie D'assurance-Vie | 30 | 11 |
| Prudentielle D'amérique (La), Compagnie D'assurance | 1 045 | 3 471 |
| 18 Standard Life 2006, Compagnie D'assurance | 10 188 | 81 515 |
| United American Insurance Company | 377 | 353 |
| Washington National, La Compagnie D'assurance | 304 | 20 |
| | 304 050 | 199 997 |
| TOTAL | 16 234 181 | 11 949 039 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif | Total du passif | Excédent de l'actif sur le passif | Bénéfice net/ (perte nette) |
|-------------------------|------------------------|--|------------------------------------|
| \$ | \$ | \$ | \$ |
| 5 744 | 58 | 5 686 | 315 |
| 1 399 793 | 124 563 | 1 275 230 | 42 444 |
| 2 662 | 266 | 2 396 | (110) |
| 283 814 | 103 591 | 180 223 | 9 572 |
| 1 236 | 2 | 1 234 | 66 |
| 2 388 | 491 | 1 897 | (60) |
| 9 150 | 6 000 | 3 150 | 172 |
| 57 755 | 3 789 | 53 966 | 7 060 |
| 14 615 | 4 777 | 9 838 | 597 |
| 5 226 | 38 | 5 188 | 188 |
| 5 046 | 18 | 5 028 | 28 |
| 941 388 | 760 568 | 180 820 | 25 037 |
| 42 067 | 1 663 | 40 404 | 2 214 |
| 34 398 | 0 | 34 398 | 16 199 |
| 61 432 | 56 253 | 5 179 | (23 005) |
| 11 001 | 5 539 | 5,462 | 176 |
| 5 810 | 2 101 | 3 709 | 193 |
| 6 479 336 | 2 945 048 | 3 534 288 | 307 591 |
| 272 372 755 | 216 345 730 | 56 027 025 | 8 382 412 |



COMPAGNIES DE RÉASSURANCE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Ce tableau ne contient que le nom des compagnies autorisées à faire uniquement de la réassurance

Primes
prises
en charge
\$

Pertes nettes
sublies
\$

Note

ONTARIO

| | | |
|-----------------------------------|---------|--------|
| Farm Mutual Reinsurance Plan Inc. | 100 354 | 66 551 |
| Global Reinsurance Company | 240 | 6 177 |
| | 100 594 | 72 728 |

COMPAGNIES EXTRAPROVINCIALES

| | | |
|--------------------------|--------|-------|
| Optimum Reassurance Inc. | 33 280 | 4 164 |
| | 33 280 | 4 164 |

FÉDÉRAL

| | | |
|--|---------|---------|
| Anglo Canada General Insurance Company | 104 898 | 40 859 |
| Aspen Insurance Uk Limited | 26 389 | 9 509 |
| Munich Du Canada, Compagnie De Réassurance | 186 798 | 82 609 |
| RGA Compagnie De Réassurance-Vie Du Canada | 266 737 | 0 |
| Scor Canada Compagnie De Réassurance | 33 139 | 20 942 |
| Suecia, Compagnie De Réassurance | 32 | 1 209 |
| Suisse De Réassurance Vie Et Santé Canada | 256 625 | 0 |
| Swiss Reinsurance Company Canada | 87 103 | 5 945 |
| | 961 721 | 161 073 |

SUCCURSALES

| | | |
|---|---------|---------|
| Alea Europe Ltd. | 162 | 1 080 |
| American Agricultural Insurance Company | 8 774 | 2 763 |
| AXA Re | 40 463 | 5 830 |
| Caisse Centrale De Réassurance | 17 615 | 17 973 |
| Cavell Insurance Company Limited | 5 | (291) |
| Converium Reinsurance (Amérique Du Nord) Inc. | 12 | (1 673) |
| Employers Reassurance Corporation | 57 921 | 0 |
| Endurance Reinsurance Corporation Of America | 5 719 | 1 952 |
| Everest Reinsurance Company | 100 125 | 47 565 |
| Folksamerica Reinsurance Company | 5 527 | 96 |
| GE Frankona Ruckversicherungs- Aktiengesellschaft | 1 814 | 0 |
| General Re Life Corporation | 0 | 0 |
| Hannover Ruckversicherung Ag | 63 331 | 39 727 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif sur le passif \$ | Sinistres engagés par rapport aux primes acquises % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|------------------------|-----------------------|---|--|-----------------------------------|
| 556 842 | 366 023 | 190 819 | 87% | 15 925 |
| 128 536 | 89 832 | 38 704 | -1026% | 6 554 |
| 685 378 | 455 855 | 229 523 | | 22 479 |
| 273 296 | 240 135 | 33 161 | n.d. | 5 936 |
| 273 296 | 240 135 | 33 161 | | 5 936 |
| 538 447 | 415 830 | 122 617 | 56% | 25 186 |
| 160 515 | 86 412 | 74 103 | 72% | 4 723 |
| 1 315 693 | 1 002 002 | 313 691 | 54% | 72 330 |
| 2 354 225 | 1 975 538 | 378 687 | n.d. | 14 519 |
| 466 976 | 298 374 | 168 602 | 64% | 12 726 |
| 10 698 | 4 781 | 5 917 | 3778% | (910) |
| 2 760 096 | 2 486 439 | 273 657 | n.d. | 79 107 |
| 973 955 | 853 680 | 120 275 | 23% | 35 742 |
| 8 580 605 | 7 123 056 | 1 457 549 | | 243 423 |
| 67 497 | 29 874 | 37 623 | 4313% | 4 455 |
| 56 412 | 19 071 | 37 341 | 25% | 8 322 |
| 1 272 510 | 956 616 | 315 894 | 41069% | 31 290 |
| 153 256 | 111 832 | 41 424 | 59% | 5 704 |
| 21 871 | 3 036 | 18 835 | -5820% | 602 |
| 39 838 | 5 183 | 34 655 | -4700% | 2 757 |
| 898 869 | 513 816 | 385 053 | n.d. | (17 946) |
| 71 263 | 34 446 | 36 817 | 48% | 2 077 |
| 623 667 | 460 859 | 162 808 | 57% | 38 430 |
| 154 168 | 80 407 | 73 761 | 19% | 10 799 |
| 42 989 | 7 077 | 35 912 | n.d. | 7 436 |
| 8 467 | 1 992 | 6 475 | n.d. | (124) |
| 488 178 | 295 746 | 192 432 | 47% | 27 876 |



COMPAGNIES DE RÉASSURANCE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Ce tableau ne contient que le nom des compagnies autorisées à faire uniquement de la réassurance

Primes
prises
en charge
\$

Pertes nettes
sublies
\$

Note

SUCCURSALES

| | | |
|--|------------------|----------------|
| Mapfre Reinsurance Corporation | 2 199 | 627 |
| Munich (LA), Compagnie De Réassurance | 260 263 | 0 |
| Nationwide Mutual Insurance Company | (5) | (915) |
| Nederlandse Reassurantie Groep N.V. | 2 | 189 |
| NRG Victory Reinsurance Limited | 13 | 5 381 |
| Odyssey America Reinsurance Corporation | 40 347 | 27 937 |
| Partnerre SA | 43 955 | 15 168 |
| Pohjola Non-Life Insurance Company Ltd. | 0 | (70) |
| Reliastar, Compagnie D'assurance-Vie | 10 243 | 0 |
| SCOR VIE | 2 095 | 0 |
| Seaton Insurance Company | 0 | 0 |
| Sorema North America Reinsurance Company | 0 | (248) |
| Swiss Reinsurance Company | 273 472 | 2 171 |
| Terra Nova Insurance Company Limited | (29) | 223 |
| The Insurance Corporation Of New York | (4) | 0 |
| TOA D'amérique, La Compagnie De Réassurance | 27 370 | 16 571 |
| Compagnie De Réassurance Transatlantique, La | 84 544 | 35 735 |
| XL Re Europe, Succursale Du Canada | 30 744 | 25 979 |
| | 1 076 677 | 243 770 |
| TOTAL | 2 172 272 | 481 735 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif sur le passif \$ | Sinistres engagés par rapport aux primes acquises % | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|------------------------|-----------------------|---|--|-----------------------------------|
| 4 753 | 571 | 4 182 | 31% | 2 332 |
| 6 001 734 | 4 699 700 | 1 302 034 | n.d. | 86 838 |
| 14 392 | 6 466 | 7 926 | n.d. | 527 |
| 4 645 | 1 779 | 2 866 | n.d. | (215) |
| 14 648 | 7 193 | 7 455 | 72050% | (5 157) |
| 222 060 | 133 983 | 88 077 | 60% | 9 255 |
| 567 560 | 262 020 | 305 540 | 44% | 20 163 |
| 2 264 | 365 | 1 899 | n.d. | 18 |
| 117 490 | 69 749 | 47 741 | n.d. | 4 928 |
| 258 657 | 192 952 | 65 705 | n.d. | (3 671) |
| 7 471 | 1 416 | 6 055 | n.d. | 185 |
| 44 982 | 2 275 | 42 707 | -9043% | 2 441 |
| 2 006 685 | 111 186 | 1 895 499 | 6% | 89 944 |
| 44 347 | 22 230 | 22 117 | -769% | 1 718 |
| 14 988 | 980 | 14 008 | 0% | 883 |
| 200 303 | 134 442 | 65 861 | 71% | 8 136 |
| 771 480 | 603 865 | 167 615 | 50% | 30 248 |
| 498 042 | 289 269 | 208 773 | 54% | 20 310 |
| 14 695 486 | 9 060 396 | 5 635 090 | | 390 561 |
| 24 234 765 | 16 879 442 | 7 355 323 | | 662 399 |



BOURSES D'ASSURANCE RÉCIPROQUE OU D'INTERASSURANCE

SOMMAIRE FINANCIER

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

Primes
directes
souscrites
\$

Sinistres
directs
réalisés
\$

Note

ONTARIO

| | | |
|---|---------|---------|
| Canadian Lawyers Liability Assurance Society | 33 356 | 9 008 |
| Canadian Universities Reciprocal Insurance Exchange | 8 884 | 5 621 |
| Community Newspapers Reciprocal Insurance Exchange | 72 | 166 |
| Healthcare Insurance Reciprocal Of Canada | 96 714 | 92 532 |
| Municipal Electric Association Reciprocal Insurance Exchange | 8 051 | 3 361 |
| Ontario Municipal Insurance Exchange | 34 408 | 22 487 |
| Fonds D'échange D'assurance Des Conseils Scolaires De L'ontario | 33 445 | 26 558 |
| Poultry Insurance Exchange Reciprocal Of Canada | 405 | (57) |
| | 215 335 | 159 676 |

COMPAGNIES EXTRAPROVINCIALES

| | | |
|---|-----|----|
| Canadian Airports Reciprocal Insurance Exchange (Carie) | 178 | 18 |
|---|-----|----|

SUCCURSALES

| | | |
|-----------------------------------|----------------|----------------|
| Lumbermen's Underwriting Alliance | 8 639 | 11 420 |
| TOTAL | 224 152 | 171 114 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif | Total du passif | Excédent de l'actif par rapport au passif | Sinistres réalisés par rapport aux primes perçues | Bénéfice net/ (perte nette) |
|-------------------------|------------------------|--|--|------------------------------------|
| \$ | \$ | \$ | % | \$ |
| 116 797 | 105 968 | 10 829 | 59% | 3 075 |
| 70 534 | 54 027 | 16 507 | 67% | 5 332 |
| 815 | 208 | 607 | 136% | (140) |
| 431 871 | 345 077 | 86 794 | 98% | 18 700 |
| 38 248 | 14 636 | 23 612 | 41% | 3 230 |
| 71 024 | 57 493 | 13 531 | 53% | 11 916 |
| 160 505 | 121 278 | 39 227 | 86% | 7 712 |
| 1 866 | 499 | 1 367 | -17% | 365 |
| 891 660 | 699 186 | 192 474 | | 50 190 |
| 3 109 | 1 218 | 1 891 | 42% | (109) |
| 105 835 | 62 130 | 43 705 | 67% | (3 650) |
| 1 000 604 | 762 534 | 238 070 | | 46 431 |



SOCIÉTÉS FRATERNELLES

SOMMAIRE FINANCIER

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (en milliers)

PORTEFEUILLE ONTARIEN

Primes
directes
souscrites
\$

Indemnités et
paiements versés
titulaires de polices
\$

Note

ONTARIO

| | | |
|---|--------|--------|
| Guaranteed Funeral Deposits Of Canada (Fraternal) | 22 819 | 33 331 |
| Société D'assurance-Vie Des Enseignantes Et Enseignants (Fraternelle) | 8 275 | 4 736 |
| Toronto Police Widows And Orphans Fund | 1 339 | 2 187 |
| | 32 433 | 40 254 |

FÉDÉRAL

| | | | |
|----|--|--------|--------|
| | ACTRA, La Société Fraternelle | 7 828 | 5 233 |
| | Association Canadienne Des Professionnels De La Vente, L' | 546 | 472 |
| 19 | Société De Secours Mutuels Des Slovaques Du Canada, La | 0 | 0 |
| 20 | Canadian Slovak League | 0 | 0 |
| | Lutheran Life Insurance Society Of Canada | 10 474 | 11 426 |
| | Association Bénévole Des Fils De L'écosse, L' | 868 | 420 |
| | The Grand Orange Lodge Of British America | 1 099 | 951 |
| | Ordre Indépendant Des Forestiers, L' | 17 976 | 21 564 |
| | Ordre Des Italo-Canadiens, L' | 19 | 79 |
| | Ukrainian Fraternal Society Of Canada | 32 | 95 |
| | Ukrainian Mutual Benefit Association Of St. Nicholas Of Canada | 3 | 19 |
| 21 | Association De Secours Mutuels Des Travailleurs Du Canada | 0 | 0 |
| | | 38 845 | 40 259 |

SUCCURSALES

| | | | |
|--|--|----------------|----------------|
| | ACA Assurance | 284 | 235 |
| | Croatian Catholic Union Of U.S.A. And Canada | 0 | 0 |
| | Croatian Fraternal Union Of America | 403 | 264 |
| | Chevaliers De Colomb | 72 573 | 28 057 |
| | Conseil Suprême De L'arcane Royal, Le | 835 | 49 |
| | Ukrainian Fraternal Association Of America | 26 | 96 |
| | Ukrainian National Association | 57 | 127 |
| | United Commercial Travelers Of America, Order Of | 49 | 33 |
| | Woman's Life Insurance Society | 216 | 313 |
| | | 74 443 | 29 174 |
| | TOTAL | 145 721 | 109 687 |



PORTEFEUILLE GLOBAL

| Total de l'actif \$ | Total du passif \$ | Excédent de l'actif sur le passif \$ | Bénéfice net/ (perte nette) \$ |
|------------------------|-----------------------|---|--------------------------------------|
| 180 339 | 177 658 | 2 681 | 673 |
| 40 519 | 35 224 | 5 295 | 266 |
| 63 680 | 55 000 | 8 680 | 2 214 |
| 284 538 | 267 882 | 16 656 | 3 153 |
| 60 805 | 42 335 | 18 470 | 67 |
| 28,542 | 19 522 | 9 020 | 532 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 302 815 | 268 305 | 34 510 | 0 |
| 13 425 | 10 954 | 2 471 | 139 |
| 20 946 | 18 140 | 2 806 | 259 |
| 4 867 355 | 3 671 012 | 1 196 343 | 33 233 |
| 1 432 | 863 | 569 | 146 |
| 6 874 | 5 726 | 1 148 | (73) |
| 4 948 | 3 877 | 1 071 | (66) |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 307 142 | 4 040 734 | 1 266 408 | 34 237 |
| 29 361 | 16 635 | 12 726 | 69 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 11 571 | 9 977 | 1 594 | 426 |
| 1 553 209 | 1 288 761 | 264 448 | 22 297 |
| 11 955 | 8 521 | 3 434 | 449 |
| 4 070 | 2 180 | 1 890 | 34 |
| 10 623 | 6 332 | 4 291 | 120 |
| 4 641 | 2 929 | 1 712 | 42 |
| 10 169 | 8 497 | 1 672 | 426 |
| 1 635 599 | 1 343 832 | 291 767 | 23 863 |
| 7 227 279 | 5 652 448 | 1 574 831 | 61 253 |

Notes relatives au sommaire financier

- 1 Aucun renseignement financier n'a été déposé au sujet de la Glengarry Farmers' Mutual Fire Insurance Company. Le 1er janvier 2006, cette compagnie a fusionné avec la Prescott Mutual Insurance Company pour former la Glengarry Mutual Insurance Company.
- 2 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Markham General Insurance Company. La liquidation de la compagnie a été ordonnée à compter du 24 juillet 2002.
- 3 Aucun renseignement financier n'a été déposé au sujet de la Prescott Mutual Insurance Company. Le 1er janvier 2006, cette compagnie a fusionné avec la Glengarry Farmers' Mutual Fire Insurance Company pour former la Glengarry Mutual Insurance Company.
- 4 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de l'Unique assurances générales.
- 5 L'ancien nom de La Mutuelle d'église de l'Inter-Ouest était la Mutual of Ottawa-Church Insurance.
- 6 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Compagnie de cautionnement Alta. La compagnie est en liquidation depuis juin 2002.
- 7 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Granite, Compagnie d'assurance.
- 8 La Compagnie d'assurances Pilot est assujettie à la réglementation fédérale depuis le 1er janvier 2006.
- 9 La Compagnie d'assurance Scottish & York Ltée est assujettie à la réglementation fédérale depuis le 1er janvier 2006.
- 10 L'ancien nom d'Aviva International Limited est CGU International Insurance plc.
- 11 L'ancien nom de Munich Reinsurance America Inc. est American Re-Insurance Company.
- 12 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Reliance Insurance Company. La compagnie est en liquidation.
- 13 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de The Home Insurance Company.
- 14 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de l'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance.
- 15 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Confédération, Compagnie d'Assurance-Vie. La compagnie, qui est liée à une condition énoncée dans son permis selon laquelle elle ne peut accepter de nouveaux contrats, est en voie de liquidation.
- 16 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de John Alden, Compagnie d'assurance-vie. La compagnie est en voie de liquider ses opérations.
- 17 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Lincoln Heritage Life Insurance Company. La compagnie est en voie de liquider ses opérations.
- 18 L'ancien nom de la Compagnie d'assurance Standard Life 2006 est la Compagnie d'assurance Standard Life.



- 19 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Société de Secours Mutuels des Slovaques du Canada.
- 20 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de la Canadian Slovak League. La compagnie est inactive depuis le 31 décembre 2003.
- 21 Aucun renseignement financier n'a été déposé en 2006 au sujet de l'Association de secours mutuels des travailleurs du Canada. La compagnie a transféré ses polices d'assurance et son passif connexe à l'Association bénévole des Fils de l'Écosse le 1er janvier 2004.

Commission des services financiers de l'Ontario
5160 Yonge Street, C.P. 85
Toronto (Ontario)
M2N 6L9

Téléphone : (416) 250-7250
Numéro sans frais : 1 800 668-0128
TTY (416) 590-7108, 1 800 387-0584

Site Web de la CSFO : www.fsco.gov.on.ca

This document is also available in English

